

# LA VÉRITÉ

*Organe de l'Organisation trotskyste*

*(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)*

OCTOBRE 1969

N° 545 - PRIX : 4 F.

60 pages

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

LÉON TROTSKY.

**LA QUESTION DU POUVOIR  
EST PLUS QUE JAMAIS POSEE**

**UNE SITUATION NOUVELLE EN AMERIQUE LATINE**

**POUR LA RECONSTRUCTION  
DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE**

# LA VÉRITÉ

Organe de l'Organisation trotskyste  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)

Rédaction et Administration :

**39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)**

## Sommaire

<i>La question du pouvoir est plus que jamais posée</i> .....	1
<i>La crise du «Conseil d'Assistance Economique Mutuelle»</i> .....	9
<i>Une situation nouvelle en Amérique Latine</i> .....	18
<i>Pour la reconstruction de la Quatrième Internationale</i> .....	28
<i>Notes de lecture</i> .....	50

### ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros) .....	<b>15 Francs</b>
Sous pli clos .....	<b>20 Francs</b>
Etranger .....	<b>18 Francs</b>
Le numéro .....	<b>4 Francs</b>
Abonnement de soutien .....	<b>20 et 30 Francs</b>

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23

# LA QUESTION DU POUVOIR EST PLUS QUE JAMAIS POSEE

## UN GOUVERNEMENT BATARD, INSTABLE, INVIABLE

par Stéphane JUST

*Giscard d'Estaing, annonçant la décision du gouvernement de dévaluer de 12,5 % le franc, déclarait : « La valeur d'une monnaie, ce n'est pas quelque chose qui se décide, c'est quelque chose qui se constate. Une monnaie ne vaut pas ce que l'on dit qu'elle vaut. Une monnaie vaut ce qu'on observe qu'elle vaut. Or vous savez qu'après la secousse ou plus exactement les secousses qui ont atteint la France depuis an, la valeur constatée de notre monnaie s'était sensiblement écartée de sa valeur théorique. » On ne saurait plus clairement constater que le gouvernement Pompidou - Chaban-Delmas -*

*Giscard d'Estaing subit la situation et ne la domine pas.*

*Certes, l'élection de Pompidou à la présidence de la République s'est effectuée sans heurts. La continuité du pouvoir bourgeois a été ainsi assurée, mais la forme politique de la domination de classe de la bourgeoisie, qu'avait incarnée de Gaulle pendant dix ans, n'en était pas pour autant ressuscitée ; aucune autre forme politique nettement définie ne lui avait cependant succédé. La forme politique actuelle de la domination de classe de la bourgeoisie, comme le gouvernement qui en est l'expression, est bâtarde, instable et inviable.*

### Bâtarde

Elle est bâtarde. Elle s'appuie sur des institutions politiques qui étaient naguère subordonnées au bonapartisme gaulliste et en procédaient. Ainsi, l'Assemblée nationale élue en juin 1968 est composée d'une majorité « triomphale », fruit de la dernière « victoire » politique de De Gaulle : la liquidation à froid de la grève générale de mai-juin 1968. Chaban-Delmas, qui présidait cette Assemblée, est devenu premier ministre. Le gouvernement Pompidou-Chaban Delmas-Giscard d'Estaing s'appuie sur une assemblée qui procédait de De Gaulle

et en dépendait ; elle n'est plus aujourd'hui qu'une survivance, alors que le bonapartisme gaulliste a fait faillite.

Voici le commentaire de Sirius sur la première conférence de presse de M. Pompidou, comme président de la république (*Le Monde* daté du 12 juillet 1969) : « M. Pompidou se veut respectueux des compétences propres à ses ministres et au parlement. S'il se présente comme « l'arbitre et le premier responsable national », s'il affirme « la primauté du chef de l'Etat qui lui vient

« de son mandat national », l'« exégèse » à laquelle il invite ses auteurs manifeste discrètement, mais assez clairement, qu'il n'a nullement l'intention de reprendre à son compte la trop fameuse déclaration du général de Gaulle sur « l'autorité indivisible de l'Etat, confiée tout entière au président par le peuple qui l'a élu. »

Ce n'est là ni modestie personnelle ni admiration démesurée pour le « grand homme ». De Gaulle était parvenu, au moins de façon relative et pour un temps, à homogénéiser l'Etat bourgeois et à discipliner la bourgeoisie ; finalement, il n'en échoua pas moins.

## Instable

Elle est instable. Cette forme de domination de classe et de gouvernement de la bourgeoisie résulte d'une conjonction politique à l'équilibre fragile. La chute de De Gaulle a son origine dans la grève générale de mai-juin 1968, désintégrée de l'intérieur, mais nullement défaits. Le « succès » électoral personnel de De Gaulle en juin n'a pu être exploité, la bourgeoisie n'avait plus « confiance », la classe ouvrière et la jeunesse, non seulement n'avaient pas été défaits, mais avaient mesuré leur puissance. La reprise des luttes dès décembre 1968, puis la grève générale de 24 heures du 11 mars 1969, préparèrent le NON simultané des organisations ouvrières au référendum, le retournement d'une partie de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes et la désaffection d'une partie des représentants du grand capital vis-à-vis de De Gaulle. Le 27 avril 1969 tirait la conclusion de la faillite du bonapartisme gaulliste, que la grève générale avait à la fois manifestée et accélérée.

Mais, immédiatement, les dirigeants des organisations ouvrières s'employèrent à barrer la route à la classe ouvrière. Ils la bloquèrent politiquement pour l'empêcher d'exploiter ce succès politique. Ils s'ingénierent à briser le Front ouvrier et à laisser le champ libre aux candidats de la bourgeoisie au deuxième tour des élections présidentielles. Ainsi parvinrent-ils à éjecter la classe ouvrière de la scène politique, en l'empêchant

Pompidou a pour tâche d'être le liquidateur de cette faillite, d'assurer ainsi la continuité de l'Etat bourgeois, sans qu'il soit à même de définir un autre système de gouvernement. Il invoque la légitimité, mais force lui est d'avouer que le mode de gouvernement actuel est bâtard : survivance du bonapartisme et dépendance, à l'Assemblée nationale, d'une majorité dont l'homogénéité procédait de De Gaulle, incapacité à discipliner les composantes de l'Etat bourgeois et les différentes couches de la bourgeoisie, rapport des forces entre les classes jouant en faveur de la classe ouvrière.

de poser sa candidature au pouvoir dans les termes où cette candidature pouvait, à ce moment, être posée. Du même coup, ils éludaient le développement de grandes luttes ouvrières, qui, pour se déclencher immédiatement après la chute de De Gaulle, devaient être nourries de la perspective politique du pouvoir. Les mécanismes de la V<sup>e</sup> république fonctionnèrent, du moins de façon formelle. Pompidou fut élu sans coup férir.

Cependant cette manœuvre politique ne modifiait pas fondamentalement les rapports entre les classes, et les rapports à l'intérieur des classes, que la chute de De Gaulle avait consacrés. Les conséquences n'en étaient certes pas négligeables, puisqu'elle permettait d'assurer, sans secousses immédiates, la continuité du pouvoir et de l'Etat bourgeois, qu'elle obligeait la classe ouvrière et la jeunesse à rester dans l'expectative et à chercher les voies et les moyens de l'exploitation de leur victoire politique à un niveau plus élémentaire. Ces résultats n'en étaient et n'en sont pas moins extrêmement fragiles. Le capital financier le sait bien qui, faute d'autres solutions à brève échéance, s'abrite derrière le gouvernement Pompidou-Chaban Delmas-Giscard d'Estaing. Il sait parfaitement que ce n'est que reculer pour mieux sauter, et que la classe ouvrière et la jeunesse exigeront que leur victoire politique soit honorée à plus ou moins longue échéance.

## Inviabable

Elle est inviable. En 1958, la défaite politique de la classe ouvrière française, assommée et désorientée par l'accession au pouvoir, selon les voies les plus légales, de celui qui incarnait l'état fort, a donné les moyens à De Gaulle de définir une stratégie politique. La dévaluation de 1958 fut voulue et contrôlée. Elle était le premier acte du plan Rueff-Pinay, lequel visait à une reconversion du capitalisme français, susceptible de le rendre plus apte à répondre aux exigences du marché mondial. Elle avait pour objectif de faire supporter aux masses les exigences de cette reconversion, d'attirer les capitaux en France, de s'engager dans le processus de constitution du Marché commun. C'était un élément d'une politique d'ensemble, qui comportait également

une solution apte à sauvegarder les intérêts essentiels du capital financier français, pour la guerre d'Algérie ; la destruction de l'indépendance de classe du prolétariat par l'intégration des organisations syndicales à l'Etat ; la défense politique des intérêts spécifiques et des positions du capital financier français dans le monde ; la restauration, la centralisation, de l'Etat ; une discipline de classe imposée à la bourgeoisie française en fonction des intérêts généraux du capital financier. Que cette stratégie politique se soit finalement brisée sur les capacités de résistance et de combat de la classe ouvrière et de la jeunesse n'empêche pas qu'elle a ordonné la politique de De Gaulle pendant dix ans.

Le gouvernement Pompidou-Chaban Delmas-Giscard d'Estaing est incapable de définir et d'appliquer une stratégie politique à long terme. Cette situation, loin de différer les échéances, les rend plus pressantes et renforce leur acuité. C'est ce que le mouvement des capitaux illustre parfaitement. Le déséquilibre de sa balance commerciale démontre la faiblesse économique du capitalisme français, son inaptitude à affronter la concurrence internationale, il ne rend pas compte de la fuite massive des capitaux depuis mai-juin 1968, car les causes de cette fuite sont politiques. Le déséquilibre de la balance commerciale et la spéculation jouent leur rôle dans la fuite à l'étranger des capitaux, mais le mouvement n'a pris cette ampleur qu'en raison de la crise politique qui déchire la bourgeoisie française depuis mai-juin 1968, de l'impuissance du régime politique à assurer la sécurité de la société bourgeoise, de la certitude que mai-juin 1968 a ouvert une nouvelle période de lutte de classe en France, qui menace les fondements de l'ordre et du pouvoir bourgeois.

La fuite des capitaux a, à son tour, de multiples conséquences. Elle accentue les faiblesses originelles du capitalisme français, son inaptitude à s'adapter à la concurrence internationale. Elle oblige le gouvernement à avoir recours aux crédits à court terme (*swap*) des banques centrales, à utiliser ses droits de tirage sur le Fonds monétaire international. Elle le contraint à renoncer à la politique « indépendante » de De Gaulle et à s'aligner sur celle de ses créanciers. Et surtout s'impose avec d'autant plus de force coér-

citive l'application de mesures économiques et sociales de concentration, de rationalisation des secteurs de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, de la banque susceptibles de s'adapter à la concurrence internationale, comme s'impose l'élimination des secteurs industriels, commerciaux, agricoles non rentables ; la liquidation des « déficits » des entreprises publiques, S.N.C.F., E.D.F.-Gaz de France, Houillères nationales, R.A.T.P., aéronautique, etc. ; les coupes claires dans les dépenses « sociales », sécurité sociale, santé publique, enseignement, etc.

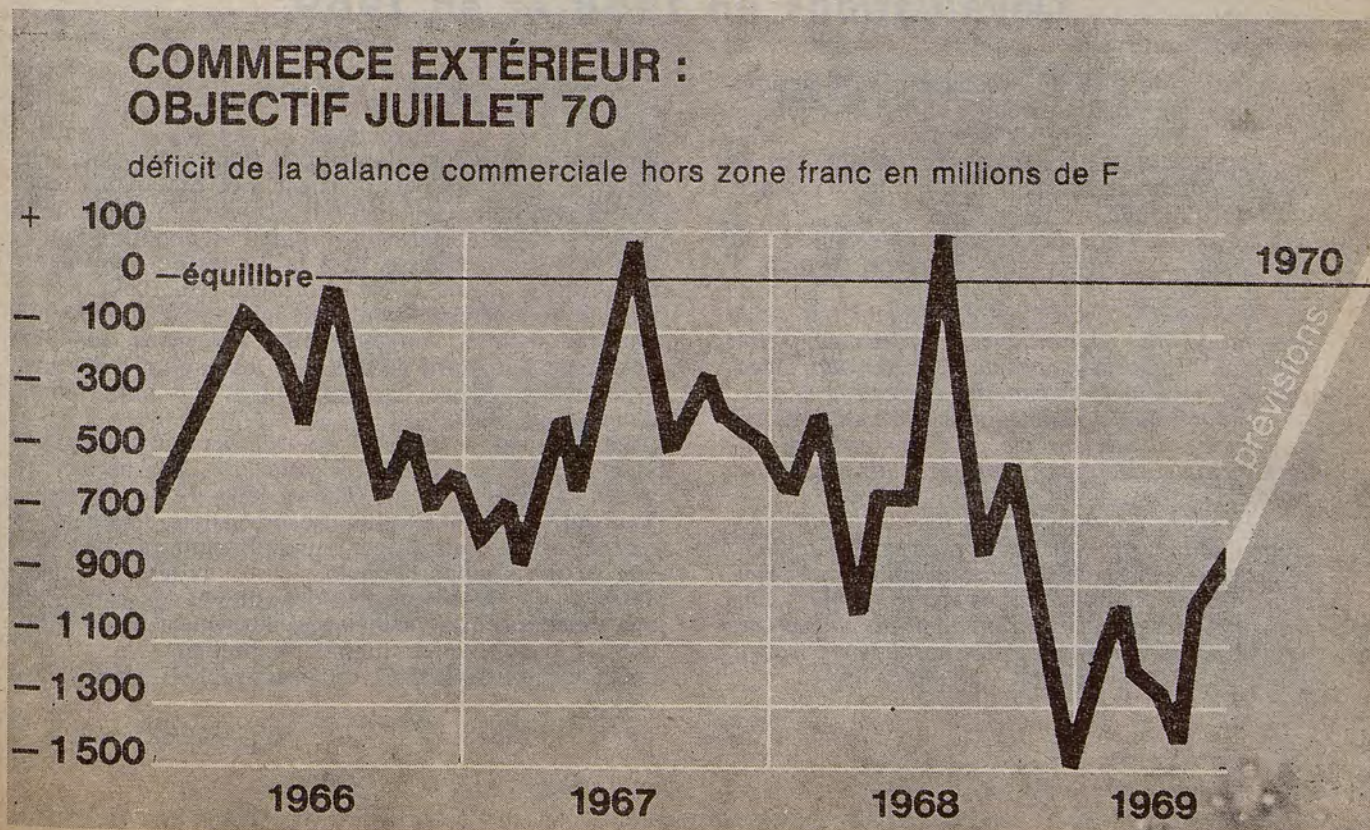
Mais tout cela de façon anarchique, empirique, car ce gouvernement ne possède pas les moyens d'une politique qu'il assume en la subissant plus qu'il ne la détermine. Le résultat est prévisible : les faibles digues édifiées au lendemain de la chute de De Gaulle, afin de maintenir la façade, vont se rompre, et les forces un moment contenues, qui ont brisé le bonapartisme gaulliste, déferleront ; la classe ouvrière et la jeunesse se remettront en mouvement, les formes centrifuges au sein de l'Etat et de la bourgeoisie se manifesteront au grand jour ; la dislocation de la « majorité » au sein de l'Assemblée nationale en sera le signe le plus visible, sans en être nécessairement le plus important. Une nouvelle crise de régime, ou, plus exactement, la crise du régime consacrée par la chute de De Gaulle, un temps camouflée, va bientôt surgir au grand jour.

La raison fondamentale est simple : la question du pouvoir posée par la grève générale de mai-juin 1968 reste ouverte.

## La boucle se ferme

Selon les chiffres fournis par Giscard d'Estaing, en un an, le déficit de la balance commerciale française s'est élevé à 1,6 milliard de francs. A de rares exceptions près, c'est une constante de l'économie capitaliste

française de présenter un solde de la balance commerciale déficitaire, et cela depuis des décennies. Les dernières années n'ont pas fait exception à la règle.



L'objectif, consigné dans le V<sup>e</sup> Plan, était d'inverser radicalement cette tendance, jusqu'au point où les excédents de la balance commerciale auraient été à même d'alimenter l'exploitation du capital :

*« L'équilibre de notre balance des paiements avec les pays hors zone franc peut être recherché sous deux formes différentes. Dans une première solution, un léger déficit de la balance des paiements courants serait compensé par un certain excédent du mouvement des capitaux publics et privés, de l'ordre de 300 millions de dollars. »*

Mais l'objectif qu'il faudrait atteindre serait que la France devienne « exportatrice nette de capitaux » ; ce qui exigerait que « l'excédent des échanges de marchandises puisse atteindre 500 millions de dollars », pour que la balance des paiements soit équilibrée.

En tout état de cause, cet objectif du V<sup>e</sup> Plan n'a pas été atteint. Mais il est intéressant en ce qu'il souligne les prodigieuses mutations que le capital français devrait opérer pour occuper une place prépondérante sur le marché mondial et être à même d'équilibrer le poids économique de l'Allemagne fédérale en Europe et au sein du Marché commun.

Dès avant la grève générale de mai-juin 1968, une nouvelle dégradation de la balance commerciale se manifestait. La grève générale a rompu tous les barages. Le pouvoir central a perdu tout contrôle. L'inflation de crédits, les avances de la Banque de France à l'économie se sont soldées par milliards. Elles ont alimenté la « reprise économique ». Ce « boom » n'a pas manqué de mettre en relief les faiblesses congénitales du capitalisme français ; le Marché commun a aspiré les facilités financières qui étaient accordées à celui-ci. Les importations se sont accrues démesu-

rement. Le régime de libre concurrence qui s'établissait ainsi soulignait la décadence du capitalisme français par rapport à ses rivaux étrangers. L'accroissement rapide du déficit de la balance commerciale signalait l'échec total du gaullisme dans son effort pour rendre compétitif le capitalisme français. Circonstances aggravantes : si le déficit de la balance commerciale atteint en un an 1,6 milliard de francs, les pertes de devises et d'or de la Banque de France seraient de 4,7 milliards de francs. Il en résulte que la Banque de France aurait utilisé plus de 3 milliards de ses réserves à solder des demandes de remboursement de francs en or et en devises étrangères. Ce n'est pas tout : les fuites de capitaux sont beaucoup plus importantes que ne le laisse voir ce calcul, les banques centrales n'exigeant pas forcément la totalité des créances en francs qu'elles possèdent.

En même temps que s'effondrait la politique économique du bonapartisme gaulliste, le capital financier français et international fuyait, non seulement à des fins spéculatives, mais pour des raisons politiques, la forme politique de domination de classe de la bourgeoisie française incarnée par de Gaulle, et qui craquait par suite de la grève générale. La fuite des capitaux précipitait à son tour, non seulement la crise financière mais l'effondrement du gaullisme.

Sans les crédits *swap*, ceux de l'Europe des Six, ceux de la Banque des règlements internationaux, sans l'utilisation des droits de tirage sur le Fonds monétaire international, les prêts du Federal Reserve System Bank (plus de 5,5 milliards de dollars en avril 1968), les réserves de la Banque de France seraient tombées à zéro à la fin de 1969. De 1958 à aujourd'hui, le cycle se boucle. Ces réserves étaient alors de 19 millions de dollars.

## Dévaluations en 1958 et en 1969

La dévaluation de 1958 fut accompagnée de mesures d'une brutalité que seule permettait la défaite politique subie par la classe ouvrière en juin 1958 :

*« Augmentation de plusieurs impôts sur le chiffre d'affaires (taxes sur le vin, sur l'essence, taxe locale), etc.*

*« Hausse des prix des services publics de l'Etat (25 % sur les timbres et le téléphone, 20 à 30 % sur le tabac).*

*« Hausse de certains autres prix du fait de la diminution des subventions accordées par l'Etat (10 à 15 % pour les transports, le charbon, l'électricité, 20 % pour le matériel agricole).*

*« Suppression des indexations des salaires sur le coût de la vie, sur les prix des produits alimentaires et de ceux des produits agricoles, notamment.*

*« Au total, ces dispositions devaient provoquer dans l'année une ponction d'environ 500 millions d'anciens francs sur la consommation. Le pouvoir d'achat familial se trouvait diminué dans certains cas extrêmes, cumulant la hausse des prix avec une diminution des horaires de travail, de 20 à 30 %. » (Extrait du Monde.)*

La défaite politique de la classe ouvrière française et la dévaluation de 1958 ont été à la base de la tentative gaulliste de restructurer le capitalisme français. Encore ne suffisaient-elles pas. Il fallut aussi que, sous l'effet de l'économie d'armement aux Etats-Unis, elles s'inscrivent dans une période d'essor du capitalisme mondial, d'origine parasitaire, qui allait aboutir à l'inflation mondiale accélérée, et à la « crise des moyens de paiements ». Aussi, c'est seulement en 1959 que la balance commerciale avait un solde positif de 430 millions de dollars, la balance des paiements un solde positif de 1 milliard de dollars ; les exportations augmentaient en même temps de 12 %, les importations diminuaient de 5 %.

La dévaluation de 1969 est le constat d'échec de la « rénovation du capitalisme français ». Elle ne peut en aucun cas réussir ce que celle de 1958 n'a pu accomplir. Tout au plus pouvait-elle être un ballon d'oxygène, et cela, à certaines conditions : un taux suffisant ; la capacité de faire supporter à la classe ouvrière, à la jeunesse, à la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes une « austérité » au moins aussi dure que celle de 1958 ; une conjoncture internationale favorable.

Or le taux de 12,5 % est insuffisant. Il a été choisi,

non afin de rétablir la parité entre le franc français et les monnaies étrangères, tel le mark, mais en fonction d'une cote mal taillée, de façon à ne pas entraîner une succession de dévaluations de la livre, du franc belge, de la lire, voire du dollar. Malgré cela, à l'annonce de la dévaluation française, la décote du franc belge s'élevait à 8 % et la Banque d'Angleterre, comme la Banque

fédérale de réserve de New York, devaient « intervenir » sur les marchés des changes de Londres et de New York pour soutenir la livre. Le taux de la dévaluation signifie qu'il s'agit d'une mesure d'attente inévitable, mais insuffisante, dans l'espoir que seront trouvés au moins des palliatifs à la crise des « moyens de paiements ».

## Le plan de "redressement"

Le plan de « redressement » comprend, tel qu'il a été exposé jusqu'ici, trois types de mesures : resserrement du crédit à la consommation, équilibre du budget 1970, réforme des entreprises publiques en application du rapport Nora.

Le resserrement du crédit à la consommation va frapper durement la classe ouvrière et la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes. En effet, au cours de ces dernières années, les ventes à tempérament sont passées de 1 milliard à 1,5 milliard de francs, pour ce qui concerne l'automobile, les appareils électro-ménagers, etc. Bien que, théoriquement, les prêts consentis pour l'achat de logements, qui atteignent 60 milliards, ne soient pas touchés, le relèvement du taux de l'escompte va dans le même sens. Les petits et moyens agriculteurs sont singulièrement menacés. Les accords entre les Six, intervenus à propos du marché commun agricole et de la dévaluation du franc, font qu'une taxe frappera l'exportation agricole française, qui servira

à alimenter une caisse subventionnant les produits agricoles exportés par les pays de la C.E.E. En même temps, le crédit agricole sera réformé. La Caisse de crédit agricole sera autorisée à consentir des prêts à l'industrie et au commerce, au détriment des prêts consentis aux agriculteurs. Le tout s'accompagnera d'une hausse des prix que le gouvernement ne songe même pas à nier.

L'équilibre du budget 1970 devrait être assuré par l'augmentation des recettes et par le blocage de 8 milliards de francs d'autorisations de programmes mis à la disposition d'un fonds dit « fonds d'action conjoncturelle ».

C'est ce que Pierre Drouin appelle « une austérité bien tempérée ».

Elle ne l'est certainement pas quant à ses conséquences pour les travailleurs, mais elle l'est, sans aucun doute, en regard des exigences du « redressement » de la bourgeoisie française.

## Les "réformes de structures"

La grande affaire est de savoir si le gouvernement sera capable d'appliquer des « réformes de structures » qui englobent la Sécurité sociale et les entreprises publiques, ainsi que l'Education nationale. Le développement de l'application des ordonnances sur la Sécurité sociale s'intègre dans le « plan de redressement ». Il implique l'équilibre de chaque caisse, la suppression des « petits risques », la suppression de la gratuité d'un certain nombre de soins ; la réforme et l'équilibre des régimes particuliers, des caisses de retraites ; l'utilisation des réserves des caisses de S.S., des mutuelles, etc., par le gouvernement.

Le rapport Nora est docement explicité par Jacques Plassard dans *La Vie Française* :

« Les entreprises nationales existent. Leur fonction propre est de dégager le plus de richesses en mobilisant le moins de moyens. Leurs responsables doivent les conduire en obéissant à cette règle, les résultats étant jugés a posteriori d'après ce critère. L'Etat peut imposer des sujétions particulières, le coût de celles-ci doit alors être évalué et imposé au budget. On redécouvre ainsi, avec le « management » industriel le plus avancé, des règles permanentes d'organisation : la spécialisation des responsabilités en vue d'objectifs distincts.

« Si ces principes étaient intégralement retenus,

il s'agirait d'une révolution dans un ensemble qui constitue presque le dixième de l'économie. Les habitudes, parfois figées en statuts, s'y opposent...

« Mais, à la direction de maisons comme la S.N.C.F. et l'E.D.F., des équipes piaffent d'impatience, conscientes qu'elles sont des possibilités qu'elles mettraient en œuvre si elles n'étaient pas empêtrées par des réseaux de réglementations (...)

« La première idée inspirée par l'I.R.I. italien serait de constituer un vaste « holding » d'Etat reprenant, sous les formes juridiques du capitalisme privé, les actions représentant les entreprises publiques. Ainsi privatiserait-on les procédures des entreprises publiques. »

La traduction pour les travailleurs serait : destruction des statuts, considérable compression des effectifs, polyvalence et mobilité de la main-d'œuvre, liquidation de secteurs entiers.

Ainsi avait-on prévu : 70 000 employés de moins à la S.N.C.F. d'ici 1975, la liquidation de la moitié du réseau routier de la R.A.T.P. dans les deux ans qui viennent ; chute de l'effectif des ouvriers mineurs de 123 000 en 1969 à 41 000 en 1975, etc.

Entreprise du 5 septembre ajoute :

« Mais un changement dans notre politique est indispensable. Il n'y aura pas de changement

complet et d'adaptation de l'économie française à l'économie de concurrence s'il n'est pas admis par une majorité de responsables (patronaux, politiques, administratifs, syndicalistes, agricoles, enseignants) que le mieux-être et l'influence de la France dans le monde et la justice sociale passent par l'efficacité industrielle. Il ne s'agit plus désormais de dire que cela est nécessaire. Il faut que les idées passent rapidement dans les faits et notamment, dans un milieu dont on parle peu cette semaine mais qui fera l'actualité des prochains jours : l'enseignement. Une mutation telle que la réclame un ministre comme A. Chalandon et telle que la souhaitent, semble-t-il, une bonne partie des membres du gouvernement, à

commencer par le premier ministre, exige une réforme de l'esprit dans lequel sont élevés les Français. Cela prend du temps, dira-t-on. Nous n'en disposons pas.

« On peut annoncer que l'une des conditions de la réussite durable de la politique économique qui vient d'être engagée est la réussite d'une autre politique, que l'on ne lie pas assez à l'évolution de l'économie, celle de la rentrée universitaire et scolaire et celle de la réforme du contenu et de l'esprit des études. »

Cet esprit étant bien entendu le même que celui qui anime les réformes des entreprises publiques, l'esprit de la réforme Fouchet-Faure.

## Une première vague

C'était une certitude, la réaction de la classe ouvrière ne pouvait se faire attendre. Dès avant les vacances et au cours des vacances, des mouvements, en apparence de portée limitée, se déclenchaient : à la Sécurité sociale, parmi les mécanographes des banques. A la rentrée, les guichetières de la Caisse d'Allocations familiales de la rue Viala débrayaient. Elles sont une cinquantaine ; en d'autres temps ce pouvait être une action sans espoir. Elles obtiennent l'amélioration de leurs conditions de travail et un reclassement qui correspond à une augmentation de 11 à 15 %. Et ce fut la grève des roulants S.N.C.F., suivie de celle des travailleurs des réseaux ferré et routier de la R.A.T.P.

La grève des roulants S.N.C.F. a été différée le plus possible par les dirigeants des organisations syndicales, comme furent différées les luttes que la classe ouvrière était capable et désireuse d'engager. Seguy ne s'en cache pas, qui affirme le 13 septembre, devant les cadres parisiens de la C.G.T., réunis à la Mutualité :

« Le référendum, l'élection présidentielle et la période de vacances ont différé le règlement de ce conflit [celui des salaires]. Le moment est venu de reprendre la discussion où nous l'avions laissée il y a six mois. » Les dirigeants des organisations syndicales vont à la limite de ce qu'ils peuvent faire pour empêcher les grèves, tant à la S.N.C.F. qu'à la R.A.T.P. Laurent Salini, dans l'*Humanité* du 12 septembre, en devient lyrique :

« Le dévouement du service public n'est pas une vertu rare chez nous : elle est générale chez les cheminots et notamment chez les roulants. Ils ne veulent pas échapper à des contraintes inhérentes à leur travail même. Ils voudraient que, pour ce qui dépend de la S.N.C.F., ces contraintes soient progressivement réduites. »

Sous ce « lyrisme » se manifeste toute une politique : « les contraintes inhérentes au travail », « le dévouement au service public », sont expressément les contraintes pour les travailleurs inhérentes à leur asservissement au service public, à l'ordre public, à l'ordre social de la bourgeoisie, et nullement la résultante d'exigences techniques, tout au contraire. L'importance fondamentale de mouvements comme ceux des roulants,

S.N.C.F. et des services « exploitation » de la R.A.T.P., provient justement de ce que ces travailleurs n'acceptent plus « les contraintes inhérentes à leur travail » dans le cadre de la société capitaliste et que celle-ci tend à aggraver. Ils se dressent directement contre le pouvoir d'Etat qui, pressé par la faillite du bonapartisme gaulliste, par la catastrophe économique et financière menaçante, pratique la fuite en avant, et s'efforce désespérément d'appliquer les mesures élaborées par le précédent gouvernement. L'orientation définie à l'encontre des entreprises publiques est singulièrement significative. La rentabilité de ces entreprises signifie la destruction des garanties, avantages, statuts des travailleurs qui y sont employés, la polyvalence et la mobilité de la main-d'œuvre, la compression des effectifs, la déqualification, l'aggravation des conditions de travail.

Les mouvements qui se sont engagés à la rentrée et ceux qui se produiront dans le plus proche avenir sont stimulés par la conscience qu'ont les travailleurs d'un rapport entre les classes qui leur est favorable. Engager, sur des revendications particulières, ces mouvements dresse les travailleurs contre la seule politique qu'un gouvernement bourgeois peut tenter d'appliquer pour surmonter la crise de la bourgeoisie française. Ils déchiquent cette politique ; ils soulèvent la question du gouvernement.

Ces grèves ont ceci de remarquable : engagées sur des revendications particulières, catégorielles, de défense et d'amélioration des conditions de travail, elles soulèvent la question du pouvoir. Le véritable dialogue engagé entre la direction de la C.G.T. et le gouvernement en témoigne.

Seguy, pour répondre et pouvoir mieux faire passer sa politique d'aujourd'hui aux militants de la C.G.T., déclare :

« Le pouvoir est sorti affaibli de l'épreuve de mai et juin 1968 et du référendum... L'action que nous entreprenons va l'user davantage : nous pouvons, à plus ou moins brève échéance, connaître de nouveau une situation propice à l'alternative démocratique. »

La réaction du gouvernement se traduit jusque dans la déclaration du 16 septembre, faite devant l'Assemblée nationale par Chaban-Delmas :



« Tant qu'il s'agit de revendications professionnelles, le gouvernement a dit, et il le prouve, qu'il est bien celui de la concertation et du progrès.

« Mais si, par contre, il s'agit pour certains de prendre appui sur ces revendications pour contester et menacer les autorités démocratiquement élues, alors le gouvernement légitime, le gouvernement de la république, saura prouver qu'il est là pour défendre la nation contre toute aventure. »

Seguy n'avait pas attendu cependant pour affirmer sa bonne volonté. Dès le 16, il faisait diffuser une déclaration singulièrement rectificative :

« On a dit de ce discours qu'il contenait une déclaration de guerre au gouvernement. Or, l'un de ses points essentiels consiste précisément à proposer au gouvernement et au C.N.P.F. de négocier en vue de résoudre les revendications par voie d'accords contractuels. »

La traduction pratique ne s'est pas fait attendre. Bien que les roulants S.N.C.F. et les travailleurs du réseau routier et ferré de la R.A.T.P. aient obtenu d'importantes concessions, leurs revendications n'ont pas été satisfaites. Elles ont été subordonnées aux plans du gouvernement. *Le Monde* du 21 septembre l'explique crûment à propos des revendications des travailleurs de la R.A.T.P. :

« La direction ne pouvait pas accepter immédiatement cette revendication (celle des six jours de travail - deux jours de repos) qui exigeait l'embauche de mille six cents personnes environ. Il s'agissait pour M. Pierre Weil, directeur général de la R.A.T.P., d'échelonner cette réforme, afin de ne pas déséquilibrer davantage un budget de 2,2 milliards, dont le déficit atteint déjà 1 milliard de francs. En revanche, les progrès de l'automatisation se traduiront par une réduction en effectifs de deux cent cinquante personnes par an d'ici 1974 offrant aux responsables de l'entreprise la possibilité de régler le problème sans avoir à embaucher trop de personnel supplémentaire, à condition, bien sûr, que la réforme des conditions de travail puisse être étalée dans le temps. »

Le déclenchement de ces grèves par les travailleurs eux-mêmes, contre la volonté de toutes les directions

syndicales, comme la difficulté que celles-ci ont eu à les contraindre à rembrayer démontrent que cette politique ne leur convient pas. Si, à cette étape, ils se sont résignés à reprendre le travail sans avoir obtenu pleinement satisfaction, c'est qu'ils ne se sentaient pas encore la force de contraindre les directions syndicales à poursuivre le combat et à rompre avec leur politique. Ce n'est qu'un répit, ou, plutôt, ces mouvements doivent être considérés comme la première phase de la reprise du combat par la classe ouvrière et la jeunesse. Ils tendent et contribuent à la reconstitution du front de classe du prolétariat, brisé par le refus des organisations ouvrières de présenter, face aux candidats de la bourgeoisie, un candidat unique, car la candidature unique des organisations ouvrières eût signifié, immédiatement après la chute de De Gaulle, postuler à un gouvernement représentant les travailleurs.

La classe ouvrière et la jeunesse utilisent les canaux et moyens immédiatement à leur disposition pour reconstituer leur front de classe. Le type de lutte qu'elles engagent aujourd'hui impose aux organisations syndicales d'aller ensemble plus loin que ne le voudraient les directions de ces organisations. Les roulants S.N.C.F., les travailleurs des réseaux ferré et routier de la R.A.T.P. sont, sur le plan de leurs catégories, de leur entreprise, parvenus à impulser l'action, qu'il a bien fallu que les directions syndicales subissent toutes ensemble. Ils ne sont pas parvenus à organiser et à contrôler jusqu'à son terme leurs mouvements. Non seulement pour ce qui les concerne, mais pour toute la classe ouvrière, ces grèves ont soulevé la nécessité de la démocratie ouvrière comme élément indispensable de la réalisation du Front unique ouvrier, de son contrôle, de son développement. Les organisations doivent s'unir, les travailleurs doivent contrôler la préparation, l'organisation, le cours de leurs luttes. Les besoins même des travailleurs, éprouvés au cours du combat, dictent les formes de la réalisation du Front unique sous le contrôle démocratique des travailleurs : l'assemblée générale, la nomination de délégués par ces A.G. qui, avec les directions des organisations, se constitueront en conférences ouvrières démocratiques, la formation de comités de grève, de comités centraux de grève. Ainsi le développement du combat associe-t-il la lutte pour le Front unique à celle de la direction de ce combat.

## Le problème du gouvernement

Les mouvements qui se sont engagés dès la rentrée s'inscrivent dans l'effort spontané de la classe ouvrière pour reconstituer son front de classe. Ils annoncent une nouvelle poussée plus puissante et plus claire politiquement, résumé de l'expérience de mai-juin 1968, et qui s'est poursuivie depuis. Ils participent de la fermentation politique qui s'accomplit au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse et qui tend à poser la question du pouvoir.

Grotesque sur bien des points, le discours de Chaban-Delmas devant l'Assemblée nationale n'en est pas

moins significatif. Il constitue un bilan de faillite et laisse entendre que la crise de la bourgeoisie française va s'aggraver. La poussée inéluctable de la classe ouvrière et de la jeunesse, la crise de la bourgeoisie, mettent au centre des futurs affrontements de classes la question du pouvoir.

Quel gouvernement peut satisfaire aux revendications formulées en mai-juin 1968 ?

Quel gouvernement peut assurer la garantie de l'emploi et de la qualification, améliorer les conditions de travail ?

Quel gouvernement peut liquider les mesures élaborées par de Gaulle et son gouvernement, qui démantèlent la Sécurité sociale, les entreprises publiques, organisent le chômage, la mobilité de la main-d'œuvre ?

Quel gouvernement peut abroger la réforme de la formation professionnelle, la réforme de l'enseignement Fouchet-Faure appliquée par Guichard ?

L'inévitable aggravation de la crise économique et sociale sous le gouvernement actuel fait surgir la revendication du contrôle ouvrier : sur les prix, sur l'embauche, sur la qualification, sur les conditions de travail, sur les entreprises de l'industrie, du commerce, de la banque. Elle s'accompagne nécessairement de celles de l'expropriation des grandes sociétés industrielles, commerciales, financières, de l'élaboration et de la réalisation d'un plan de production sous le contrôle des travailleurs. Les représentants des patrons et de leur gouvernement doivent être chassés des conseils d'administration de la Sécurité sociale et des entreprises publiques. L'enseignement, la formation professionnelle doivent être nationalisés, sous le contrôle des enseignants, des organisations ouvrières, des parents et des élèves. Et tout cela se condense en une seule et même question : Quel gouvernement, appuyé sur quelles forces ?

Ce ne peut être qu'un gouvernement des travailleurs, s'appuyant sur la classe ouvrière mobilisée et organisée par le Front unique ouvrier. Mais la question du pouvoir se pose concrètement. La seule perspective, c'est la réalisation du socialisme, cette perspective ne saurait se réaliser qu'autant que les travailleurs, partant des conditions d'organisation actuelle de la classe ouvrière, exigent des organisations ouvrières, syndicats et partis, que, sous leur contrôle, elles dirigent leur combat et postulent à former ensemble un gouvernement des organisations ouvrières unies, appliquant un programme anticapitaliste.

Sans aucun doute, elles ne le veulent pas plus qu'elles ne veulent impulser, organiser, sous le contrôle des travailleurs, les luttes ouvrières, et pour les mêmes raisons. Mais il faut se fonder sur les aspirations des travailleurs pour adresser aux dirigeants cette revendication : rompez avec les solutions bourgeoises, organisez les luttes des travailleurs, jusques et y compris les luttes pour prendre le pouvoir.

De même que c'est en intervenant pour exiger des organisations syndicales qu'elles prennent leurs responsabilités et assument leurs fonctions que se feront la préparation et l'organisation des luttes de la classe

ouvrière, avec ou sans l'assentiment des directions syndicales, c'est de même en disant clairement qui, aujourd'hui, peut et doit, au nom des travailleurs, revendiquer et lutter pour le pouvoir, que peut être ouverte, à la classe ouvrière, une perspective politique qui soit un facteur de mobilisation, d'organisation, et de clarification politique. Il s'agit d'alimenter le combat de classe, tout en constituant l'avant-garde révolutionnaire, tout en construisant le parti révolutionnaire, la force politique indispensable à la réalisation du Front unique, au combat classe contre classe ; cette force qui, lorsqu'elle sera devenue, par cette lutte politique, la force décisive du mouvement ouvrier, postulera directement le pouvoir, comme elle doit postuler déjà la direction des luttes ouvrières et de la jeunesse, là où elle existe et est implantée.

La 4<sup>e</sup> session du Comité national de l'Alliance ouvrière a pris la décision de convoquer dans quelques mois le premier congrès de cette organisation, sur la base de l'élaboration de son programme d'action pour le Front unique ouvrier et de la lutte pour un gouvernement des travailleurs. Elle a décidé de participer à la préparation du rassemblement national de la jeunesse que le comité national de l'Alliance des jeunes pour le socialisme s'est donné comme tâche d'organiser. Ces décisions ont été prises en raison de la crise sociale et politique qui s'accroît, de la nécessité, plus brûlante que jamais, d'ouvrir une perspective politique gouvernementale à la classe ouvrière et à la jeunesse qui ordonne leurs combats, des possibilités nouvelles qui existent de construire l'Alliance ouvrière et l'A.J.S., donc de progresser vers la construction du parti révolutionnaire.

Toute la presse bourgeoise d'Europe occidentale est inquiète. Depuis quelques jours, c'est par dizaines que se comptent les articles parus tant en France, en Allemagne, en Angleterre, qu'en Italie, sur les « grèves sauvages ». Quelque chose d'essentiel s'est rompu à l'échelle de l'Europe dans la façon dont « l'ordre » était depuis des décennies assuré : les travailleurs ne se laissent plus discipliner par les appareils syndicaux ; bien plus, ils apprennent à utiliser les organisations syndicales à leurs propres fins. C'est cela qui fonde la politique du Front unique ouvrier, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire, la lutte pour le pouvoir, comme éléments indissociables d'un même combat pour le socialisme.

30 septembre 1969.

# LA CRISE DU «CONSEIL D'ASSISTANCE ECONOMIQUE MUTUELLE» (COMECON)

par Michel VARGA

## DEUXIÈME PARTIE

Dans le précédent article, j'ai montré comment, sur la base de la contradiction croissante entre le développement des forces productives et les Etats nationaux dirigés et gérés par la bureaucratie stalinienne, se développe une crise profonde de la planification, et donc du pouvoir politique, dans les pays du C.A.E.M. (1). Conditionnée et déterminée par l'impérialisme mondial, cette crise a forcé la bureaucratie à changer de méthode et à tenter d'intégrer l'économie planifiée à la division internationale du travail. Mais, comme celle-ci est régie par la loi de la valeur, dans des conditions où le marché capitaliste est le plus fort, cette tentative ne pouvait consister qu'en une réforme, en un affaiblissement de la planification qui, par là même, constitue une attaque directe contre les conquêtes socialistes et contre la situation des travailleurs, les deux choses étant étroitement liées. Or, étant donné que le pouvoir de la bureaucratie lui-même dépend de ces conquêtes, tout en s'engageant sur la voie de la réforme, la bureaucratie hésite, elle essaie de résister aux « *effets néfastes* » de cette réforme. Ainsi, au cours des dernières années, elle a tout fait pour développer, entre autres, le commerce extérieur, en particulier les exportations des pays du C.A.E.M. entre eux et vers les pays capitalistes, pour équilibrer et contrecarrer la pression du marché mondial, qui se fait de plus en plus lourde du fait même de cette tentative d'intégration. Parallèlement, elle a tenté de rejeter le fardeau des conséquences de la crise sur le dos des travailleurs et de

la jeunesse, et de mobiliser à ses côtés des couches petites-bourgeoises et des forces pro-bourgeoises.

Afin de saisir dans son ensemble ce processus contradictoire qui, malgré les contradictions, les hésitations et les oscillations, va dans le sens du démantèlement de la planification, il faut insister sur le rôle fondamental de la crise de l'impérialisme et de son approfondissement. D'une manière générale, c'est l'existence même de ce système mondial d'exploitation qui conditionne, influence et détermine l'évolution des économies planifiées. Et sur ce point, il est nécessaire de souligner un problème théorique important. L'économie planifiée n'a pas d'autonomie véritable, de physionomie bien à elle, contrairement à ce que peuvent dire ou affirmer les staliniens. C'est une économie *de transition*, du capitalisme au socialisme, ces deux régimes ayant, eux, leur propre caractère. Entre le capitalisme et le socialisme, il n'y a aucune espèce de troisième mode de production ni, partant, de troisième système social. Après Marx et Lénine, Trotsky a démontré à plusieurs reprises et abondamment que, tant que l'économie mondiale reste sous la domination du capitalisme (c'est-à-dire tant que les secteurs décisifs de la classe ouvrière internationale n'auront pas pris le pouvoir), c'est le capitalisme qui influence et conditionne l'économie planifiée. Contre ce fait, il n'y a que peu de chose à faire dans le cadre de l'économie planifiée. Précisons-le cependant, car cela est d'une importance capitale. Ce « *peu de choses* » signifie que l'Etat soit réellement le pouvoir de la classe ouvrière mobilisée et armée dans ses conseils, organisée et dirigée par son parti marxiste authentique. Un tel pouvoir

(1) Voir *La Vérité*, n° 544.

et un tel parti concentreraient leurs efforts pour la solution définitive du problème, à savoir pour contribuer à la révolution mondiale, pour abattre le système capitaliste mondial. Donc, pour saisir l'ensemble des problèmes posés dans les pays du C.A.E.M. et leur évolution récente, il faut revenir à la crise de l'impérialisme mondial.

Depuis quelques années, la crise du système capitaliste mondial a pris une telle ampleur et de telles proportions que même ceux qui, tel Ernest Mandel, ne juraient que par le « *néo-capitalisme* » s'en aperçoivent à leur manière. Cette crise est à l'origine d'une lutte concurrentielle acharnée entre les diverses fractions du capital international pour l'extension des marchés et pour la protection de ceux-ci. En particulier, le capital européen, menacé par la concurrence des monopoles américains, essaie d'étendre ses marchés vers l'Europe de l'Est. Depuis les tentatives de la « *grande coalition* » ouest-allemande, jusqu'à la politique gaulliste, en passant par les efforts plus timides de Wilson, la bourgeoisie européenne a pratiqué la fameuse « *politique d'ouverture* » vers

l'Est, dont l'enjeu était et reste la pénétration du capital dans les économies planifiées. En même temps, la crise s'aggravant, cette bourgeoisie s'efforce, aussi bien individuellement que dans les groupes auxquels elle appartient (Marché commun par exemple), de favoriser les exportations (même artificiellement, c'est-à-dire par les subventions), tout en imposant des restrictions diverses aux importations. Afin de rendre plus compétitive son économie, elle développe une attaque généralisée contre le prolétariat et la jeunesse, liée étroitement à ses efforts pour pénétrer au sein des économies planifiées.

Il n'est pas nécessaire de brosser, dans le cadre de cet article, un tableau complet de l'approfondissement de la crise de l'impérialisme. Il suffit d'en évoquer les manifestations qui se rattachent directement aux problèmes qui nous préoccupent ici. C'est ainsi que l'on peut comprendre l'unité fondamentale de la lutte des classes, non seulement en général, à l'échelle mondiale, mais surtout du fait qu'elle opère de façon concentrée en Europe, entre l'Est et l'Ouest.

## Le problème des exportations

Au cours des deux ou trois dernières années, les conditions du commerce mondial se sont particulièrement aggravées, au moment même où la bureaucratie des pays du C.A.E.M. s'est engagée sur la voie de la réforme et fait tout pour développer les exportations. Or le rythme de croissance de ces exportations à destination des pays capitalistes a diminué. En 1967, le taux de croissance des exportations de tous les pays du C.A.E.M. vers l'Europe occidentale n'a atteint que le quart de celui de l'année précédente. Le volume de ces exportations, en 1967, n'a augmenté que de 4 %, contre 13 % en 1966. Pour comprendre ce ralentissement, qui s'est poursuivi depuis, sinon aggravé, il faut constamment tenir compte de la décadence du système monétaire international, qui tend à la dislocation du marché mondial. Il faut relier la difficulté qu'éprouvent ces bureaucraties du C.A.E.M. à s'intégrer au marché mondial, à exporter et à surmonter ainsi leur crise à la détérioration des conditions du commerce sur le marché mondial, qui exacerbe la concurrence, et dont la décadence de la livre anglaise a fourni les premières manifestations visibles — et cela, justement en 1967.

Dans ces circonstances, l'augmentation des exportations des pays du C.A.E.M. vers les pays capitalistes se heurte aux conditions plus dures de la concurrence et à la politique protectionniste de la bourgeoisie. Quant aux premières, relevons que, en présence de la crise du charbon en Europe capitaliste, les exportations polonaises de charbon (26 millions de tonnes en 1955) n'ont atteint que 13 millions de tonnes en 1967. Grâce à la réorientation de la poli-

tique commune de l'énergie des pays du C.A.E.M., elles ont de nouveau augmenté, mais au détriment de la production de charbon de certains autres pays. D'autre part, la concurrence qui règne sur le marché mondial provoque des oscillations fréquentes et les renforce. Elle tend, par exemple, à faire baisser le prix de certains produits. Ainsi, au cours des dernières années, les prix des produits industriels de consommation courante ont baissé. Une des conséquences en est que l'exportation de produits tels que les appareils de radio et de télévision, les bicyclettes, etc., par les pays du C.A.E.M. a diminué, alors que ce n'est que récemment que leur production est devenue apte à l'exportation.

Une tendance à la baisse caractérise aussi les prix des produits chimiques. Etant donné que, dans la dernière période, la bureaucratie a fait un effort considérable pour rattraper son retard dans ce domaine, la baisse des prix sur le marché mondial a des conséquences multiples, et révélatrices en même temps. Un exemple. Par un effort de modernisation, donc d'investissement, la bureaucratie hongroise a entrepris la fabrication du coton-polyester, devenu exportable en 1968. Elle en a fixé le prix dans le cadre de la réforme des prix. Mais, comme elle importe la fibre synthétique, matière nécessaire à la fabrication du coton-polyester, des pays capitalistes, et que, dans ses craintes et ses hésitations concernant la réforme, elle essaie en même temps de se protéger par un barrage douanier, elle a calculé le prix du coton-polyester en fonction du prix d'importation de la fibre, prix élevé du fait du tarif douanier élevé. Or,

entre-temps, le prix de la fibre synthétique a baissé sur le marché mondial, et celui du coton-polyester aussi. Par conséquent, l'exportation du coton-polyester est devenue déficitaire pour la Hongrie, et les investissements consacrés à la modernisation de cette production ne s'amortissent pas. (Il faut noter que, en 1968, 59 % des exportations de produits de l'industrie légère ont été déficitaires pour la Hongrie.) La bureaucratie est donc forcée de baisser ses tarifs douaniers et d'annuler ainsi un de ses barrages défensifs devant la fibre synthétique capitaliste. Les exemples analogues sont innombrables dans tous les pays du C.A.E.M. Ils permettent d'éclairer la situation contradictoire et sans issue de la bureaucratie. Celle-ci, d'une part, prend au sérieux toutes les méthodes plus ou moins futiles de « *prospection du marché* » de la bourgeoisie, et organise des légions de bureaux, composés dans leur majorité d'experts d'origine bourgeoise, pour les analyses de conjoncture, les études de marchés, des « *tendances* » des prix sur le marché mondial, et cela même pour ses plans d'exportation à long terme. Et, d'autre part, alors même que toutes ces « *études* » subissent un démenti cinglant de la part de la pratique, elle disserte sur la nécessité de protéger les prix du commerce inter-C.A.E.M. contre toute oscillation.

Mais, dans la concurrence impitoyable qui règne aujourd'hui, la bourgeoisie et ses diverses fractions se défendent vigoureusement en restreignant et en taxant les importations, surtout celles en provenance des pays du C.A.E.M., à l'aide des tarifs douaniers et de discriminations diverses. Ainsi, par exemple, pour les appareils de télévision exportés en Angleterre, les pays du C.A.E.M. doivent payer 20 % à la douane, alors que les pays de la zone européenne de libre échange ne paient aucun droit. Les exportations des pays du C.A.E.M. sont alourdies de cette façon d'une surtaxe dont la valeur s'élève de 25 à 60 millions de dollars par an, variable selon les pays. La crise de l'agriculture capitaliste, qui se reflète dans les vaines tentatives d'organiser l'« *Europe verte* » du Marché commun ainsi que dans la surproduction de divers produits, affecte particulière-

ment les exportations en provenance des pays du C.A.E.M., composées en très grande partie de produits agricoles. D'une manière générale, les exportations d'œufs, de beurre, de volaille, de sucre des pays du C.A.E.M. sont devenues déficitaires et leur volume a baissé au cours des dernières années. Le système préférentiel du Marché commun, d'année en année plus dur dans la mesure où la crise s'aggrave, est particulièrement accablant pour ces pays. Parmi ces discriminations multiples, il suffit de mentionner ce qu'on appelle « *écrémage* ». En 1968, par exemple, un taureau hongrois de 500 kilos se vendait à l'importateur des pays du Marché commun 42 dollars le quintal. Payant le prix total (210 dollars) à l'exportateur hongrois, cet importateur devait encore payer 115 dollars au Marché commun, car l'« *écrémage* » s'élevait à 23 dollars par quintal. L'exportateur hongrois recevait donc 210 dollars, alors que l'importateur devait payer 325 dollars en tout.

Devant une telle situation, la bureaucratie réagit comme elle peut, selon sa nature. D'une part, dans ses revues économiques spécialisées, à côté d'articles insipides, paraissent également des analyses parfois sérieuses sur l'économie des pays capitalistes, sur ses crises. C'est le coup de chapeau obligatoire à la théorie marxiste. D'autre part, en pratique, elle bombarde la bourgeoisie et ses différentes institutions de requêtes, de sollicitations pour qu'elle assouplisse les conditions du commerce. Ces deux attitudes ne se rencontrent jamais : les analyses dites économiques de ces revues sur la nature du capitalisme coexistent (plus ou moins pacifiquement) avec la politique et les discours officiels suppliant la bourgeoisie d'abolir les discriminations.

En réalité, la bureaucratie sait que, même si la bourgeoisie pouvait lever les « *obstacles* » au commerce international (une utopie réactionnaire), elle ne lui ferait pas de cadeau. Et c'est dans ce contexte, le renforcement de la pression du marché capitaliste mondial en crise, que le regroupement des pays du C.A.E.M., leur intégration plus poussée apparaissaient à la bureaucratie comme une planche de salut.

## Intégration plus poussée des pays du C.A.E.M. ?

Mais, là encore, de lourds obstacles ont surgi. Pendant des années, les bureaucraties de ces pays avaient développé des économies parallèles, très peu complémentaires, en fonction même de la « *théorie* » stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* ». La solution réside évidemment en une coopération étendue, mais dont la base ne peut être qu'une spécialisation poussée des économies respectives de ces divers pays. Or, dans les conditions d'un pouvoir politique contre-révolutionnaire, une telle spécialisation et une telle coopération sont impossibles. La bureaucratie est incapable de surmonter les difficultés qui s'opposent à une telle tentative, car c'est précie-

usement elle et son pouvoir qui les nourrissent. Déjà la politique commune de l'énergie, élaborée et appliquée pour enrayer la crise du charbon et pour écouler le pétrole soviétique, soulevait de nombreuses difficultés. L'U.R.S.S. et la Pologne devaient se spécialiser dans la production de charbon et sa livraison aux autres pays. Ainsi, par exemple, la Hongrie a dû réduire sa production de charbon, et la fermeture des puits a commencé dès 1965. Selon le ministre compétent lui-même, 17 000 mineurs ont été licenciés jusqu'en décembre dernier, dont une partie seulement a pu être reclassée dans des emplois moins payés. La crise du charbon sur le marché capitaliste, partie

intégrante de la crise générale du capitalisme, a été « exportée » dans les pays du C.A.E.M., où elle n'apparaît pas directement, mais par l'intermédiaire de celui-ci. Mais la bureaucratie est incapable de s'entendre avec les mineurs. Elle leur dissimule le véritable problème et suscite ainsi des tensions même dans ses propres rangs, ce qui l'empêche de poursuivre une « spécialisation » de la production qui, dans ces conditions, devient de la dynamite sociale et aussi nationale. De la nature de la bureaucratie stalinienne, il résulte aussi que, dans la politique du C.A.E.M., la voix du Kremlin est évidemment la prépondérante. La coopération dans le domaine de la production d'énergie impliquait également l'écoulement du pétrole soviétique, dont l'exportation vers les pays capitalistes n'était pas rentable du fait de son prix de revient élevé. La politique « commune » imposait à tous les pays du C.A.E.M. une réorientation de leur consommation d'énergie, basée de plus en plus sur le pétrole soviétique. Or, jusqu'en 1964, le Kremlin vendait à ces pays le pétrole 20,8 dollars la tonne, le double du prix pratiqué sur le marché mondial.

Un conflit s'est ainsi développé, d'autant plus inéluctable que l'introduction de la réforme de la planification dans chacun de ces pays signifiait en premier lieu l'application de la rentabilité. La bureaucratie roumaine, grande exportatrice de pétrole et d'autres matières premières (les mêmes que l'U.R.S.S. !), s'est opposée la première à l'intégration économique poussée des pays du C.A.E.M. Mais il ne s'agissait pas que de la bureaucratie roumaine. Celle des autres pays, à des degrés divers, a également subi la pression accentuée du marché mondial capitaliste, transmise très souvent par l'intermédiaire du C.A.E.M., sous la forme des prix pratiqués dans leur commerce mutuel. Et cela est devenu d'autant plus gênant qu'elle prétendait, dans le cadre de la réforme, instaurer une économie rentable. En réalité, une lutte s'est déroulée : la bureaucratie de tous les pays du C.A.E.M. voulait un réajustement général des prix inter-C.A.E.M. Et, afin d'enrayer le danger de l'engrenage « roumain », le Kremlin a dû y consentir. En 1966, corollaire nécessaire aux réformes, ce réajustement a eu lieu, établissant de nouveaux prix, moins désastreux pour les pays du C.A.E.M. dans leur commerce avec l'U.R.S.S. (Ces prix sont pourtant restés favorables à l'U.R.S.S. Ainsi, celui du pétrole soviétique a été fixé à 16,8 dollars la tonne, 65 % plus cher que le prix du marché mondial, au lieu de l'ancien prix de 20,8 dollars.)

Mais le réajustement des prix n'a apporté aucune solution. La bureaucratie, qui espérait que, l'obstacle des prix « irréels » une fois levé, en partie du moins, elle pourrait contrebalancer la dure réalité du marché mondial capitaliste en développant le commerce inter-C.A.E.M., a dû se rendre compte de la vanité d'un tel espoir. En effet, au cours des dernières années, un double phénomène a caractérisé le commerce des pays du C.A.E.M. Leurs exportations vers les pays capitalistes se sont heurtées de plus en plus à la

concurrence impitoyable et au protectionnisme, bref, à la crise de plus en plus profonde de l'impérialisme mondial. Se retournant en même temps vers leur propre groupe, ils ont dû rapidement constater que, de ce côté, ils se heurtaient sensiblement aux mêmes obstacles, sous des formes plus ou moins différentes. Les accords commerciaux sont tous bilatéraux, entre deux pays, conclus au niveau gouvernemental. Chaque pays essaie de placer ses produits chez l'autre dans la même proportion que l'autre, et ce sont les mêmes produits. Une proportion des échanges s'est établie, ce qui a pour effet de proportionner le développement de ce commerce aux possibilités du pays ayant la plus faible capacité économique.

Prenons, par exemple, le cas du matériel ferroviaire roulant : aucun échange n'est possible, car chacun des pays du C.A.E.M. arrive à peine à utiliser ses propres capacités de production. La liste de tels produits invendables aux autres pays du groupe s'allonge continuellement. Les entreprises commerciales d'un pays donné se désintéressent d'autant plus des produits de mauvaise qualité en provenance d'un autre de ces pays qu'elles sont continuellement appelées par la bureaucratie à fournir des articles de meilleure qualité aux « travailleurs », et qu'elles deviennent plus indépendantes dans le cadre de la réforme. Le Kremlin lui-même a donné la préférence aux chaussures françaises, anglaises et scandinaves sur les chaussures hongroises. Le résultat en est qu'en 1969 la Hongrie en exporte deux millions de paires de moins, et donc que « ... quelques entreprises... ne pourront pas utiliser pleinement leur potentiel », comme l'écrit une revue.

Parallèlement, une concurrence de plus en plus grande s'est développée entre les pays du C.A.E.M. D'une part, sur le marché intérieur de chacun de ces pays, les entreprises domestiques rivalisent avec les produits importés des autres pays, d'autre part, il est fréquent que deux des pays du C.A.E.M. luttent entre eux pour vendre le même produit à un troisième, ou encore que ces pays rivalisent entre eux sur les marchés extérieurs au C.A.E.M. C'est ainsi qu'en Afrique, cette concurrence prend exactement les mêmes proportions et la même acuité que celles entre les monopoles, et les armes employées ne sont pas tellement différentes. Pour se rendre compte de la « solidarité fraternelle » entre les bureaucraties commerçantes de ces pays, il suffit de jeter un coup d'œil sur leur compétition pour enlever une commande au Soudan, au Kenya ou ailleurs.

Il serait inutile de multiplier les exemples, et prématuré, à cette étape, d'analyser tous les problèmes fondamentaux du C.A.E.M. Il fallait cependant en signaler un certain nombre, afin d'indiquer que les efforts de la bureaucratie, depuis 1964-1965, pour échapper à la pression accrue du marché mondial par le développement du commerce inter-C.A.E.M., se sont révélés, non seulement insuffisants, mais également dangereux pour son pouvoir. Je reparlerai de ces problèmes.

## Les relations avec le marché capitaliste mondial

Mais, de nouveau, il nous faut en revenir aux relations économiques des pays du C.A.E.M. avec le marché mondial capitaliste.

Car la perspective d'échapper à la pression croissante de celui-ci est devenue d'autant plus illusoire que, les réformes de la planification une fois engagées, la rentabilité mise en avant, les pays du C.A.E.M. ne pouvaient trouver de ressources en eux-mêmes.

Préalablement, je dois clarifier un point capital. Les révisionnistes de toute sorte, adoptant fidèlement la méthodologie de la bureaucratie, considèrent les pays du C.A.E.M. et leur économie en vase clos, détachés de la division internationale du travail. S'ils sont obligés de reconnaître l'existence de celle-ci, ils nient catégoriquement sa réalité, sa nature de classe, et donc sa signification. Pour eux, le rapport entre le marché capitaliste mondial et les économies planifiées se réduit aux simples échanges mutuels, qui sont dépourvus de toute signification, du point de vue de la lutte des classes. L'un des représentants de cette opinion petite-bourgeoise, incapable de raisonner globalement et en termes de classe, est Ernest Mandel. C'est récemment, à la *Table ronde* du Centre d'études socialistes, dont le procès-verbal a paru il y a un an, qu'il a essayé de vendre cette camelote. Par rapport à l'U.R.S.S., il y a déclaré : « *Admettre qu'il y aurait encore économie marchande, du seul fait du commerce extérieur, MÊME SI LA PRODUCTION ÉTAIT SUFFISANTE pour donner satisfaction aux besoins de consommation des producteurs, m'apparaît une grosse erreur.* » (Souligné par moi. — M. V.) Mais le problème est précisément qu'on ne parle pas d'une société socialiste abstraite, où l'on pourrait examiner si la « *production est suffisante* », mais bien de l'U.R.S.S. Et l'insuffisance de la production, dans le cas de l'U.R.S.S., est précisément le produit, non du « *commerce extérieur* », mais du rapport général entre l'impérialisme mondial et l'U.R.S.S., dont un aspect est, qu'on le veuille au non, le commerce extérieur.

Les bureaucrates au pouvoir sont évidemment beaucoup plus réalistes que Mandel. Dans le cadre de la réforme, ils se sont rendu compte d'une vérité simple et élémentaire. Notamment que, s'ils veulent développer leurs exportations, il faut produire des marchandises vendables, concurrentielles, donc rentables du point de vue de la production. Et là commencent les difficultés. Du fait même de la réalité du marché mondial, une très grande partie de ces marchandises est tout bonnement invendable, une autre partie est déficitaire. C'est la raison pour laquelle, pendant les deux ou trois dernières années, la bureaucratie de tous les pays du C.A.E.M. a entrepris une très vaste opération pour changer la structure de toute la production.

Cette restructuration est partie intégrante des réformes de la planification. Envisagée en elle-même, elle est plus que salutaire. Mais la question centrale est naturellement la suivante : à partir de quel critère réalise-t-on cette restructuration ? Par rapport à quels débouchés transforme-t-on la structure de la production dans ces pays ? Or il est évident qu'elle s'opère sous l'influence du marché mondial capitaliste. C'est celui-ci qui commande la modification, la réduction ou même l'abandon complet de telles ou telles branches économiques, de tels ou tels articles. Ainsi les réformes de la planification signifient qu'il y a glissement de la direction de l'économie, de l'orientation de son développement, des mains du pouvoir central vers le contrôle du marché mondial. Bien sûr, cela se fait indirectement, à travers la bureaucratie qui, pour cette raison, remplit ainsi sa fonction d'agent de l'impérialisme ; mais en même temps et pour la même raison, elle se fractionne sous le poids de ces contradictions.

Dans son ensemble, la bureaucratie stalinienne a déjà pris ses dispositions. Elle parle ouvertement de la nécessité de transformer la structure économique en fonction du commerce extérieur, donc des marchés. En réalité, l'intégration à la division internationale du travail ne peut pas se réaliser autrement. Mais ce n'est pas une question économique. C'est un problème fondamental, celui du rapport entre l'impérialisme mondial et les pays du C.A.E.M., conquêtes du prolétariat international. La bureaucratie le présente autrement. Un dirigeant stalinien a osé l'affirmer dans un discours : « *Ce n'est nullement une honte pour le socialisme qu'en présence du développement technique d'aujourd'hui quelques activités économiques organisées auparavant deviennent démodées ; c'est là un phénomène mondial.* » Mandel pense la même chose. Pour cela, il explique que les quelques pourcentages que représente le commerce extérieur (lui aussi « *phénomène mondial* ») par rapport à la production de ces pays n'ont pas d'intérêt. Or l'important est la modification du rapport entre l'impérialisme et les pays du C.A.E.M., je le répète, dans la mesure où ces derniers deviennent plus dépendants du marché mondial capitaliste. Le commerce ne fait que traduire ce mouvement plus ou moins fidèlement, et en même temps il en est l'un des agents.

Mais un changement total et brusque de la structure de production serait d'un effet désastreux. La bureaucratie ne peut pas prendre une telle mesure, qui mettrait immédiatement les pays du C.A.E.M. dans la situation d'une colonie. Tout en amorçant la restructuration dont elle entend conserver le contrôle, la bureaucratie a cherché des moyens plus subtils. Et elle a trouvé la coopération dans la production, ainsi que l'achat des licences.

## Les accords de coopération

Les militants connaissent l'existence de quelques accords de coopération entre tel ou tel pays du C.A.E.M. avec les entreprises capitalistes. Mais personne ne leur en a expliqué la signification. Les staliniens se taisent là-dessus, et ils sont encore plus silencieux quant aux termes et aux clauses de ces accords. Pourtant les travailleurs ont le droit de les connaître, car il s'agit d'eux, de leurs conquêtes. Ils doivent exiger la publication intégrale de ces accords. Mais même en l'absence de cette publication — et il y a là une entente remarquable avec la bourgeoisie qui ne les publie pas, elle non plus — il est possible d'analyser cette coopération de production.

D'abord quelques exemples. Le plus connu est certainement l'accord entre Renault et Fiat, d'une part, l'U.R.S.S. de l'autre. Les deux entreprises avaient reçu pour tâche de construire en U.R.S.S. une industrie automobile moderne sur la base de leurs techniques et modèles. Pour comprendre la portée de cette commande, il suffit d'indiquer qu'actuellement la production annuelle de l'U.R.S.S. n'atteint même pas 300.000 voitures, alors que la seule entreprise Fiat construit une grande usine à Togliatti (anciennement Stavropol) dont la capacité annuelle sera de 6 à 700.000 voitures de type Fiat-124. Les plans ainsi que les installations, les pièces essentielles, et, qui plus est, l'huile de bonne qualité sont fournis par Fiat. Pour la livraison des pièces secondaires (postes de radio, serrures, etc.), il y a un accord avec tous les pays du C.A.E.M. en échange des Fiat construites. La Hongrie importera de cette façon 12.000 Fiat par an. La Pologne, en outre, a passé elle-même un accord avec Fiat. Dans l'usine de construction d'automobiles polonaises Warszawa, la fabrication de Polski Fiat a déjà commencé en vue d'atteindre 120.000 voitures par an ; 40 % des pièces sont fournies par Fiat.

Il est indéniable que, par ces accords de coopération, sans parler de celui passé avec Renault (pour la modernisation de l'usine de fabrication d'automobiles Moskvitch), l'industrie automobile de l'U.R.S.S., et par son intermédiaire celle de tous les pays du C.A.E.M. deviennent tributaires de l'industrie automobile capitaliste. La fabrication des voitures d'origine soviétique, tchécoslovaque, polonaise, est-allemande sera de plus en plus concurrencée, et finalement abandonnée. Si l'on prend en considération le fait que l'exportation des pièces est beaucoup plus rentable que celle des voitures construites (leur prix sur le marché mondial est de 50 à 70 % supérieur à celui des véhicules), on mesure l'importance de l'affaire pour Fiat et Renault. Mais ce n'est pas tout. Il en ressort également que, tandis que Fiat fournira les plans et les pièces plus chers, l'U.R.S.S. n'exportera que les voitures moins rentables. Ce n'est plus seulement la reconnaissance d'une dépendance, c'est aussi sa consécration. Il importerait cependant de connaître en détail les modalités des paiements

à Fiat. Mais, puisque le secret est total sur ce point, il faut examiner d'autres exemples, avant de tirer les conclusions.

Un tel exemple est fourni par la coopération de production entre l'U.R.S.S. et les entreprises capitalistes françaises dans le cadre de la prétendue « grande commission économique » fondée en 1966, au moment du voyage de De Gaulle à Moscou. A l'intention de Mandel, je signale que, depuis la fondation de cette commission, les entreprises françaises ont vendu 12 bateaux frigorifiques pour 450 millions de francs, Renault a réussi à vendre pour 500 millions, etc. Mais, puisque le « commerce extérieur » ne plaît pas à Mandel, parlons du procédé S.E.C.A.M. de la télévision en couleur. Il est connu que l'U.R.S.S. a acheté le procédé S.E.C.A.M. Mais la signification de cet achat est beaucoup moins connue, et les discussions qui ont précédé la conclusion de l'accord complet, intervenu seulement tout au début de cette année, ne le sont pas davantage. L'achat par l'U.R.S.S. de la licence S.E.C.A.M. ne signifie nullement que celle-ci en est devenue propriétaire, ou même copropriétaire. Ce « malentendu » a été éclairci et dissipé au mois de janvier 1969, lorsque la délégation de la bureaucratie a reconnu que son droit de propriété n'est valable qu'en U.R.S.S. même. L'adoption du procédé S.E.C.A.M. par les autres pays du C.A.E.M. signifiait donc, pour la bourgeoisie française, une nouvelle bonne affaire. Le Kremlin lui a frayé la voie. Mais le plus important est la réglementation de la fabrication d'une pièce essentielle du procédé S.E.C.A.M., le tube cathodique. L'accord intervenu au mois de janvier stipule une coopération entre l'U.R.S.S. et la France pour la diffusion du procédé S.E.C.A.M. dans le monde, et pour la production en série des tubes cathodiques. Le Kremlin est devenu donc, non seulement le représentant commercial de la bourgeoisie française, mais encore son fournisseur pour une partie des tubes cathodiques, étant donné que leur fabrication a été répartie entre les deux pays.

Certaines conclusions s'imposent. Premièrement : qu'il s'agisse de l'affaire Fiat et Renault ou du procédé S.E.C.A.M., l'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M. se trouvent dans une position inférieure, face aux pays capitalistes. Ceux-ci sont les fournisseurs des licences, des plans, des équipements et des pièces de base, alors que les pays du C.A.E.M. sont les exécutants du travail et les vendeurs de la marchandise fabriquée. Ce sont là des caractéristiques fondamentalement différentes de celles des accords conclus dans le passé entre l'U.R.S.S. et les entreprises capitalistes, même de ceux des années trente ayant pour objet, par exemple, la construction des usines géantes de tracteurs, et tout d'abord parce que, à cette époque, l'U.R.S.S. traversait sa phase initiale d'industrialisation, celle où elle était encore occupée à jeter les fondements mêmes de l'industrie.



Au prix de la trahison de la révolution mondiale, de la liquidation du parti bolchevique et des sacrifices immenses imposés aux travailleurs soviétiques, Staline a pu maintenir l'U.R.S.S. en état d'isolement. Mais une fois les forces productives initiales développées sur la base de la propriété collective et de la planification, la deuxième phase de ce développement exige impérieusement la jonction organique avec la division internationale du travail ; les forces productives ne peuvent plus être contenues, à aucun prix. La coopération dans la production et l'achat des licences sont l'une des formes de cette jonction, de cette intégration tendancielle. Dans le passé, les contrats pour la construction des usines en U.R.S.S. constituaient des actes économiques séparés, sans lendemain. Aujourd'hui, la coopération constitue un chaînon dans un processus de l'intégration des économies planifiées à la division internationale du travail. Et si l'on examine les cas concrets de coopération dans la production, il s'avère que l'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M. tendent à s'intégrer à la division internationale du travail dans des condi-

tions où ils sont aussi tributaires de l'économie capitaliste qu'auparavant. D'autre part, ce mouvement d'intégration se déroule au moment où l'impérialisme — sauvé par le stalinisme — est dans une crise sans précédent. Ceux qui affirment que, du fait même de cette crise, l'impérialisme constitue un danger moindre qu'avant se trompent lourdement et veulent tromper les travailleurs. C'est précisément le contraire qui est vrai. L'impérialisme en crise ne peut plus différer son offensive générale contre les travailleurs et leurs conquêtes. Il est obligé de s'attaquer à toutes les conquêtes de la classe ouvrière internationale. Il ne considère pas non plus la coopération dans la production avec les pays du C.A.E.M. comme un cas isolé, comme simplement une série de bonnes affaires, mais en tant que moyen important de pénétrer dans ces pays afin d'y détruire toutes les conquêtes d'Octobre. Dans ces conditions, la dépendance actuelle des pays du C.A.E.M. a une signification : elle prépare leur place dans la division internationale du travail. Cette place est celle de la colonie.

## Des colonies ?

Bien entendu, et il faut insister là-dessus, nous ne sommes pas au stade où l'on pourrait considérer les pays du C.A.E.M. comme des colonies. L'U.R.S.S. et les autres pays du C.A.E.M. sont des Etats ouvriers dégénérés ou déformés, et le processus de leur colonisation ne sera jamais achevé. La classe ouvrière internationale en aura fini avec l'impérialisme et la bureaucratie bien avant que ces derniers ne poussent leur « coopération » jusqu'à l'intégration.

Mais on ne peut pas nier que le processus d'intégration des économies des pays de l'Est à la division internationale du travail, que la bureaucratie a engagé, évolue vers la colonisation des pays du C.A.E.M., dont l'une des formes est l'achat des licences et la coopération dans la production. La deuxième conclusion qu'on peut tirer des cas concrets de cette coopération le confirme. La coopération se distingue des contrats du passé par un autre trait aussi. C'est que, aujourd'hui, il s'agit d'une coopération dans la *production*, et non simplement de la construction d'une usine. La production des tubes cathodiques pour le procédé S.E.C.A.M. de la télévision en couleur a été répartie entre l'U.R.S.S. et la France, sur la base de la *propriété française*. Les royalties que l'U.R.S.S. paie pour cette propriété signifient qu'une fraction du surproduit des travailleurs soviétiques qui sont employés à l'usine de tubes cathodiques sera transférée aux capitalistes français, sous forme de profit pour ces derniers. Il faut ajouter que, selon l'accord, les deux pays essaient de vendre ces tubes (parallèlement à la diffusion du

procédé S.E.C.A.M.) aux autres pays. Cela veut dire que, en les vendant à l'Allemagne de l'Est par exemple, le Kremlin paiera encore aux capitalistes français une partie de sa recette, cette fois extorquée aux ouvriers allemands sous forme de prix. Par contre, si les bourgeois français vendent les tubes à l'Italie, par exemple, le Kremlin n'en reçoit rien du tout. C'est l'évidence même.

Cet aspect de la coopération dans la production est beaucoup plus visible dans certains autres cas, où il s'agit expressément de produire pour vendre les marchandises à un tiers pays. Il est donc tout à fait compréhensible que aussi bien les bourgeois que les bureaucrates gardent un secret absolu sur les modalités de paiement, sur la répartition des bénéfices. C'est par-là qu'on pourrait établir la proportion exacte du surproduit provenant des travailleurs des pays du C.A.E.M. qui est transféré à la bourgeoisie.

Ce surproduit transféré devient un profit supplémentaire entre les mains des capitalistes, dans la mesure même où le niveau des salaires est plus bas dans les pays du C.A.E.M. que dans les pays capitalistes développés. C'est là exactement le mécanisme de la colonisation. Dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine a déjà parlé de la tendance du parasitisme des pays capitalistes développés face aux pays sous-développés. Comme les salaires sont bas dans les pays sous-développés, l'impérialisme a tendance à y transférer une partie de la production, afin d'abaisser la fraction des salaires

dans les frais de production, et d'augmenter ainsi ses profits. L'exemple classique de ce phénomène est celui de l'extraction minière. La crise de l'impérialisme étant aujourd'hui sans précédent et la classe ouvrière et la jeunesse se mettant de plus en plus en mouvement, la bourgeoisie emploie cette méthode en direction des pays du C.A.E.M. d'autant plus volontiers que la bureaucratie de ces pays l'y invite. Particulièrement édifiant à cet égard est l'article d'un économiste polonais, Karpinski, dans le numéro d'août-septembre 1968 de *Perspectives polonaises*. Après avoir exposé que la Pologne possède une réserve immense de main-d'œuvre et que l'augmentation de la production est due à l'augmentation de l'emploi, et seulement très peu à celle de la productivité, ce porte-parole de la bureaucratie écrit : « *Cet état de choses est... propice à une coopération industrielle directe entre la Pologne et les pays qui manquent de main-d'œuvre.* » Ce monsieur s'adresse donc aux capitalistes pour les presser : « *Vous avez beaucoup d'ennuis avec les travailleurs ? Venez donc chez nous, il y a une main-d'œuvre abondante et à bon marché, le profit est assuré.* »

Encore une fois, je souligne que, si l'état d'infériorité dans le processus d'intégration des pays du C.A.E.M. et le transfert d'une fraction de leur surproduit constituent des éléments de préparation à la colonisation, il serait faux et erroné de considérer que la colonisation est déjà accomplie. Il est cependant important de suivre ce processus, et de citer encore quelques exemples.

L'orientation vers la coopération dans la production et les achats de licences a commencé en 1962-1963. Mais, après un début très timide, cette forme de relations économiques a pris de l'ampleur à partir de 1966, parallèlement aux préparatifs concrets de l'introduction de la réforme de la planification. En 1966, une commission mixte s'est réunie, composée d'experts bourgeois et de ceux de l'Europe de l'Est, U.R.S.S. comprise. Elle a étudié les formes de la coopération : coopération dans la production, montage de pièces détachées, filiales d'entreprise, vente commune aux tiers, etc. Dès 1967, la Hongrie a acheté des licences pour un million de dollars, ce qui représentait plus de la moitié de la valeur globale de toutes ses importations. Au début de l'année 1967, le ministre roumain du commerce extérieur a conclu un large accord de coopération dans la production avec les entreprises françaises à Paris. On a fondé deux sous-commissions, l'une dans le domaine de l'industrie chimique, l'autre dans celui de la construction mécanique et électrique afin d'élaborer et d'appliquer les détails. Au mois d'avril 1968, le ministre du commerce extérieur de Pologne a visité Paris. Il a déclaré que les exportations polonaises de charbon et de produits agricoles sont très difficiles, car la France ne peut pas acheter ces produits. Selon lui, la solution est dans la coopération dans la production, par exemple pour la mise en valeur en commun des réserves de cuivre polonaises.

Il faut signaler que, en Pologne, on a découvert de grandes réserves de minerai de cuivre, dont l'exploitation a commencé en 1958, mais, faute de moyens d'investissement, la mise en valeur en est très lente. A signaler également que, immédiatement après cette déclaration du ministre polonais, la bureaucratie yougoslave a rapidement conclu l'accord qui traînait depuis des mois sur la modernisation et l'équipement par des entreprises françaises des mines de cuivre de Bor et de Maidanek. Histoire édifiante...

En Hongrie, il existe une société par actions nommée *Interag*, qui groupe les agences de 43 entreprises de 10 pays capitalistes, parmi elles : *Shell*, *Semperit*, *Mannesmann*, *Pittler*, *B.M.W.*, etc. Cette société est chargée de la prospection des marchés, de la fourniture de services, et de jouer le rôle d'intermédiaire pour la réalisation de la coopération dans la production. En 1968, par exemple, elle a réalisé la coopération entre la firme française *Delcer* et une entreprise hongroise : cette dernière fabrique des chemises d'homme avec les machines et le matériel fournis par *Delcer*. Les chemises sont vendues à des pays tiers, le bénéfice en est réparti. Au début de 1969, la même société *Interag* a réalisé une importante opération de coopération avec *Shell*, qui a ouvert 10 stations-service d'essence en Hongrie. L'essence est fabriquée dans les raffineries hongroises avec la technologie de *Shell*. La firme ouest-allemande *M.B.G.* a vendu à la Hongrie le droit de fabrication des poêles : elle a fourni les dessins industriels, les outillages et les installations, la Hongrie paiera avec les poêles fabriqués (en 1969 10.000 poêles).

Les exemples sont très nombreux dans tous les pays du C.A.E.M., surtout depuis le début de l'année dernière. Le mouvement a pris de l'ampleur. Mais, alors que la politique officielle de la bureaucratie encourage la coopération dans la production, on ne pourrait pas affirmer que celle-ci est tout à fait tranquille à propos de cette affaire.

Des craintes s'expriment çà et là dans les journaux et les revues, où certains auteurs se demandent si la coopération conduit à la dépendance, et dans quelle mesure. Il y a des discussions feutrées sur ce problème. L'un écrit que « *... Du point de vue politique, ce serait une voie difficilement praticable que la coopération industrielle entre une entreprise socialiste et une capitaliste puisse prendre forme à l'échelle sociale.* » Derrière une telle remarque, il y a l'angoisse de voir se développer cette coopération à une plus grande échelle. D'autres répondent que les avantages de la coopération sont plus grands que ses dangers. Ils s'appuient sur les déclarations des bureaucrates dirigeants, qui justifient le développement de la coopération par cet argument que les exportations vers les pays capitalistes ne sont pas seulement stagnantes, mais en voie de diminution. En même temps il est certain que, si la restructuration brusque et totale de l'économie est laissée à l'initiative aveugle des effets du commerce extérieur,

la coopération dans la production apparaît comme la meilleure façon, pour la bureaucratie, d'opérer ce changement. En effet, par la coopération, elle peut espérer pouvoir diriger et contrôler cette restructuration, l'orienter et la régler. Evidemment, c'est une illusion.

La bureaucratie n'en est d'ailleurs pas entièrement inconsciente. D'autre part, le glissement lent sous l'emprise du marché mondial, accompagné, bien évidemment, de tensions sociales et nationales, la fait non seulement hésiter, mais même revenir en arrière, organiser sa défense. C'est la raison principale pour laquelle, en 1969, la bureaucratie stalinienne des pays du C.A.E.M. s'est tournée plus résolument qu'avant vers la réalisation, enfin, de l'intégration

économique plus poussée des pays du C.A.E.M. Mais aussi bien l'accentuation de la pression impérialiste, parallèlement aux réformes de la planification et donc à l'intégration tendancielle à la division internationale du travail, que la « solution » bureaucratique de ce problème, à savoir la recherche de l'intégration économique du C.A.E.M., ont profondément ébranlé la bureaucratie elle-même et son pouvoir. Ses différentes fractions réagissent différemment aux problèmes surgis devant elles. Dans la partie finale de cet article j'analyserai les tentatives récentes d'intégration des pays du C.A.E.M., les différents problèmes sociaux et nationaux qui déchirent la bureaucratie, la crise de celle-ci, et enfin la solution que les trotskystes seuls sont à même de formuler.

### INFORMATIONS OUVRIÈRES

#### ABONNEMENTS

3 mois (12 n <sup>os</sup> ) ..	11 F
6 mois (24 n <sup>os</sup> ) ..	20 F
1 an (48 n <sup>os</sup> ) ...	38 F
Etranger (1 an) ..	50 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

**39, rue du Fg-du-Temple**  
**PARIS (10<sup>e</sup>) - Tél. : 208-33-65**  
**C.C.P. "Informations Ouvrières"**  
**21.831-73 Paris**

### JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

ORGANE DE L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE  
 SOCIALISME

#### ABONNEMENTS (1 AN)

1 an .....	15 F
Pli fermé .....	20 F
Soutien .....	30 F
Etranger .....	35 F

Rédaction - Administration

Correspondance :

**18, rue de l'Echiquier**  
**PARIS (10<sup>e</sup>) - Tél. : 824-53-08**  
**C.C.P. "Jeune Révolutionnaire"**  
**25.445-62 Paris**

# UNE SITUATION NOUVELLE EN AMÉRIQUE LATINE

par E. LAURENT

« Nous sommes en présence d'une situation sans précédent dans l'histoire de l'Argentine », a déclaré le ministre de l'Intérieur Borda au lendemain des combats furieux livrés les 29 et 30 mai dernier par les travailleurs et étudiants de Cordoba contre les troupes d'élite de l'Etat bourgeois envoyées rétablir l'ordre dans le grand centre métallurgique du pays. De fait, l'Argentine et l'Uruguay voisin ont été, depuis le milieu du mois de mai 1969, le théâtre d'une ample montée de la classe ouvrière et des étudiants, et ont vu se dérouler des luttes d'une intensité et d'un niveau de conscience rarement égalés dans l'histoire du prolétariat d'Amérique latine. Ce n'est d'ailleurs pas seulement en Argentine et en Uruguay, mais dans toute l'Amérique latine que la situation est "sans précédent". C'est là ce que démontrent les luttes, les grèves, les occupations d'entreprises et de domaines fonciers, les manifestations de masse ouvrières et paysannes qui ont marqué, depuis 1966, la vie sociale du Chili, les luttes menées par les étudiants avec l'héroïsme et les sacrifices que l'on sait à Mexico, les manifestations étudiantes de Caracas, de Quito et d'ailleurs ; ce que démontrent aussi le coup d'Etat préventif et la politique de nationalisation et de réforme agraire des militaires au Pérou, dans leur tentative pour freiner la mobilisation des masses ouvrières et paysannes contre le régime de la propriété privée et l'Etat bourgeois ; la résistance acharnée, enfin, que les masses opposent à la dictature militaire au Brésil, et sans laquelle aucun des coups de commando récents, si spectaculaires qu'ils soient, n'aurait pu avoir lieu.

Dans cet article, nous nous bornerons à parler de l'Argentine et de l'Uruguay, et cela principalement dans le but de souligner, à l'intention des militants français et européens, à quel point la classe ouvrière d'Amérique latine se trouve partie prenante dans le mouvement actuel de montée du prolétariat à l'échelle mondiale. A la grève générale française, à la mobilisation des travailleurs tchécoslovaques, aux luttes des travailleurs de

la Fiat ou des ouvriers agricoles de Calabre, à la longue grève victorieuse de Port Talbot font écho les batailles de rue livrées aux forces de répression par les travailleurs de l'automobile des usines Fiat et Renault de Cordoba, le refus des cheminots de Rosario d'obéir à l'ordre de mobilisation qui leur a été signifié par les militaires dirigeant les chemins de fer argentins, ou encore la grève de deux mois et la résistance à l'ordre

de mobilisation des employés de banque de Montevideo. L'unité de la lutte mondiale des classes s'exprime clairement au travers de cette conjonction des combats, et impose aux militants révolutionnaires de tous les pays la tâche impérieuse de donner à cette unité objective son expression consciente : l'Internationale révolutionnaire, le parti mondial de la révolution.

Il s'ensuit que c'est à des militants, et, plus encore, à des organisations engagées dans le combat, qu'il appartient de faire l'analyse des luttes en cours à Buenos-Aires, Cordoba, Tucuman ou Rosario, à Montevideo, à Santiago ou à Mexico, et d'en dégager les leçons qui s'imposent en vue de la construction de partis révolutionnaires et de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière dans ces pays. Dans le présent article, il s'agit de porter à la connaissance des militants les luttes engagées par la classe ouvrière dans deux des Etats les plus industrialisés du continent latino-américain, et d'en montrer l'extraordinaire ampleur, tout à fait comparable aux combats livrés depuis deux ans en France et en Italie. Chemin faisant, il convient de souligner, à l'adresse de nos centristes locaux, à quel point l'action de la classe ouvrière en Argentine et en Uruguay représente le démenti le plus cinglant à leurs théories.

A cet égard, il paraît d'ailleurs indispensable de faire une constatation et à partir de celle-ci de poser une question aux militants qui continuent à identifier la défense de la révolution cubaine et le soutien des ouvriers et paysans cubains, avec le soutien politique du régime de Castro, et qui s'obstinent à décerner à Castro et à ses lieutenants l'épithète de révolutionnaires, marxistes « naturels » par surcroît.

En 1968, la presse cubaine a gardé un silence à peu près total sur la grève générale française ; elle a également maintenu les ouvriers, paysans et étudiants cubains dans l'ignorance complète quant au combat mené, tout près d'eux, par les étudiants mexicains. Au reste, Castro a, on le sait, apporté son appui à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, mais il ne paraît pas avoir cru bon, dans l'un de ces discours-fleuves dont il est si prodigue, d'expliquer aux masses et aux militants cubains l'extraordinaire importance qu'avaient, pour eux, la grève générale française et la chute de De Gaulle, clef de voûte de l'ordre bourgeois en Europe.

En 1969, à notre connaissance, Castro n'a pas pris position sur les combats de Cordoba ou de Rosario, ou sur la résistance des employés de Montevideo à l'ordre de mobilisation. Le sens des luttes des travailleurs argentins et uruguayens et la portée qu'elles ont pour la défense de la révolution cubaine paraissent lui avoir échappé. Par contre, Castro a cru nécessaire de prendre publiquement position en faveur des mesures adoptées par le régime militaire au pouvoir au Pérou. Après que son ministre stalinien de l'économie, Carlos Rafael Rodríguez, ait déclaré, lors d'un passage à Lima, qu'il considérait que « l'action péruvienne concernant le pétrole pourrait — en principe — être le début d'une véritable révolution », Castro a jugé utile de faire applaudir par les travailleurs de la province d'Oriente

les réalisations du régime militaire péruvien. « Nous avons eu le souci d'être discret — a-t-il déclaré — car nous ne voulions pas que l'on dise que nous influençons le gouvernement péruvien. A notre avis, le mouvement militaire au Pérou est différent de ceux qui existent dans d'autres pays d'Amérique latine. Son action va dans le sens du progrès, et la décision de nationaliser une compagnie pétrolière impérialiste est un acte de patriotisme et de courage. » Et Castro d'estimer également que « la loi de réforme agraire au Pérou est radicale et, si elle est bien appliquée, elle pourrait devenir révolutionnaire ».

Nous reviendrons prochainement sur l'évolution récente de la lutte des classes au Pérou et ses enseignements pour les révolutionnaires. Bornons-nous à dire qu'en dehors du P.C. péruvien, trop heureux d'y trouver la confirmation de ses thèses sur l'existence d'une aile progressiste anti-impérialiste de la bourgeoisie, à laquelle la classe ouvrière pourrait apporter son appui sans formuler son propre programme de classe, toutes les organisations péruviennes dont nous avons pu lire les analyses ont caractérisé le coup d'Etat militaire à la veille des élections générales de fin 1967 comme une mesure préventive destinée à arrêter la désagrégation de la domination bourgeoise et à devancer l'irruption des masses, dont les signes avant-coureurs s'étaient multipliés, sur la scène politique. Le régime que loue Castro s'est bien gardé de libérer Hugo Blanco ou les centaines d'autres prisonniers politiques qui croupissent dans les geôles péruviennes. « L'ordre » a été maintenu à tout prix, et les manifestations et grèves des travailleurs et des paysans durement réprimées. Il s'agit d'un régime de caractère nettement bonapartiste, qui n'entend pas laisser — s'il peut l'éviter — la moindre initiative aux masses dans le cadre des changements économiques qu'il tente d'effectuer, et qui sont tous orientés vers un élargissement et un renforcement des bases du système capitaliste au Pérou. Les dirigeants américains l'ont d'ailleurs fort bien compris. Ils n'ont pas seulement soigneusement évité la moindre représaille économique, mais ils ont poursuivi l'application de leurs accords militaires en vue de l'entraînement et du rééquipement de l'armée péruvienne.

C'est ainsi qu'il paraît nécessaire de demander aux « supporters » de Castro : qu'est-ce donc que ce « révolutionnaire », qui apporte son appui aux geôliers de Hugo Blanco ? Qu'est-ce donc que ce dirigeant suprême des luttes latino-américaines, qui prend position en faveur d'un régime bonapartiste ennemi des masses ouvrière et paysanne du Pérou, mais n'a rien à dire des combats héroïques des travailleurs de Cordoba ou de Montevideo ? S'agit-il de « realpolitik » ? Mais alors, jusqu'où vont les limites d'une telle politique ? Et d'ailleurs, depuis quand les « marxistes » sont-ils des adeptes de cette « realpolitik », que Marx a d'ailleurs dénoncée expressément dans une de ses lettres à Kugelmann ! Ses déclarations n'indiquent-elles pas clairement de quel côté ce « lider maximó » se trouve dans les combats qui opposent à l'échelle mondiale la classe ouvrière et la paysannerie à l'impérialisme et à son agent et allié, la bureaucratie du Kremlin ?

## Argentine, mai 1968

Dans les premiers jours de mai 1969, le gouvernement du général Onganía, issu du coup d'Etat militaire du 28 juin 1966, a annoncé, par voie de décret, un relèvement de 20 % du prix de l'essence et de 25 % de ceux des transports urbains, et aussi la suppression d'une prime de 9 %, dite du « samedi anglais », dont bénéficiaient les travailleurs des cinq provinces les plus industrialisées du pays. Au même moment, ce gouvernement de dictature militaire autorisait un relèvement de plus de 100 % du prix des repas dans les restaurants universitaires, dont le coût, pour les étudiants, passait d'un seul coup de 25 à 57 pesos.

Pour le gouvernement Onganía, il s'agissait là simplement d'une étape de plus dans l'application du plan de « stabilisation » et « d'austérité » (dont on s'est souvent plu à noter les ressemblances avec les plans Pinay-Rueff-Armand de 1958-1959 et Giscard d'Estaing de 1963), plan qui avait été promulgué le 1<sup>er</sup> janvier 1967 par le ministre de l'économie et du travail Kreiger-Vasena, sur « avis » du Fonds monétaire international et qui se conformait strictement aux exigences et aux intérêts du grand capital américain. Les mesures annoncées en mai 1969 faisaient suite à une série d'attaques brutales portées contre la classe ouvrière depuis l'arrivée au pouvoir des militaires et la publication du plan Kreiger-Vasena : promulgation, en octobre 1966, d'un nouveau règlement de travail des ouvriers portuaires arrachant à ceux-ci tous les acquis et garanties gagnés au cours de vingt ans de lutte ; mesures de compression massive des effectifs dans le secteur public, et notamment dans les chemins de fer, où le gouvernement militaire a entrepris, à partir de juin 1966, un processus de nationalisation et « reprise en main » comportant le licenciement de 40 000 cheminots, et la promulgation, là aussi, d'un nouveau statut du travail ; fermeture massive de sucreries cataloguées « déficitaires » dans la région de Tucuman ; hausse générale de tous les tarifs des services publics en décembre 1967, accompagnée du blocage général des salaires, alors que les prix ont augmenté de plus de 60 % depuis 1967, selon les propres aveux du gouvernement, qui donne là des chiffres officiels très inférieurs à la réalité.

Chacune de ces mesures avait provoqué des réactions immédiates et décidées de la part des travailleurs, mais les actions entreprises avaient conduit à une succession d'échecs et même de défaites très graves, largement préparée et facilitée par la politique de l'aile ultra-droitière, néo-péroniste, de la C.G.T., dont le chef de file était, jusqu'à son assassinat récent, August Vandoz. C'est ainsi que le nouveau règlement de travail des ouvriers portuaires fut immédiatement suivi d'un ordre de grève de durée illimitée du syndicat des dockers. La grève fut marquée par des incidents violents (heurts avec la police, bombes, occupation du siège de la C.G.T. par les grévistes). Mais elle se traduisit par un échec. L'appareil de la C.G.T. désavoua l'« action provocatrice des activistes », et permit au gouvernement de prendre en toute liberté des mesures brutales : dissolution du syndicat des dockers, menace de retrait de la carte professionnelle aux dockers qui ne reprendraient pas le travail, remplacement des gré-

vistes par des ouvriers protégés par la police, arrestation d'Eustaquio Tolosa, secrétaire général du syndicat, sous l'inculpation d'avoir « favorisé des sanctions politiques ou économiques contre le pays ».

La résistance aux licenciements et autres mesures adoptées contre les cheminots, prise en charge directement par l'appareil « vandoriste » et conduite en pure traîtrise, conduisit à un échec peut-être plus grave encore. En effet, pour marquer son « opposition » aux mesures annoncées contre les fonctionnaires en général et les travailleurs en particulier, la direction de la C.G.T. organisa deux grèves : une grève générale de 24 heures pour le 14 décembre 1966, tout d'abord, suivie, le 12 janvier, d'une grève particulière aux cheminots. La grève générale avait un but démobilisateur avéré, la C.G.T. y appelait tout en soulignant que la grève générale ne signifiait pas la rupture du dialogue avec le gouvernement, si celui-ci consentait à modifier sa politique économique et sociale (dont le communiqué attribuait la responsabilité aux « monopoles internationaux et à l'oligarchie terrtienne », mais non à Onganía et à ses ministres !). Le résultat voulu fut atteint. La grève générale du 14 décembre fut un semi-échec : les 2/3 environ des travailleurs auraient suivi l'ordre dans l'ensemble du pays, mais la capitale elle-même n'en fut que partiellement affectée, et il n'y eut ni heurts avec la police, ni manifestations.

Cela ouvrit la voie au gouvernement pour réprimer durement la grève des cheminots le 12 janvier 1967. Les deux syndicats, *Union ferroviaire* (190 000 employés sédentaires) et *Fraternité* (28 000 roulants) renouvelèrent leurs « protestations » contre les mesures gouvernementales, mais en précisant, une fois de plus, « ne pas vouloir rompre le dialogue », ce qui permit au gouvernement de frapper les cheminots en toute liberté, comme dans le cas des dockers. Il bloqua en banque les fonds déposés par l'Union ferroviaire, promulgua une loi autorisant les entreprises d'Etat (parmi lesquelles les chemins de fer) à licencier sans indemnité tous leurs employés suspendant le travail, et finalement, le 22 février, retira la personnalité juridique à l'Union ferroviaire. Il nomma en outre à la tête des chemins de fer le général Juan Carlos de Marchi, assisté d'un groupe d'officiers du génie, et fit présider sa cérémonie de prise de fonctions par le général Alsogaray, nouveau commandant en chef de l'armée.

La suite ne fut qu'une longue succession de coups, que la classe ouvrière, livrée pratiquement sans défense à l'ennemi de classe par la politique de ses dirigeants syndicaux, ne pouvait parer. C'est ainsi que l'annonce du blocage général des salaires, après la dévaluation de mars 1967, fut précédée par le retrait de la personnalité juridique et la mise sous contrôle gouvernemental direct de cinq organisations syndicales clefs : textile, chimie, téléphone, métallurgie et travailleurs du sucre. Au travers de ces mesures, le gouvernement Onganía, d'inspiration ouvertement corporatiste, visait (et vise d'ailleurs toujours) à briser l'organisation syndicale et à obtenir l'intégration des syndicats à l'appareil d'Etat. L'attitude prise face à cette menace par l'aile « vandoriste » qui s'est déclarée prête à négocier les modalités de l'intégration avec le gouvernement (avec

l'espoir de sauver ainsi ses propres positions) a conduit en mars 1968 à la scission du mouvement syndical et à la constitution, face à la C.G.T. « *participationniste* », d'une C.G.T. « *rebelle* », décidée à défendre l'indépendance des syndicats. Ce moment a sans doute constitué le point extrême du reflux de la classe ouvrière, mais aussi le début d'un mouvement de reconstitution de ses forces dont l'ampleur s'est manifestée en mai 1969.

Car à cette date, la réaction de la classe ouvrière et des étudiants aux mesures annoncées a débouché sur une extraordinaire mobilisation de la classe ouvrière qui, en dépit de pertes très sévères en vies et des centaines d'arrestations subies au cours des luttes qui ont eu lieu depuis, paraît avoir repris l'initiative au gouvernement Onganía et créé une situation où la bourgeoisie cherche de plus en plus ouvertement une solution de rechange à une politique qui se donnait pour but l'intégration des syndicats, mais qui s'est heurtée à une résistance ouvrière que les coups précédents n'avaient pas suffi à briser. Il semble également, à étudier de près le récit des luttes en cours, que cette réaction des travailleurs ait comporté une bataille acharnée de leur part pour reconquérir le contrôle de leurs organisations syndicales et faire de celles-ci (au moins au niveau de certaines fédérations d'industrie et surtout des unions locales des plus grands centres ouvriers) de véritables organisations de classe, ayant rompu avec la bourgeoisie et l'Etat et assurant l'unité ouvrière dans le combat.

C'est le 14 mai qu'en réponse à un appel unique lancé en commun par les organisations locales des deux centrales C.G.T. les ouvriers du syndicat de la métallurgie de Córdoba, et en particulier les métallos des grandes usines de montage de Renault et de Fiat, ont débrayé contre les mesures gouvernementales et des menaces locales de réduction des horaires et des salaires dans l'industrie automobile en crise, et se sont heurtés violemment à la police, au cours de combats de rue qui ont duré plusieurs heures et fait de nombreux blessés graves. Il est très important de souligner que c'est de Córdoba, troisième ville d'Argentine, principal centre de la métallurgie et bastion ouvrier de longue date, que le mouvement est parti, car c'est cette ville qui avait été choisie par Onganía, peu de temps auparavant, comme banc d'essai de l'intégration des syndicats, et le représentant d'Onganía, le gouverneur Carlos Caballero, venait tout juste d'y installer un « *Conseil économique et social* » dans lequel ordre était donné aux syndicats de siéger. La grève et la manifestation du 14 mai avaient pour but de protester contre les nouvelles mesures d'austérité, mais aussi de briser ces projets et de lutter contre la répression policière qui frappait les militants hostiles au corporatisme.

C'est le lendemain, le 15 mai (fait qu'il faut tout de même relever à l'encontre de ceux qui voudraient à tout prix que ce soient les étudiants qui aient été le détonateur, sinon constitué l'avant-garde du mouvement), que se sont déroulées, à Resistencia et à Corrientes, d'importantes manifestations étudiantes contre la hausse des prix des repas et plus généralement le régime de répression à l'Université. Ils se sont heurtés eux aussi violemment à la police, qui faisait usage de ses armes. L'étudiant en médecine Juan Cabral est mort à Corrientes, un étudiant en économie a été tué à Rosario le 17, et, tandis que la Fédération universitaire d'Argentine (F.U.A.), clandestine depuis 1966, lançait

un ordre de grève générale pour le 21, le gouvernement décrétait la fermeture de quatre universités : Corrientes, Rosario, Santa Fé et La Plata.

Le 21 mai, la grève universitaire a été effective et totale. Dans celles des villes universitaires qui sont en même temps de grands centres industriels (notamment Córdoba et Rosario), les travailleurs ont rejoint les étudiants dans la rue, et les manifestations se sont transformées en batailles de rues où travailleurs et étudiants combattaient au coude à coude. A Rosario, les étudiants ont réussi à s'emparer de l'émetteur de radio local et ont diffusé un appel expliquant le sens de leur combat : défense contre les attaques gouvernementales, lutte contre le régime militaire et la répression policière, lutte pour les libertés démocratiques, politiques et universitaires.

Le gouvernement militaire a, bien entendu, répliqué par une accentuation de la répression et a décrété l'état d'urgence à Rosario, confiant tous les pouvoirs au général Fontesca, l'un des chefs de file de l'aile la plus réactionnaire et antiouvrière de l'armée. Mais ces mesures sont vite apparues comme un puissant facteur d'unification du front de classe face à l'Etat bourgeois et au gouvernement militaire. Chez les étudiants, un rapprochement s'est opéré entre la F.U.A. non péroniste et le Front national étudiant (F.E.N.) de tendance péroniste. Dans les syndicats, les organisations locales de Rosario des deux centrales, C.G.T. « *rebelle* » et C.G.T. « *participationniste* », décidaient de mettre fin à la scission de 1967 et fusionnaient immédiatement, tandis qu'à Córdoba elles constituaient un comité de coordination permanent, en concrétisation du Front unique qu'elles avaient établi dès le 14 face à l'ennemi de classe.

C'est d'ailleurs de Córdoba qu'est partie la phase suivante du combat. Le jeudi 29, deux jours après les combats de Rosario, les travailleurs de Córdoba se sont de nouveau mobilisés pour manifester leur solidarité avec ceux de Rosario et protester encore une fois contre la répression policière et militaire. Formés en colonnes, ils ont quitté les banlieues ouvrières et marché sur le centre de la ville. Accueillis par les coups de feu de la police, ils ont élevé des barricades avec l'aide des étudiants et occupé les principaux bâtiments publics. Des charges de tracteurs ont mis la police en déroute et l'ont forcée à faire appel aux parachutistes. C'est avec ces armes que les métallos de Córdoba ont dû alors affronter les forces de répression, au cours de combats qui ont duré plus de deux jours et qui ont coûté aux travailleurs une trentaine de morts, les chars de l'armée de terre venant appuyer les parachutistes pour tirer sur les bâtiments et détruire les barricades.

Avertie des combats de Córdoba, la classe ouvrière tout entière a immédiatement réagi, et contraint les appareils syndicaux à décréter la grève générale pour le vendredi. Le fait que le gouvernement ait déclaré celle-ci illégale et constitué dans toutes les villes des cours martiales pouvant prononcer sur-le-champ la peine de mort n'a entamé en rien la détermination de toute la classe. De l'aveu de tous les observateurs, la grève du 30 a été la grève la plus complète que l'Argentine ait connue depuis 1959 et peut-être même depuis 1942-1944, c'est-à-dire l'époque qui s'était terminée par la venue au pouvoir de Peron. Dans tout le pays, l'ensemble de l'activité économique s'est trouvé paralysé, tandis qu'à Córdoba la résistance armée des tra-

vailleurs se poursuivait toute la journée et que d'autres affrontements armés se déroulaient à Tucuman, centre de l'industrie sucrière et autre concentration prolétarienne importante.

Le nombre élevé des morts et des blessés dans les rangs ouvriers et étudiants à Cordoba, l'occupation militaire de la ville pendant plusieurs jours, l'intervention de l'armée, dans les jours suivants, à Rosario et Tucuman, les centaines d'arrestations et les lourdes peines infligées par les tribunaux militaires, l'arrestation de nombreux dirigeants syndicaux, notamment dans les rangs de la centrale C.G.T. « rebelle », la promulgation d'une loi interdisant et réprimant lourdement tout acte « inspiré par l'idéologie communiste » n'ont pas réussi à briser la mobilisation de la classe. A Tucuman, la C.G.T. réunifiée a maintenu, en dépit de la présence de l'armée, une grève générale dès le 3 juin, et à Cordoba, les six mille travailleurs de l'usine Kaiser-Renault ont refusé de reprendre le travail tant que leurs dirigeants syndicaux arrêtés ne seraient pas libérés.

Dans ces trois villes, la profondeur de la mobilisation de la classe a conduit à une succession de grèves générales, manifestations, débrayages constants au niveau des entreprises. C'est ainsi que, moins de trois semaines après l'affrontement brutal du 29 mai, le 17 juin, une nouvelle grève générale de 36 heures, décidée à Cordoba par les centrales syndicales unies, a été suivie à 100 % par les travailleurs, et que de nouveaux heurts violents se sont produits entre la police et les manifestants. Le 27 juin, une manifestation centrale convoquée par la C.G.T. « rebelle » contre le voyage de l'envoyé de Nixon a rassemblé des dizaines de milliers de travailleurs et étudiants à Buenos-Aires, malgré l'interdiction de la police. Celle-ci a fait une fois de plus usage de ses armes contre les manifestants et tué un dirigeant syndical, Emilio Janrequi, ancien secrétaire du syndicat de la presse. Un nouvel ordre de grève générale, lancé par les deux centrales unies sous la pression irrésistible des travailleurs, en particulier ceux de Tucuman, Rosario et Cordoba, a permis aux travailleurs de marquer à leur manière le troisième « anniversaire » de la dictature d'Ongania, paralysant l'activité industrielle une nouvelle fois le 1<sup>er</sup> juillet, et cela malgré la décision de la plupart des syndicats de la centrale « participationniste » de désertir le mouvement à la suite de la décision prise le 30 juin par le général Ongania de proclamer l'état de siège. Ce même jour, d'ailleurs, c'est seulement sous la protection de deux chars d'assaut, de trente motos et de quinze voitures de police que l'envoyé de Nixon, Nelson Rockefeller pouvait traverser Buenos-Aires pour rendre visite à Ongania.

L'état de siège, l'arrestation des militants, en particulier de Raimondo Ungaro, secrétaire général de la C.G.T. « rebelle », et l'obligation pour cette centrale de passer dans la clandestinité n'ont pas empêché la grève générale du 1<sup>er</sup> juillet, pas plus qu'ils n'ont fait obstacle à l'organisation d'une nouvelle grève générale le 27 août, à la suite du refus du gouvernement de procéder à une augmentation générale des salaires pour compenser la forte baisse du pouvoir d'achat depuis

1967, et de son refus également de mettre fin à l'état de siège et de libérer les prisonniers politiques. La grève a été massivement suivie par les cheminots, y compris les roulants. La presque totalité des ouvriers de la métallurgie, de la construction, de l'électricité ont débrayé, ainsi que les typographes et la majorité des ouvriers du textile, qui ont désavoué ainsi une fois de plus leurs dirigeants de tendance « participationniste », lesquels s'étaient refusés à reprendre à leur compte l'ordre de grève que le gouvernement avait de nouveau déclarée « illégale ». Ce dernier en fut encore une fois pour ses frais, et, à Cordoba, les autorités militaires préférèrent même diffuser par radio et télévision des communiqués officiels qui reconnaissaient aux travailleurs cordobais le droit de grève et les exhortaient simplement à ne pas troubler l'ordre public !

Ce fait et d'autres encore donnent la mesure du changement dans les rapports de forces que les travailleurs de Cordoba et de Rosario ont réussi à imposer à un gouvernement qui est pourtant de dictature militaire. Après le 27 août, les organisations syndicales réunifiées des deux villes ont donné mandat à leurs dirigeants de poursuivre la lutte, avec l'objectif d'aboutir à la chute du régime militaire. Sur place, dans les entreprises, chantiers et dépôts de Cordoba et de Rosario, les travailleurs ne tolèrent plus aujourd'hui d'atteinte à leurs positions. C'est ainsi que, le 11 septembre, à Cordoba, l'annonce du licenciement en bloc des travailleurs d'un des ateliers des usines Fiat-Concord a suscité une réaction immédiate de l'ensemble de l'usine. Les travailleurs ont envahi les locaux de la direction et pris tous les cadres de l'usine comme otages. On mesure le rapport des forces actuel à Cordoba à la lecture du communiqué de la société Fiat-Concord dénonçant « la passivité de la police, qui a tardé plusieurs heures avant de se rendre sur les lieux ». A Rosario, ce sont des sanctions pour fait de grève, prises à retardement à l'encontre de délégués du syndicat des cheminots, qui ont suscité une réaction du même type. Le 9 septembre, les dix mille cheminots de Rosario se mettaient en grève sur-le-champ et commençaient, en dépit de l'ordre de mobilisation lancé par le gouvernement, un mouvement de durée illimitée, qui a fait tache d'huile et rapidement atteint les dépôts de la capitale. Le 16 septembre, le comité de coordination des organisations C.G.T. de Cordoba et la C.G.T. réunifiée de Rosario, appuyant l'action du syndicat national des roulants, ont lancé le septième mot d'ordre de grève générale en cinq mois, et, une fois encore, travailleurs et étudiants se sont affrontés violemment avec la police dans le centre de Rosario.

C'est ainsi que les 16 et 17 septembre se sont déroulés dans cette ville des combats d'une violence comparable à ceux des 29 et 30 mai à Cordoba. Au soir du 17 septembre, on comptait au moins trois morts par balle, sans que la police ait pu reprendre l'initiative de façon certaine aux travailleurs et aux étudiants. Il ne restait au gouverneur militaire d'autre ressource que de proclamer la loi martiale et de donner l'ordre à la troupe d'ouvrir le feu sans préavis sur tout manifestant.



## L'Uruguay lui aussi entre en branle

Le point de départ immédiat des combats très durs livrés en Uruguay, depuis le mois de mai 1969 également, par la classe ouvrière s'est trouvé, comme en Argentine, dans la volonté des travailleurs d'une corporation particulière — en l'occurrence les ouvriers de l'industrie frigorifique — de dresser enfin une barrière contre les attaques et empiètements répétés de la bourgeoisie et de son Etat. Pour en comprendre toute la portée, il est nécessaire de remonter quelque peu en arrière et de retracer le cours récent de la lutte des classes en Uruguay.

En novembre 1967, sous la pression du Fonds monétaire international, la bourgeoisie uruguayenne a tenté, elle aussi, de surmonter la très grave crise financière résultant de la chute de ses principales exportations traditionnelles (viande frigorifiée et laine), et du caractère totalement parasitaire du reste de son économie, en imposant à la classe ouvrière un plan d'austérité véritablement draconien, comportant le blocage des salaires et la hausse de très nombreux prix. Mais, pour cela, il fallait que le gouvernement Pacheco Areco, suivant en cela le conseil des Américains et l'exemple de ses compères militaires de Rio et de Buenos-Aires (ou encore tout bonnement de De Gaulle, dont l'action, en 1958-1959, est citée en modèle dans les milieux internationaux), réussisse à assommer politiquement la classe ouvrière, pour lui faire accepter les conséquences de la dévaluation et du plan classique de « *stabilisation* » qui l'accompagnait. C'est ainsi qu'en octobre 1967 furent définies par décret des « *mesures de sécurité immédiate* », véritable état d'exception comportant, en particulier, la militarisation des fonctionnaires qui seront déclarés coupables du crime de « *désertion* » et passibles de peines militaires en cas de grève au cours d'une période où ces mesures seraient en vigueur. Non content de suspendre cette menace au-dessus de la tête des travailleurs, le gouvernement Areco, à peine installé, décréta, le 12 décembre 1967, la dissolution et la mise hors la loi du Parti socialiste et de cinq organisations plus petites d'extrême-gauche — le Mouvement révolutionnaire oriental, le Mouvement d'action populaire, la Fédération anarchiste uruguayenne, le Mouvement de la gauche révolutionnaire et le Parti ouvrier révolutionnaire uruguayen (posadiste) — ainsi que la fermeture de deux journaux, *Epoca* et le quotidien du P.S., *El Sol*.

Mais, au cours de l'été 1968, le président Areco a été obligé d'aller plus loin. Face à l'agitation grandissante engendrée par une inflation qui atteignit le taux extraordinaire de 140 % en un an, « *laminant* » (pour employer le terme à la mode aujourd'hui dans certains cercles de la bourgeoisie française où l'on voudrait bien pouvoir en faire autant) le pouvoir d'achat des salaires bloqués au niveau de novembre 1967, Areco a mis en vigueur les « *mesures de sécurité immédiate* » et donc instauré l'état d'exception.

Un seul parti « *d'opposition* » n'a pas été inquiété pendant toute cette période, pas plus qu'il ne l'est aujourd'hui. Il s'agit bien entendu du P.C. uruguayen, dont le secrétaire général n'est autre que Arismendi, mondialement connu pour ses arbitrages en tête à tête avec Castro lors de la conférence de l'O.L.A.S., à laquelle il assistait en tant que principal homme de

confiance de la bureaucratie soviétique en Amérique latine. Dans cette situation, et dans l'impasse créée par l'absence d'une organisation marxiste révolutionnaire suffisamment enracinée dans la classe pour être capable, au lendemain de la dévaluation et des mesures de répression, de contraindre les syndicats à s'engager dans la voie de la résistance unie au gouvernement Areco, il est né une organisation, la *Tupamaros*, sans doute d'inspiration plus proche, du blanquisme que du castrisme, en dépit des références qu'elle fait à Guevara, qui s'est donné pour but la lutte contre l'Etat bourgeois par les méthodes du terrorisme. Cette organisation s'est indéniablement développée, a réussi des coups de main spectaculaires et se présente aujourd'hui, en dépit de la modification des rapports entre la classe et l'Etat que les travailleurs uruguayens ont provoquée depuis le mois de mai 1969, comme un élément dont l'avant-garde ouvrière uruguayenne ne pourra sans doute pas faire abstraction à l'avenir et rencontrera vraisemblablement comme un obstacle dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire authentique. Le cours de la lutte de classe des derniers mois paraît indiquer cependant que cette avant-garde existe, et qu'elle a considérablement modifié sa position de force face aux courants stalinien ou blanquistes en fonction même de la combativité et de l'aptitude à réaliser le Front unique ouvrier dont a fait preuve la classe ouvrière au cours des tout derniers mois, ainsi qu'il faut maintenant l'analyser.

Au mois d'avril, poursuivant l'application systématique de son plan d'austérité, mais dans des conditions où il a cru pouvoir se permettre la levée de l'état d'exception, le gouvernement Areco a annoncé sa décision de retirer aux travailleurs de l'industrie des produits frigorifiques (dont l'activité porte surtout sur la viande, principale exportation du pays) les deux kilos de viande quotidiens qu'ils recevaient traditionnellement, et de ne leur accorder aucune compensation salariale équivalente. Les travailleurs se sont immédiatement mis en grève. Ils ont occupé les entrepôts et ont établi des campements à proximité, de manière à pouvoir faire face à tout moment aux tentatives du gouvernement de reprendre ces entrepôts par la force. Après beaucoup d'hésitations, vers le quarante-cinquième jour de la grève, le gouvernement a effectivement essayé d'atteindre cet objectif, et c'est ainsi que se sont déroulées, début juin, une série de batailles de rues, extraordinairement violentes, entre la police, aidée par les blindés de l'armée, et les grévistes, auxquels sont venus en aide les étudiants et les travailleurs d'autres corporations. Après deux jours de combat, les forces de l'ordre ont réussi temporairement à reprendre le contrôle du quartier, mais nullement à faire reprendre le travail aux grévistes.

La mobilisation de toutes les couches et de tous les secteurs de la classe ouvrière pour soutenir les travailleurs de l'industrie frigorifique a d'autre part contraint la centrale syndicale C.N.T. (Convention Nationale du Travail) à lancer un ordre de grève générale, qui a été suivi massivement, le 11 juin, à Montevideo par plus de 500 000 travailleurs du secteur public et privé, paralysant toute l'activité.

La grève générale du 11 juin paraît avoir servi de signal à toutes les corporations. Première grève générale depuis la levée de l'état d'exception, elle a ouvert une brèche dans le système de domination de classe mis en place par Pacheco Areco en redonnant aux travailleurs, précédemment durement touchés par les mesures de 1967 et l'application de l'état d'exception en 1968, le sentiment de leur force, et cela mieux que n'auraient jamais pu le faire les coups de main spectaculaires des *Tupamamos*.

C'est ainsi qu'à partir du 12 juin dernier se sont déclenchés une suite ininterrompue de mouvements et de combats : grève de trois jours du 13 au 16 juin des employés de la plus importante entreprise de transports par autobus de l'Uruguay, l'*Onda* ; immédiatement après, grève des cheminots ; puis, à partir du lundi 17 juin, grève de trois jours des employés de la municipalité de Montevideo ; et, pendant deux jours, à partir du mardi 18, des 220 000 fonctionnaires de l'État, exigeant l'inscription dans le budget d'un relèvement de leurs traitements de 50 %. De leur côté, les travailleurs de la société d'État de l'électricité et du téléphone ont annoncé le 17 leur intention de se mettre en grève illimitée si des travailleurs, licenciés pour fait de grève, n'étaient pas immédiatement réintégrés. Les employés de banque et les professeurs de lycée se sont mis en grève le 18, tandis que les ouvriers frigorifiques en grève se heurtaient de nouveau le même jour à la police aux abords des dépôts. Le gouvernement a voulu répliquer en fermant un journal de gauche, *Extra*, mais n'a fait que provoquer la riposte unanime des syndicats du livre et de la presse, et s'est vu dans l'obligation d'annoncer qu'il recevrait l'envoyé de Nixon à la station balnéaire de Punta del Este, faute de pouvoir assurer sa sécurité à Montevideo. En même temps ont eu lieu une série d'attentats spectaculaires, dont celui contre le siège de la General Motors. La décision suivante du gouvernement a été celle de fermer tous les établissements scolaires jusqu'à la fin du mois de juin, en raison « de l'agitation syndicale qui existait dans l'enseignement, mettant en danger l'ordre public ». Enfin, devant la riposte de la classe ouvrière et la décision de la C.N.T. d'appeler de nouveau à la grève générale pour le 26 juin, Pacheco Areco a annoncé le rétablissement de l'état d'exception, qu'il avait cru pouvoir lever trois mois auparavant.

Cette fois, cependant, les rapports de force entre le gouvernement et la classe ouvrière n'étaient plus les mêmes qu'en novembre 1967, et l'état d'exception s'est rapidement avéré une arme assez inefficace en face de la mobilisation en profondeur de toute la classe ouvrière. C'est ce qui a été démontré par le succès complet de la

grève générale du 26, dont l'ordre a été maintenu par la C.N.T. en dépit du rétablissement de l'état d'exception et de la déclaration de la grève comme « *illégale* ». C'est ce qui a été également démontré par le déroulement de la grève, menée jusqu'à la victoire par les employés de banque de Montevideo, en dépit de l'état d'exception.

En effet, contrairement à toute attente, et en démenti cinglant aux théories dites scientifiques qui exposent l'embourgeoisement prétendu des travailleurs du « *secteur tertiaire* », ce sont les employés des banques privées qui se sont chargés de faire la démonstration la plus écatante du nouveau rapport de forces qui existe en Uruguay. De toutes les grèves déclenchées dans la semaine du 16 au 22 juin, c'est la grève des « *banquiers* » qui a été la seule à se prolonger et à conduire, parallèlement à la grève des travailleurs frigorifiques, à l'épreuve de force la plus rude de cette phase de la lutte de classe. Partis en grève le 18 juin, c'est seulement le 11 septembre, soit plus de deux mois plus tard, que les 9.000 employés des 30 banques privées du pays devaient reprendre le travail, après avoir créé les plus grandes difficultés à la bourgeoisie dans toute la vie économique, et surtout résisté à l'ordre de « *mobilisation* » lancé contre eux début août en vertu d'un décret de « *militarisation* » de la profession des employés de banque pris dans le cadre de l'état d'exception.

Bien que pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay une mesure semblable était appliquée à l'encontre de travailleurs du secteur privé, et bien qu'ils aient été effectivement déclarés « *déserteurs* » par le chef de l'armée, le général César Borba, à la date du 7 août, les employés de banque n'ont pas cédé pour autant et ont mené leur grève jusqu'à la victoire avec l'appui de toute la classe ouvrière. Car le succès remporté, trois jours auparavant, par une nouvelle grève générale lancée par la C.N.T. et par plusieurs associations étudiantes n'a évidemment pas été pour rien dans la résolution dont les « *banquiers* » ont fait preuve. Le 11 septembre, les employés de la banque ont mis fin à leur mouvement, après avoir obtenu la réintégration de tous les travailleurs visés pour fait de grève. Un dernier point mérite d'être souligné : la dernière des grèves générales à être lancée — celle du 4 août — l'a été alors que plus d'un millier de responsables et militants syndicaux et ouvriers se trouvaient déjà arrêtés et déportés à l'Île des Fleurs. La répression s'est encore accentuée par la suite, mais les forces de combat de la classe ouvrière uruguayenne ne paraissent pas s'en trouver affectées de façon décisive.

## Uruguay et Argentine

En Uruguay comme en Argentine, la classe ouvrière paraît avoir réussi, au travers de la série de combats acharnés dont nous venons de donner un écho, à modifier de façon sensible le rapport de force existant entre elle et les gouvernements bourgeois en place. Depuis mai 1969, les combats livrés contre les plans d'austérité

et de domestication des syndicats du gouvernement ont cessé de déboucher sur des défaites. En dépit d'un recours systématique aux grands moyens (état d'exception, état de guerre), les gouvernements argentins et uruguayens ont été tenus en échec et, dans le cas de l'Uruguay, ils ont même été contraints à céder et à

autoriser le relèvement des salaires des employés de banques. Si, en Argentine, il n'est sans doute pas possible de parler de victoire de la classe ouvrière, il est, par contre, à coup sûr possible de parler d'échec subi par le gouvernement militaire, échec qui oblige la bourgeoisie argentine à reconsidérer tous ses plans, et à se poser le problème d'une politique de rechange dans ses rapports avec la classe ouvrière.

Le gouvernement Ongania a annoncé en juillet son intention de généraliser la mise en place des institutions corporatistes déjà expérimentées à Cordoba. Il reste que personne ne croit plus à la viabilité de son entreprise et que ses jours sont aujourd'hui comptés et cela précisément parce qu'à Cordoba la résistance de la classe ouvrière a taillé son expérience en pièces, jusqu'à en arriver à une situation où le gouvernement militaire de la ville n'a eu d'autre choix que de reconnaître aux travailleurs le droit de grève et à contredire lui-même la lettre et l'esprit du corporatisme, théoriquement toujours en place.

« *L'insurrection de Cordoba a illustré l'échec du régime* » titrait *Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet, tandis que dans *Le monde diplomatique* du même mois, la très respectable spécialiste des questions latino-américaines, Elena de la Souchère, expliquait sa crainte que « *le sort de la république argentine ne se joue dans la lutte qui oppose la C.G.T. à l'armée* ». Il est certain, en effet, que la chute, devenue presque inévitable d'Ongania, débouche sur la guerre civile, soit que celle-ci soit déclenchée à titre préventif par cette aile de l'armée dont le général Lanusse est le chef de file, soit qu'elle résulte d'une évolution de la situation politique vers une crise révolutionnaire où la classe ouvrière donnerait l'assaut à l'Etat bourgeois. Coincé entre les exigences des grandes entreprises étrangères et les impératifs du marché mondial, d'une part, et, la puissance de cette classe ouvrière qui a su briser les plans d'Ongania et finir en échec les forces de répression de l'armée et de la police dans leurs formes d'intervention actuelles, de l'autre, aucun gouvernement de type bourgeois libéral (radical ou démocrate-chrétien) ne saurait résister plus de quelques mois. Une solution bonapartiste de type peroniste, reposant sur la reconnaissance officielle d'organisations ouvrières puissantes, même nationalistes, même partiellement intégrées à l'Etat, et faisant droit aux revendications des travailleurs, paraît aujourd'hui tout aussi inviable. Il faut souligner, d'ailleurs, que la crise du régime de Peron a précisément daté du moment où la transformation de la conjoncture mondiale et la fin de la période faste pour les pays arriérés producteurs de matières premières (guerre et immédiate après-guerre, jusqu'à la fin du boom coréen) a rendu les concessions faites par Peron à la classe ouvrière argentine incompatibles avec les conditions du marché mondial.

Quinze ans ou presque après la chute de Peron, la bourgeoisie argentine n'a toujours pas réglé ses rapports avec la classe ouvrière. Il faut même considérer que, du point de vue de la bourgeoisie, le gouvernement Ongania a, lui aussi, tenté de biaiser et n'a jamais employé — toutes proportions gardées — que des demi-mesures. Mais en faisant la démonstration de cette réalité, la classe ouvrière a singulièrement rapproché, par là même, le moment où il lui va falloir faire face à une offensive bourgeoise prenant cette fois de façon directe la forme de la guerre civile. Il est fort probable,

d'ailleurs que les 29 et 30 mai à Cordoba, c'est, dans une certaine mesure, un prélude à la guerre civile que la classe ouvrière a subi de la part de militaires qui entendaient tirer à leur façon les leçons de l'échec de la politique de l'intégration à froid tentée par le gouvernement Ongania. La tâche de construction d'un parti révolutionnaire en est d'autant plus urgente. Seul, un parti révolutionnaire peut préparer la classe ouvrière politiquement à affronter la bourgeoisie dans le cadre de la guerre civile. Seul, un parti révolutionnaire peut l'aider à créer les conditions politiques d'une résistance victorieuse en établissant le lien indispensable, sans lequel la victoire est impossible, entre la défense acharnée contre l'ennemi de classe, la lutte pour la destruction de la propriété privée et de l'Etat bourgeois et la libération de l'ensemble de la société.

Si ce parti ne se construit pas dans la toute prochaine période et si la classe ouvrière argentine demeure prisonnière d'une forme ou une autre d'idéologie bourgeoise, qu'il s'agisse du péronisme, du radicalisme ou du catholicisme social (auquel se rattache le dirigeant de la C.G.T. « *rebelle* », actuellement en prison, Raimundo Ungaro) les travailleurs argentins risquent de connaître les défaites les plus lourdes. La manière dont la réalisation du Front unique ouvrier face à la bourgeoisie, son Etat et son armée a été imposée, depuis mai dernier, aux organisations syndicales rivales par les travailleurs de Cordoba, Rosario et Tucuman paraît indiquer qu'il existe des militants ouvriers se battant sur la ligne du Front unique et que leur intervention a commencé à porter ses fruits. Le développement de la lutte des classes dans les prochaines semaines et les prochains mois paraît devoir mettre à l'ordre du jour le mot d'ordre de gouvernement des organisations ouvrières unies, ou, plus concrètement, de la C.G.T., toutes tendances comprises. On peut voir la preuve d'un pareil mûrissement de la crise dans le fait que Ungaro s'est vu obligé de reconnaître que c'était bien le problème du gouvernement qui était posé aujourd'hui en Argentine. Mais Ungaro s'est bien gardé de présenter une solution ouvrière au problème. C'est aux militants révolutionnaires argentins que peut seul revenir l'accomplissement de cette tâche centrale du moment actuel : l'agitation et la propagande en faveur du gouvernement ouvrier et paysan et la popularisation d'un programme pour ce gouvernement qui ait un contenu de classe plus précis que celui esquissé par Ungaro, lorsqu'il a appelé, le 27 août, à « *la rébellion contre la dictature militaire et l'invasion du capital étranger* » et à « *la lutte pour la libération nationale* ». Un tel programme doit, notamment, lier la libération nationale à des mesures radicales, non seulement contre le capitalisme « *étranger* », mais contre le capitalisme tout court, à la nationalisation des moyens de production, à la concentration des banques en une banque d'Etat unique, au monopole du commerce extérieur.

C'est dans des termes pratiquement identiques que le problème se pose en Uruguay. Devant l'échec de l'expansion bonapartiste de Pacheco Areco (dont le régime présidentiel comporte le maintien d'un parlement croupion et d'un équilibre politique fragile, reposant sur l'existence de l'armée, mais aussi sur celle d'un mouvement ouvrier fortement organisé), l'armée s'est avancée toujours plus sur le devant de la scène politique. La résistance de la classe ouvrière a eu des répercussions profondes dans les rangs de la bour-

geoisie, et a eu pour effet d'en précipiter la crise interne, notamment au travers d'une série de conflits constitutionnels entre le président et l'Assemblée (vote d'une motion de censure contre le ministre de l'industrie, début juin, à propos de la grève des travailleurs de l'industrie frigorifique ; tentative de l'Assemblée d'annuler le décret de militarisation des employés de banque en août). Mais il n'y a rien à attendre de ces manifestations de désarroi de la part des franges libérales d'une classe faillie. L'évolution de la crise politique en Uruguay s'achemine, comme en Argentine, mais dans des conditions qui sont plus favorables à la classe ouvrière en Uruguay qu'en Argentine, vers une situation où il n'y a plus qu'une alternative : dictature militaire, comportant l'écrasement de la classe ouvrière, ou gouvernement des organisations ouvrières appuyé sur la mobilisation directe des masses travailleuses.

Une chose est certaine : ce n'est pas plus des castristes que des stalinien du parti d'Arismendi que les militants ouvriers uruguayens peuvent attendre une orientation ouvrant la voie vers la dictature du prolétariat. L'article publié en août par *Granma*, organe du Comité central du P.C. cubain, sur le « *conflit bancaire en Uruguay* » traduit au contraire la volonté d'orienter les masses en lutte vers les partis parlementaires traditionnels, et s'attache surtout à mettre en valeur l'existence « *d'une majorité parlementaire opposée à la politique de braderie de Pacheco Areco* », majorité dépeinte comme prête à faire face aux menaces de coup d'état militaire.

Cela est parfaitement conforme à toute la politique des castristes qui repose entièrement sur deux éléments : en premier lieu, l'alliance avec la bureaucratie du Kremlin, que Castro a continuellement cherché à consolider au cours des deux dernières années ; en second lieu, une « *théorie politique* » fondée sur une incompréhension complète de la place de la classe ouvrière dans la société bourgeoise et donc dans le processus de la révolution sociale, et une volonté d'identifier la classe ouvrière avec les directions bureaucratiques qui se sont hissées au-dessus d'elle pour servir de chiens de gardes à l'ordre bourgeois. Le refus d'analyser le rôle des appareils bureaucratiques dans le déroulement de la lutte des classes en Amérique latine depuis quarante ans débouche sur des positions caractérisées par la plus profonde hostilité envers la classe ouvrière, hostilité qui confine même à la haine.

S'il existe encore des militants pour en douter, je les invite à ouvrir un petit livre intitulé « *Sur les classes sociales en Amérique latine* », qu'un frère spirituel de Régis Debray, Carlos Romeo (« *jeune économiste chilien qui s'est mis en 1959 au service de la révolution cubaine* ») a récemment publié aux Editions Maspéro. La thèse centrale de ce livre (fort prétentieux au demeurant), c'est que, « *dans les sociétés latino-américaines, en règle générale, ce n'est pas la classe ouvrière [surtout pas la partie supérieure de cette classe] qui est la plus exploitée, ce n'est donc pas elle qui a la problématique la plus révolutionnaire, mais la classe paysanne* ». Pour aboutir à cette thèse, Romeo est obligé de disposer du problème des directions bureaucratiques par une note en bas de page, où il reconnaît « *que la formation politique que les partis ouvriers ont donnée à cette classe a été dans le sens de l'économisme, de l'électorisme, voire même du réformisme* », mais se refuse à pousser l'analyse plus loin dans ce sens, pré-

férant se livrer à des considérations d'ordre « *sociologiques* ». Celles-ci valent la peine d'être citées presque en entier, tellement elles traduisent la hargne petite-bourgeoise des castristes à l'égard d'une classe qu'ils méconnaissent totalement et dont ils ont une peur profonde.

« *Prenons, par exemple, les ouvriers des entreprises nord-américaines en Amérique latine. Ce sont des prolétaires, et, du point de vue du rapport de production qui les définit, ils sont exploités par le capital étranger. Toutefois, par le fait qu'ils appartiennent, à l'intérieur du territoire national, à la couche la plus favorisée, ils participent également à l'exploitation des couches les moins favorisées ; comparée à la moyenne nationale, leur situation économique est nettement supérieure, et sans comparaison avec celles des couches de population de l'intérieur (paysans, aparceros, etc.).*

« *Le fait d'appartenir à la classe ouvrière, c'est-à-dire d'être exploités par le capital, les unit à l'ensemble des ouvriers dans leur problématique économique et finalement même politique. Mais l'immédiat prime sur le médiat. Leur situation les amène à participer à des mouvements de grève générale à condition qu'ils soient intéressés à la revendication, car ils ne se solidarisent pas dans tous les cas avec les autres ouvriers. Tout ceci s'explique parfaitement dans la mesure où leur problème économique est spécifique, à un niveau différent des autres, et où il ne coïncide que partiellement avec le problème économique général de l'ensemble des ouvriers du pays.*

« *La question est différente s'il s'agit d'une action politique, et surtout s'il s'agit de poursuivre un objectif révolutionnaire. Ils ont beaucoup à perdre et peu à gagner, du moins sur le plan matériel. Comment leur situation actuelle privilégiée serait-elle compatible avec un régime socialiste où domineraient la volonté et l'intérêt de la majorité ? Il leur serait bien difficile alors de conserver leurs avantages. Vont-ils risquer leur niveau de vie, le plus élevé de la classe ouvrière du pays, pour défendre les classes les plus exploitées avec lesquelles ils ont si peu en commun ? Pour les ébranler, pour les faire se joindre à la lutte révolutionnaire, il faut que celle-ci représente déjà une grande force. Une chose est sûre, c'est que ce n'est pas par eux que la révolution commencera.*

« *Que dire de l'attitude des ouvriers du cuivre au Chili vis-à-vis de la guerre au Vietnam ! Ou des ouvriers de tous les pays latino-américains qui produisent des matières premières utilisées contre les Vietnamiens ! Ce serait peine perdue que de chercher trace d'un internationalisme prolétarien, ou même d'une solidarité prolétarienne à l'échelle nationale chez ces privilégiés. Un exemple typique a été donné par la réaction anticubaine des ouvriers portuaires au Venezuela et dans d'autres pays d'Amérique latine, lorsque le gouvernement vénézuélien a dénoncé l'intervention cubaine dans la lutte révolutionnaire en train de se dérouler dans ce pays. Sur la proposition des ouvriers vénézuéliens, les dockers ont été d'accord pour refuser de charger et de décharger les bateaux des pays qui faisaient commerce avec*

Cuba ! On peut alors à juste titre se demander de quel bord sont ces soi-disant « prolétaires »...

« Cette situation ne décrit-elle pas ce qui se passe aujourd'hui en Amérique latine avec les ouvriers des entreprises d'électricité, de téléphone (presque toutes nord-américaines), des grandes entreprises textiles et métallurgiques nationales ? Plus encore, ne reflète-t-elle pas ce qui se passe avec les syndicats, en particulier avec les grandes centrales syndicales, en ce qui concerne la lutte révolutionnaire qui se livre en Amérique latine ?

« Ne pas tenir compte de la position élevée qu'occupe, dans le contexte national, une partie de la classe ouvrière, c'est se vouer à des erreurs monumentales dans l'estimation de l'identification politique et révolutionnaire de l'ensemble de la classe ouvrière en Amérique latine. Sur le plan politique, le fait de subir l'exploitation ne suffit pas à définir une classe ou une fraction de cette classe : il faut aussi tenir compte de sa situation relative dans le contexte économique-social. Lorsqu'on cesse de faire de l'unité de classe un dogme infallible, on s'aperçoit que les différents groupes ouvriers, définis en fonction de leur problématique particulière, ne représentent pas en politique une force aussi considérable que ce qu'aurait pu laisser supposer leur importance numérique, et qu'il est difficile de les intégrer dans une stratégie révolutionnaire. » (Livre cité p. 33-35.)

Cette citation suffit, je pense, pour permettre aux travailleurs de Fiat-Concorde et de Keyser-Renault à Cordoba ou aux « frigorifiques » et aux « banquiers » de Montevideo (au sujet desquels Romeo redouble, si possible est, de mépris et de haine) de savoir à quoi s'en tenir à propos des castristes. On est consterné devant tant d'ignorance mêlée à tant de hargne. Je ne relèverai, pour terminer, qu'un seul point. Effectivement, « le fait de subir l'exploitation ne suffit pas à définir une classe », mais cela dans un sens bien différent de celui suggéré par Romeo, et qui explique précisément où réside la force de la classe ouvrière d'Argentine ou d'Uruguay aujourd'hui. Une classe se définit aussi, et même de façon primordiale, par son degré et ses formes d'organisation. Rappelons une fois de plus ce que Marx (que les petits-bourgeois du genre de Romeo se plaisent à essayer d'opposer sans cesse à Lénine et à Trotsky, à la tradition bolchevique) écrivait dès 1847, dans *Misère de la philosophie*, au sujet de la classe ouvrière anglaise :

« La grande industrie agglomère dans un seul endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance — coalition. Ainsi, la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une

concurrence générale au capitaliste. Si le premier but de résistance n'a été que le maintien des salaires, à mesure que les capitalistes à leur tour se réunissent dans une pensée de répression, les coalitions, d'abord isolées, se forment en groupes, et en face du capital toujours réuni, le maintien de l'association devient plus nécessaire pour eux que celui du salaire. Cela est tellement vrai, que les économistes anglais sont tout étonnés de voir les ouvriers sacrifier une bonne partie du salaire en faveur des associations qui, aux yeux de ces économistes, ne sont établies qu'en faveur du salaire. Dans cette lutte — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir. Une fois arrivés à ce point-là, l'association prend un caractère politique.

« En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trade-unions qui servent de rampart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, toutes ces trade-unions locales trouvent un point d'union dans la National Association of United Trades, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80 000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, trade-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes.

« Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique. »

Et Marx d'ajouter :

« On a fait bien des recherches pour retracer les différentes phases historiques que la bourgeoisie a parcourues, depuis la commune jusqu'à sa constitution comme classe.

« Mais quand il s'agit de se rendre un compte exact des grèves, des coalitions et des autres formes dans lesquelles les prolétaires effectuent devant nos yeux leur organisation comme classe, les uns sont saisis d'une crainte réelle, les autres affichent un dédain transcendantal. »

Dans quelle catégorie faut-il placer des gens du type de Carlos Romeo ou de ceux qui se font ses propagandistes en France ? Aux militants de répondre.

# POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Document adopté par l'Organisation trotskyste  
(pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale)

## I. Continuité des I<sup>e</sup>, II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup>, et IV<sup>e</sup> Internationales

Les statuts de l'Association internationale des travailleurs (I<sup>e</sup> Internationale) portaient :

« Considérant

que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule,

que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création de nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe,

que l'assujettissement économique du travailleur sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique,

que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen,

que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite du manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches de travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents,

que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe et dont la solution dépend de la collaboration théorique et politique des pays les plus avancés, que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays

*industriels de l'Europe éveille en nous, d'un côté, de nouveaux espoirs, mais, de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui, jusqu'à présent, n'avait point de cohérence. »*

La II<sup>e</sup> Internationale, fondée en 1889, à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I<sup>e</sup> Internationale.

L'Internationale communiste, en 1920, dans l'article premier de ses statuts, spécifiait :

*« La nouvelle Association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »*

Le Comité international pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale a repris l'appel lancé par Léon Trotsky à la Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 :

*« Dans tous les pays, les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale sont organisés en partis ou en ligues qui constituent les sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste). Les sections nationales se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle adoptées par la Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (septembre 1938). La IV<sup>e</sup> Internationale a*

*résumé dans sa plate-forme l'expérience internationale du mouvement marxiste révolutionnaire, particulièrement celle qui découle des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et prend pour base toutes les expériences sociales progressives de l'humanité, qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste et à l'abolition ultime des classes.* »

Depuis 1938, la lutte des classes a confirmé la nécessité de construire la IV<sup>e</sup> Internationale. Il s'agit toujours, en s'appuyant sur les acquis théoriques et pratiques du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, obtenus au cours d'une lutte de classes plus que séculaire, de construire les instruments indispensables à la prise du pouvoir par le prolétariat dans chaque

pays et à l'échelle internationale à la construction du socialisme. Mais, en 1938, la IV<sup>e</sup> Internationale était fondée, à la suite d'une période de tragiques et profondes défaites du prolétariat mondial : défaite de la révolution allemande, accession au pouvoir de Hitler ; défaite de la seconde révolution chinoise ; défaite du prolétariat italien ; défaite des prolétariats espagnol, français, etc. La crise de l'impérialisme, le prolétariat mondial une fois vaincu, aboutissait à la deuxième guerre impérialiste mondiale. Le prolétariat mondial étant brisé et démoralisé, singulièrement en Europe, la bureaucratie du Kremlin, *excroissance parasitaire* consécutive à l'isolement de la révolution russe, exterminait la génération des révolutionnaires d'Octobre 1917 et ceux de la nouvelle génération.

## II. La fin de l'après-guerre

Les rapports entre les classes sont actuellement radicalement différents. La crise révolutionnaire, consécutive à la deuxième guerre impérialiste mondiale, a surgi des failles ouvertes de l'impérialisme, notamment celles des vieilles puissances impérialistes d'Europe, que celles-ci aient fait partie du camp des « vainqueurs » ou du camp des vaincus. Avec le secours de la bureaucratie du Kremlin, organisée et regroupée autour de l'impérialisme américain, la bourgeoisie mondiale est parvenue à contenir cette vague révolutionnaire, non sans avoir subi de durs coups et reculé : Est de l'Europe passé sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, victoire de la révolution chinoise, importantes concessions économiques des bourgeoisies d'Europe occidentale aux prolétariats, dislocation des vieux empires coloniaux, développements révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés dominés par l'impérialisme. Depuis, aucun coup décisif n'a pu être porté au prolétariat mondial par l'impérialisme.

Le cadre de l'équilibre mondial, établi à la suite de la deuxième guerre impérialiste mondiale était défini par les accords de Yalta et de Potsdam. Les mouvements de classes l'ont constamment remis en cause et ont révélé sa précarité. Il s'est néanmoins, grosso modo, maintenu, appuyé sur ses deux fondements : la puissance et les ressources de l'impérialisme américain devenu le tuteur de l'impérialisme mondial ; la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin. Mais les exigences même du maintien de cet équilibre en préparaient la destruction.

Les énormes ressources, la puissance de l'impérialisme américain ont fait de lui le pilier de l'impérialisme mondial. La disproportion entre cette puissance, d'une part, et la décadence des impérialismes d'Europe (aussi bien « vainqueurs » que vaincus) et le Japon, de l'autre, semblait mettre à l'ordre du jour

la réalisation d'une sorte de « *super-impérialisme* », les bourgeoisies d'Europe et du Japon tombant au niveau de bourgeoisies *compradores* de l'impérialisme américain. Il n'en a pas été ainsi.

Si les bourgeoisies d'Europe, en particulier, sont irrémédiablement décadentes, le prolétariat européen, lui, constitue une puissante unité organique qui possède une riche tradition de classe et une conscience politique élevée. Ravaler les bourgeoisies d'Europe au rang de bourgeoisies *compradores*, réduire l'économie européenne à une économie simplement complémentaire de celle de l'impérialisme américain, cela exigeait d'être en mesure, au cours de terribles combats de classes, de détruire la classe ouvrière européenne. Eviter ces luttes de classes, que les bourgeoisies européennes étaient incapables de mener, exigeait, au contraire, que l'impérialisme américain tente de stabiliser les bourgeoisies d'Europe, les aide à reconstituer leur Etat et leur économie, faute pour elles de pouvoir écraser le prolétariat à court terme.

Le puissant impérialisme américain intégra à ses contradictions spécifiques les contradictions du capitalisme européen décadent. L'Etat bourgeois américain nourrit le parasitisme de l'ensemble du capitalisme mondial, afin de le restructurer.

Les échéances de cette politique, c'est la crise du dollar et du système monétaire international. Derrière la « *crise des moyens de paiements* », ce sont toutes les contradictions sociales de l'impérialisme qui opèrent. Pour éviter l'effondrement des impérialismes européens et japonais et contenir un gigantesque développement de la lutte des classes dans ces pays, l'impérialisme américain a concentré en son sein les contradictions de l'impérialisme mondial. Les vieilles contradictions du capitalisme en Europe n'ont pas été pour autant résolues. Bien au contraire, elles resurgissent de la reconstitution des impérialismes

européens sur leurs bases anciennes, aggravées par la division de l'Europe en deux systèmes sociaux différents et par la perte des débouchés que leur assuraient automatiquement leurs vastes empires coloniaux.

Il existe toujours une « solution » aux crises de l'impérialisme. La crise actuelle peut se résoudre par la liquidation d'une partie du capital fictif accumulé, l'ouverture, pour les marchandises et capitaux de l'impérialisme, de l'Europe de l'Est, de la Chine, de l'U.R.S.S., le passage de l'économie d'armement à l'économie de guerre. Mais cette « solution » ne peut être imposée qu'au moyen de terribles luttes de classe contre les prolétariats des pays économiquement développés, aussi bien ceux des pays capitalistes que ceux de l'Europe de l'Est, et de l'U.R.S.S. Elle requiert la guerre la plus exterminatrice qui soit, à plus ou moins long terme contre la Chine et l'U.R.S.S., l'anéantissement de peuples entiers, dans les pays économiquement arriérés, la mise au pas des impérialismes européens et japonais par l'impérialisme américain, la subordination, dans tous les pays, y compris les Etats-Unis, de toutes les couches de la bourgeoisie par l'« Etat fort » porteur des intérêts généraux, « historiques », du capital.

L'équilibre social et politique actuel est intolérable pour l'impérialisme. Son simple maintien signifie à court terme une crise économique, sociale et politique sans précédent, la dislocation de l'impérialisme mondial. Il est donc impossible de maintenir cet équilibre.

La crise de l'impérialisme est intimement liée à celle de la bureaucratie du Kremlin, dont la puissance politique, qui avait atteint son sommet au moment de Yalta et de Postdam, n'a cessé, depuis, de se détériorer et est maintenant profondément minée. Les deux crises se conjuguent. La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin procédait de rapports déterminés, qui s'étaient constitués avant la deuxième guerre mondiale et s'étaient développés par suite de la victoire prestigieuse de l'U.R.S.S. sur l'impérialisme allemand, payée néanmoins de 20 millions de morts, véritable saignée du prolétariat soviétique : rapports entre la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat de l'U.R.S.S., entre celle-ci et le prolétariat mondial par l'intermédiaire de son appareil international, rapports, enfin, entre la bureaucratie et la coalition impérialiste victorieuse, aux prises avec la poussée révolutionnaire qui a suivi la guerre impérialiste.

La victoire de la révolution chinoise, menée à bien à l'encontre des accords de Postdam et de Yalta, à l'encontre de la volonté de la bureaucratie du Kremlin, par le Parti communiste chinois, la rupture avec le Parti communiste yougoslave, le développement de la guerre froide, signifiaient déjà que ces rapports étaient mouvants et se détérioraient au détriment de la bureaucratie du Kremlin. Les épurations dans les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. au cours des années 1948-1953 démontraient que la crise de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites s'amplifiait. Elle devint virulente à la mort de

Staline, avec les explosions révolutionnaires de juin 1953 en Allemagne de l'Est, les mouvements révolutionnaires de l'automne 1956 en Pologne, la révolution politique des conseils ouvriers hongrois en novembre 1956, la dénonciation de Staline par la bureaucratie du Kremlin elle-même. Elle atteignit un niveau plus élevé encore avec la rupture entre le Kremlin et la bureaucratie chinoise. Depuis, tout l'appareil international du stalinisme se fissure et la crise fait rage jusqu'au sein des plus hautes sphères de la bureaucratie du Kremlin, qu'elle tend à dissocier en ses composantes.

L'origine de la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international réside dans l'impossibilité de conserver l'équilibre que traduisaient les accords de Potsdam et de Yalta et qu'ils tentaient, du point de vue de la bureaucratie du Kremlin, de perpétuer. L'impérialisme n'a cessé d'accroître sa pression économique, militaire, politique, sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est. Le prolétariat d'Europe occidentale est en conflit latent avec la politique des P.C. subordonnés à la bureaucratie du Kremlin et celle des bureaucraties réformistes, ce qui se traduit par des débordements des appareils de ces organisations. Les exigences de la défense de la révolution chinoise contredisent les intérêts de la bureaucratie chinoise et, plus directement encore, ceux de la bureaucratie du Kremlin. L'extension de la structure sociale, née de la révolution d'Octobre 1917, aux pays de l'Europe de l'Est, la croissance et le renforcement du prolétariat de ces pays et de celui de l'U.R.S.S. s'opposent au joug politique et aux privilèges de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Le développement des forces productives en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est devient incompatible avec la gestion bureaucratique de la planification, avec les « normes » de « la construction du socialisme dans un seul pays ». Il exige que le plan, pour développer harmonieusement les multiples secteurs d'une économie chaque jour plus complexe et diversifiée soit élaboré, contrôlé, appliqué par l'ensemble des producteurs, ce qui ne peut être que si la classe ouvrière chasse la bureaucratie parasitaire du pouvoir politique et régénère l'Etat ouvrier. Il exige l'intégration de l'économie de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est à la division internationale du travail, non dans sa structure actuelle, qui est conditionnée par le mode de production capitaliste, par les exigences de l'impérialisme, lequel domine toujours l'économie mondiale, mais refondue, à la suite de la saisie par le prolétariat mondial des principales forces productives, en un ensemble harmonieux en évolution constante selon les nécessités de la croissance rationnelle de l'économie mondiale en fonction de la satisfaction des besoins des hommes. La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est sont attachées aux cadres et aux Etats nationaux dont dépend leur existence. Elles sont violemment opposées à la révolution prolétarienne partout, et avant tout



dans les pays économiquement développés, car cette révolution romprait tous les anciens rapports sociaux et politiques qui ont donné naissance à la bureaucratie parasitaire ; elle retentirait immédiatement sur les prolétariats de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale, qui chasseraient l'usurpatrice.

L'équilibre entre l'impérialisme mondial et le prolétariat mondial, entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international, entre les différents impérialismes, tel qu'il est résulté de la deuxième guerre mondiale, est devenu tout simplement impossible. C'est la fin de l'après-guerre. Le prolétariat, pas plus que l'impérialisme, ne peut désormais s'accommoder de cet équilibre relatif. Il

leur faut, à chacun, selon ses intérêts de classe antagonistes, le rompre de façon décisive. La bureaucratie du Kremlin et son appareil international sont pris entre les pressions opposées des forces sociales fondamentales, et ils craquent. Toutes les bureaucraties, réformistes, syndicales et autres, sont prises dans le même étau et craquent également. Il n'est pas jusqu'à la bureaucratie chinoise qui ne se déchire en ses composantes ; la « révolution culturelle » exprime ce phénomène. Les directions petites-bourgeoises bonapartistes, Castro, Boumediène, Nasser, etc., n'échappent pas à la tourmente. Révolution et contre-révolution vont s'affronter brutalement sur tous les terrains. Les luttes de classes de ces dernières années sont les prémisses de ces affrontements.

### III. Echec et réorientation de la stratégie de l'impérialisme

La chute du bonapartisme gaulliste, la poussée vers la révolution politique en U.R.S.S. et en Europe orientale, qui s'est cristallisée en Tchécoslovaquie, sont des événements déterminants de la lutte des classes mondiale. Ils consacrent aussi bien l'échec de la stratégie mondiale de l'impérialisme américain, et celui de la politique des bourgeoisies décadentes d'Europe face au prolétariat de ces pays que l'échec de la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Ils ouvrent une nouvelle phase de la lutte mondiale des classes.

L'impérialisme américain, à la suite de l'écrasement, par les tanks de la bureaucratie du Kremlin, de la révolution politique des conseils hongrois comme de l'accession au pouvoir de De Gaulle, spéculait sur ces défaites, infligées à la classe ouvrière européenne, en vue de généraliser la contre-offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme mondial contre le prolétariat. A l'abri de la politique de la bureaucratie du Kremlin, gardienne vigilante de la « paix dans le monde », de la « paix sociale » à l'échelle internationale, il appuya toute une série de coups d'Etat menés par les cliques militaires, balayant les équipes petites-bourgeoises au pouvoir qui louvoyaient entre l'impérialisme, les masses ouvrières et paysannes et la bureaucratie du Kremlin, en Asie, en Afrique, en Amérique latine : l'exemple type le plus tragique reste celui de l'Indonésie. Par son intervention militaire massive au Vietnam, il se proposait, non seulement d'enrayer une nouvelle avance de la révolution en Asie, mais de préparer l'offensive directe contre la Chine. Des variantes restaient possibles : ou bien la bureaucratie chinoise, sous la pression combinée de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain, ouvrait la voie à la pénétration « pacifique » de l'impérialisme en Chine ; ou bien, à brève échéance, l'impérialisme américain s'orientait vers l'intervention militaire contre la Chine

qui, rapidement, ne pouvait que s'amplifier jusqu'à atteindre le niveau de la guerre thermonucléaire exterminatrice.

L'impérialisme américain modifie cette politique. La résistance des ouvriers et paysans vietnamiens a démontré quel serait le potentiel de lutte des ouvriers et des paysans chinois attachés aux conquêtes de la révolution. La pression conjointe de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain sur la bureaucratie chinoise s'est traduite par de profondes cassures à l'intérieur de celle-ci, sans aboutir à sa capitulation ; elle a, au contraire, conduit à une mobilisation contrôlée, limitée et déformée, à l'appel d'une des ailes de la bureaucratie chinoise, de la jeunesse, des ouvriers et paysans chinois, sous le drapeau de la « révolution culturelle ». Derrière la prétendue « révolution culturelle », forme utilisée afin de mobiliser, mais en le contenant, le mouvement des masses, se profilait la révolution politique. L'épreuve n'était pas seulement redoutable par ses conséquences immédiates en Chine, elle l'était par ses répercussions directes sur la bureaucratie du Kremlin et sur l'appareil international du stalinisme qu'elle contribuait à dissocier. La rupture des barages opposés par la « révolution culturelle » à la révolution politique, se serait répercutée brutalement et directement en U.R.S.S.

Politiquement l'impérialisme américain n'était pas prêt à se lancer dans cette aventure, qui exigeait une grande homogénéité de la coalition impérialiste et de l'impérialisme américain lui-même, l'étroite subordination des prolétariats d'Europe, du Japon, des Etats-Unis, aux intérêts de l'impérialisme mondial identifiés strictement à ceux de l'impérialisme américain, qui exigeait, en d'autres termes, l'Etat fort dans tous les pays capitalistes économiquement développés et l'étroit contrôle de l'Etat fort américain sur les Etats des autres pays.

Sans renoncer à contraindre les ouvriers et paysans vietnamiens à capituler, fût-ce en y mettant les formes, avec la complicité de la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain est contraint de modifier sa politique. La grève générale de mai-juin 1968 en France et la montée vers la révolution politique du prolétariat tchécoslovaque obligent l'impérialisme américain à accentuer ce tournant. Le voyage de Nixon, à peine en fonction, en Europe, et le discours appelant à une coopération plus étroite entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin qu'il prononça à son retour pour maintenir « *la paix dans le monde* » et régler le conflit du Moyen-Orient, comme la guerre du Vietnam le confirment. Il faut régler à l'avantage de l'impérialisme les rapports de classe dans les pays capitalistes avancés (Europe, Japon, Etats-Unis), il faut faciliter à la bureaucratie du Kremlin, et aux bureaucraties satel-

lites, leur engagement direct contre les prolétariats d'Europe orientale et d'U.R.S.S. L'impérialisme américain réajuste sa politique en fonction de ce qu'il considère comme les fronts décisifs de la lutte des classes mondiale, l'Europe occupant une place particulièrement importante. La lutte des classes en Afrique, en Amérique latine, en Asie ne perd pas pour autant de son importance, mais elle doit être intégrée comme une composante de la lutte des classes mondiale, dont les secteurs décisifs se situent dans les pays économiquement développés — Japon, U.S.A., Europe de l'Ouest comme de l'Est, U.R.S.S. C'est en fonction de cette appréciation que l'impérialisme américain réajuste sa politique : le bonapartisme gaulliste, l'écrasement de la révolution hongroise par la bureaucratie du Kremlin n'ont pu régler au profit de l'impérialisme les rapports de classe en Europe.

#### IV. Signification internationale de la chute de De Gaulle

La chute du bonapartisme gaulliste transcrit sous une forme particulière à la France l'échec des tentatives de domestication du prolétariat des pays capitalistes avancés d'Europe par la simple utilisation des appareils bureaucratiques et la voie froide. La destruction des capacités de combat du prolétariat français, tout autant que le fait qu'elle se réalise par la voie froide, avait naturellement une importance majeure pour la bourgeoisie française. Le bonapartisme gaulliste donnait au grand capital français l'espoir de résoudre « *rationnellement* » les problèmes de sa décadence, c'est-à-dire de sauvegarder au maximum ses positions internationales, en sacrifiant, d'une part, des secteurs entiers de la petite et même de la grande-bourgeoisie, en contraignant, d'autre part, la jeunesse et la classe ouvrière à subir sans réagir la surexploitation, la déqualification, la mobilité de la main-d'œuvre, le chômage, la déchéance, la destruction des positions économiques et politiques conquises, en évitant enfin la guerre civile à l'issue incertaine et qui, en tout cas, ne pourrait que précipiter la décadence de l'impérialisme français. Mais la réussite de l'entreprise dont était chargé de Gaulle n'avait pas moins d'importance pour l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin que pour la bourgeoisie française. La défaite politique subie par la classe ouvrière en juin 1958 laissait espérer au capital international que s'ouvrait un processus de défaites successives à infliger au prolétariat européen. Il fallait néanmoins que le recul de la classe ouvrière française se transforme en écrasement. Les bourgeoisies d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique, de Hollande, d'Italie, n'ont, pas moins que la bourgeoisie française, un pressant besoin de discipliner le prolétariat de leur pays. Les prolétariats de ces pays subissent natu-

rellement l'influence du cours de la lutte des classes en France et inversement. Il était donc particulièrement important que le prolétariat français ait subi cette défaite politique. Cependant, en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Italie, la bourgeoisie était obligée d'avoir recours à une forme politique classique afin d'imposer une politique nullement classique : l'intégration des syndicats à l'Etat, la destruction des positions économiques et politiques conquises par la classe ouvrière. En Angleterre, le Labour Party prenait la direction du gouvernement. En Allemagne, en Belgique, en Italie, les partis socialistes participaient aux gouvernements. La nuance entre la solution politique qu'incarnait de Gaulle et le type de gouvernement à direction ou à participation socialiste n'était pas mince. Elle traduisait un rapport politique différent entre les classes, à l'avantage de la classe ouvrière, là où la bourgeoisie gouvernait par partis ouvriers interposés. Le coup d'Etat militaire en Grèce allait dans le sens d'une modification de ce rapport en faveur de la bourgeoisie européenne. De Gaulle au pouvoir en France, le coup d'Etat militaire en Grèce contribuaient à soutenir les dictatures fascistes de Franco et Salazar confrontées à un bouillonnement constant du prolétariat de ces pays.

La chute de De Gaulle est une catastrophe politique pour les bourgeoisies d'Europe. Sa signification la plus générale consiste en ceci : même le bonapartisme gaulliste n'est pas parvenu à froid à discipliner la classe ouvrière, à la plier aux exigences de la survie de l'impérialisme français décadent, à la détruire comme force sociale et politique organisée et combattante. Les gouvernements à direction ou à participation socialistes sont nécessaires afin de contenir la classe ouvrière ; à la limite, ils peuvent mettre en

place certaines structures et une législation anti-ouvrières telles que les lois sur l'état d'urgence en Allemagne, la législation Wilson-Barbara Castle en Grande-Bretagne, qui limite le droit de grève, et la législation sur la politique des « *revenus* ». Mais ils sont encore moins capables que le bonapartisme gaulliste d'édifier l'Etat fort, l'Etat corporatiste dont toutes les bourgeoisies d'Europe ont besoin. L'impérialisme mondial ne peut fondamentalement inverser les rapports de forces entre les classes dans les principaux pays d'Europe, tels qu'ils sont issus de la vague révolutionnaire contenue de la fin de la deuxième guerre mondiale, que par la guerre civile, détruisant le prolétariat des principaux pays d'Europe occidentale, France, Angleterre, Italie, Allemagne, comme force sociale organisée.

La chute de De Gaulle, malgré l'apparence de continuité de la V<sup>e</sup> république, est une victoire politique de la classe ouvrière française, elle est inséparable de la grève générale de mai-juin qu'elle prolonge. L'initiative politique est ressaisie par la classe ouvrière française, qui réclamera, en s'engageant, à plus ou moins long terme, dans le combat, que cette victoire politique soit honorée. Des luttes de classe d'une ampleur inégalée sont à l'ordre du jour en France. Inéluctablement, elles se recouperont avec les luttes des classes ouvrières anglaise, allemande, italienne, belge, etc. Elles se répercuteront sur la classe ouvrière espagnole.

La chute du bonapartisme gaulliste est un facteur de radicalisation du prolétariat européen dans son ensemble, tandis que, déjà, se dessine en Angleterre la marche de la classe ouvrière vers des luttes politiques de grande ampleur contre le gouvernement Wilson et contre le retour à un gouvernement tory, que se succèdent en Italie des affrontements de classe, véritables embryons de guerre civile, qui annoncent une explosion du prolétariat italien dans son ensemble, qu'en Espagne ne cessent de fermenter la jeunesse et la classe ouvrière que le régime franquiste ne parvient plus à briser par la répression. Elle aggrave sur tous les plans la crise de l'impérialisme en Europe et dans le monde. La bourgeoisie

française est naturellement la première frappée, mais la chute de De Gaulle est un facteur qui accélère la crise du système monétaire international, qui pousse à la dislocation du marché mondial et, par conséquent, du marché commun. Elle intervient au moment précis où l'impérialisme américain doit recourir de plus en plus au soutien financier de l'Allemagne fédérale, au marché de l'euro-dollar, pour soutenir le dollar, à un moment où la livre vacille à nouveau. Elle se produit alors que l'impérialisme américain modifie sa stratégie mondiale, et a le plus urgent besoin que soient refoulés et broyés les prolétariats des pays capitalistes économiquement développés, dont celui de l'Europe en particulier.

L'instabilité des rapports entre les classes ne se limite pas à l'Europe occidentale. Au cœur même de la puissance impérialiste, qui est le pilier de l'impérialisme mondial, de grandes grèves éclatent ; la fraction la plus explosive du prolétariat américain, le prolétariat noir, cherche la voie de son émancipation. Sans nourrir aucune illusion sur la maturité politique du prolétariat américain en général, et du prolétariat noir en particulier, il faut souligner que le prolétariat américain et sa fraction noire possèdent une puissance à la mesure de la puissance économique de l'impérialisme américain. La dislocation de l'économie capitaliste mondiale déchaînerait inéluctablement aux Etats-Unis des luttes de classes d'une ampleur et d'une violence inégalées à l'échelle américaine. La maturation politique du prolétariat américain pourrait alors se développer à une vitesse sans précédent dans l'histoire de la lutte des classes. L'influence du cours de la lutte des classes en Europe, Europe de l'Est et U.R.S.S. comprises, serait déterminante sur le prolétariat américain — blanc et noir — comme facteur de sa maturation politique.

Mais la chute du bonapartisme gaulliste, les développements de la lutte des classes en Europe occidentale dont elle est une expression, avec laquelle elle se combine, et qu'elle accélère, doivent être intégrés à la crise du stalinisme. La bureaucratie du Kremlin est confrontée à des problèmes qu'elle ne peut résoudre à son propre compte.

## V. La Tchécoslovaquie et la crise de la bureaucratie du Kremlin

La lutte politique qui a ouvert la voie à la révolution politique en Tchécoslovaquie, et contre laquelle la bureaucratie du Kremlin n'a trouvé d'autre recours que l'intervention militaire brutale, n'est pas résolue pour autant par cette intervention. La classe ouvrière tchécoslovaque recule, mais elle est loin d'être écrasée. Dix mois après l'intervention militaire, la phase actuelle est encore celle de la reconstruction, au service du Kremlin, de l'appareil qui avait éclaté. La crise tchécoslovaque est une expression de la crise

générale de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. Les réformes économiques traduisent, dans le langage de l'économie, le déplacement politique de la bureaucratie du Kremlin, qui s'appuie de plus en plus sur l'impérialisme et les forces bourgeoises en U.R.S.S. et en Europe orientale, contre les prolétariats de ces pays. Faute de pouvoir gérer selon les méthodes héritées de Staline, l'économie de l'U.R.S.S. et d'Europe orientale, parce que le conflit chronique qui les oppose à la classe ouvrière de leurs

pays devient de plus en plus ouvert, les bureaucraties parasitaires sont contraintes de s'en remettre à la loi de la valeur et aux lois qui s'expriment sur le marché comme régulateurs de l'économie. Ce faisant, elles accroissent la pression de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est, et développent en même temps les forces centrifuges qui tendent à les faire éclater.

Trotsky définissait la bureaucratie du Kremlin comme une excroissance parasitaire née de l'isolement de la révolution russe, et non comme une classe sociale. Il qualifiait la bureaucratie du Kremlin d'agent de la bourgeoisie mondiale au sein de l'Etat ouvrier, bien que liée aux rapports sociaux établis en U.R.S.S. par la révolution d'Octobre. Jamais la signification profonde de cette définition n'a eu plus d'importance qu'actuellement. Jamais elle n'a eu plus d'implications pratiques. Elle est indispensable à la compréhension de la politique de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de leurs déchirements internes.

La gestion bureaucratique de l'économie planifiée aboutit, dans les cas extrêmes, à une régression des forces productives à partir d'un certain stade. Ainsi en est-il en Tchécoslovaquie. L'exemple est déterminant, car la Tchécoslovaquie est un des pays les plus hautement industrialisés, il était hier parmi les plus intégrés à la division internationale du travail et au marché mondial. Justement pour ces raisons, en Tchécoslovaquie, les méthodes bureaucratiques de gestion, l'isolement de la division du travail du marché mondial, se révèlent en contradiction absolue avec les rapports sociaux de production qui résultent de la révolution d'Octobre et qui ont été étendus aux pays de l'Europe de l'Est passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin à la fin de la deuxième guerre mondiale. A un degré moins élevé, la même situation existe pour tous les pays d'Europe de l'Est et pour l'U.R.S.S.

Les réformes économiques valent et prennent leur signification en fonction de qui les dirigent et par la politique dans laquelle elles s'intègrent, par les rapports de classe qu'elles traduisent et renforcent. En d'autres termes, il s'agit de savoir qui dirige l'Etat ouvrier dégénéré ou déformé, et dans quelle situation politique d'ensemble, nationale et internationale.

Les réformes économiques traduisent le rapport antagoniste entre le prolétariat des pays de l'Europe de l'Est, le prolétariat mondial, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites, qui débouche sur une lutte des classes exacerbée entre les bureaucraties parasitaires et les prolétariats d'U.R.S.S. et d'Europe orientale. Il s'agit en effet d'une lutte de classes, car, bien que la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne forment pas une classe sociale, elles agissent comme agences de l'impérialisme en U.R.S.S. et en Europe orientale contre le prolétariat de ces pays. Cette lutte ne peut se conclure que par la destruction, au compte de l'impérialisme mondial, des rapports sociaux établis à la suite de la

révolution russe et étendus à l'Europe de l'Est, ou par la victoire du prolétariat par la révolution politique régénérant l'Etat ouvrier.

L'intervention de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie s'éclaire d'un jour singulier à la lumière d'un article publié par le journal *Le Monde* du 2 avril 1969, article écrit par le journaliste Georges Dadiants (commentateur de l'agence de presse de la bureaucratie du Kremlin, *Novosti*) :

« La frontière que nous défendons. »

« Pour certains, en Occident, les accrochages sur le fleuve Oussouri ne sont qu'une manifestation d'un conflit idéologique entre deux « variétés du communisme » qui ne les touche que de très loin. Cette fausse prémisse sert de base à des déductions politiques et stratégiques erronées... Au début de la guerre soviéto-germanique, il s'est trouvé des hommes politiques, aux Etats-Unis, pour se réjouir de l'agression allemande contre l'U.R.S.S., estimant que leur propre rôle serait celui de spectateurs, tandis que les deux pays se livreraient à une lutte à mort. Rappelons que leur myopie n'a pas évité au monde la catastrophe de Pearl Harbour.

« Il est peut-être encore prématuré de tracer un parallèle entre la Chine maoïste et l'Allemagne hitlérienne. Mais il est hors de doute que les contradictions entre la direction chinoise, d'une part, les forces de la paix et du socialisme dont l'Union soviétique est la base, d'autre part, ont, depuis longtemps, dépassé le cadre du conflit idéologique initial (...).

« L'aventurisme belliciste chinois, appuyé en théorie sur une interprétation dénaturée du marxisme, devient un facteur très alarmant dans la vie internationale, surtout si l'on sait que la Chine se transforme en cinquième puissance nucléaire. Tout en poursuivant ses provocations armées contre l'U.R.S.S. et en entravant autant que possible tout règlement de paix en Asie (y compris au Vietnam), la Chine pourra, durant les prochaines années, manifester une activité particulièrement intense en Inde, en Birmanie, en Thaïlande ou au Laos. Un journal italien indique que l'actuelle direction chinoise revendique des territoires appartenant, non seulement à l'U.R.S.S., mais aussi au Népal, à la Birmanie, au Vietnam, au Laos, au Cambodge, à la Thaïlande et à d'autres pays. Qui nous garantit que l'« activité » du groupe maoïste ne dépassera pas les frontières du continent asiatique ? Rappelons que le militarisme nippon disposait de réserves humaines beaucoup plus limitées que le chauvinisme chinois de grande puissance. Nous n'avons jamais identifié le groupe de Mao au peuple chinois. Le danger que représente aujourd'hui la Chine vient de l'idéologie et de la politique belliciste du maoïsme, tout comme le danger que représentaient jadis l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste venait de

*l'idéologie et de la politique du fascisme.*  
« En ce sens, la frontière que défend l'Union soviétique sur 6 500 km n'est pas seulement la frontière soviéto-chinoise. »

Dadiants n'a écrit un tel article que dûment mandaté par le Kremlin.

Toute la politique de la bureaucratie du Kremlin s'y dessine parfaitement. La comparaison du « maoïsme » avec l'hitlérisme et le militarisme japonais est avancée pour justifier une politique d'alliance, comme au temps de la deuxième guerre impérialiste, entre la bureaucratie du Kremlin, l'impérialisme américain et les autres impérialismes. Mais cette « alliance » serait fondamentalement différente : au cours de la deuxième guerre impérialiste, l'alliance de l'U.R.S.S. avec les impérialismes anglo-franco-américain n'était nullement condamnable en principe. L'U.R.S.S., aux prises avec l'impérialisme allemand, menacée sur ses arrières par l'impérialisme japonais, était en droit d'utiliser les contradictions interimpérialistes et de conclure une alliance avec les Etats-Unis et l'Angleterre impérialistes, contre les impérialismes allemand, italien, japonais. Encore fallait-il que cette alliance ne soit pas en même temps conclue contre le prolétariat mondial. Ce fut le cas : cet aspect devenant de plus en plus dominant au fur et à mesure que la guerre touchait à sa fin.

La conférence des P.C. qui s'est tenue à Moscou du 5 au 17 juin s'insère dans la politique définie crûment par l'article de cet agent du Kremlin. Son objet essentiel était la condamnation de la « politique nationaliste du groupe de Mao », comme l'a déclaré Brejnev. Elle visait à resserrer l'appareil international du stalinisme fissuré, à le discipliner plus étroitement à la bureaucratie du Kremlin. Mais l'attaque politique, le bruit d'armes, dirigés contre la Chine n'ont pas pour

objet l'attaque imminente contre celle-ci. Il s'agit de brandir la « menace chinoise », d'évoquer la « puissance atomique de la Chine » en vue de justifier la politique de répression de la révolution politique en Tchécoslovaquie, la renaissance des méthodes staliennes en U.R.S.S. contre le bouillonnement des intellectuels qui prélude, comme ce fut le cas en Pologne et en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1967-1968, à l'intervention sur la scène politique du prolétariat de l'U.R.S.S.

Au nom de la lutte contre le « militarisme, le chauvinisme de grande puissance, du maoïsme », que l'on compare au « militarisme japonais, à l'hitlérisme », et qui menacerait, non seulement la « frontière sino-soviétique », mais, bien sûr, toutes les « valeurs de la civilisation occidentale », il s'agit de justifier l'alliance pour la défense de ces « valeurs », de la « civilisation », de la « culture », de la « démocratie » et de la « paix » avec l'impérialisme mondial, principalement avec l'impérialisme américain. La volonté de faire front en commun contre « le maoïsme, le militarisme chinois » implique, en premier lieu, de contribuer à assurer l'ordre impérialiste menacé dans ses bases : au Japon, aux Etats-Unis, mais surtout en Europe. En échange, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites implorent l'impérialisme américain et les impérialismes européens de garantir le statu quo en Europe. Or c'est justement cela qui est impossible, aussi bien du point de vue de l'impérialisme que de celui du prolétariat.

La bureaucratie du Kremlin, confrontée avec la nouvelle phase de la lutte des classes qui s'annonce, confirme la caractérisation que donnait d'elle Trotsky : définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, elle est l'agent de la bourgeoisie mondiale au sein des Etats ouvriers.

## VI. La crise du stalinisme et la conférence des P.C. à Moscou

Mais il s'agit précisément d'Etats ouvriers qui, même dégénérés ou déformés, sont néanmoins fondés sur des rapports sociaux qui font du prolétariat la classe sociale décisive, dont la puissance écrasante se révèle dès qu'il se met en mouvement. Le prolétariat russe n'est plus le prolétariat épuisé d'après la guerre civile, le prolétariat saigné d'après la seconde guerre mondiale. Le prolétariat de l'Europe de l'Est a un poids infiniment plus considérable que celui qu'il avait avant la guerre. La politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites met son existence en question. Ainsi que le démontre le cours des réformes économiques en Yougoslavie, les réformes économiques en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, même si elles ne vont pas encore aussi loin que la réforme yougoslave, mettent en cause les conditions d'existence de centaines de millions de

travailleurs, leur garantie d'emploi, leur qualification, leurs avantages sociaux. Les réformes économiques menacent les travailleurs d'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est d'être réduits au chômage. La jeunesse étudiante et ouvrière est particulièrement menacée par les réformes des systèmes d'enseignement, par la déqualification, par le chômage. Le carcan bureaucratique est devenu insupportable aux nouvelles générations d'intellectuels, scientifiques, écrivains, artistes, professeurs. En d'autres termes, la politique de la bureaucratie du Kremlin menace toutes les forces sociales qui accomplissent des fonctions nécessaires à la société, à la croissance des forces productives, au développement de la culture.

Mais la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, en même temps qu'elle est indispensable à la défense de leurs privilèges, les

disloque. Le bloc avec l'impérialisme américain contre la Chine, l'accord avec l'impérialisme afin de briser le prolétariat des pays capitalistes avancés, les réformes économiques mettent en cause les rapports sociaux établis en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, sources des privilèges de la bureaucratie. La pression de l'impérialisme en est renforcée. La nécessité pour la bureaucratie d'engager le combat ouvert contre la classe ouvrière, la jeunesse, les intellectuels d'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, aboutit inéluctablement à la guerre civile contre ces couches, et détruit, au profit de l'impérialisme mondial et des forces bourgeoises en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, les rapports sociaux établis dans ces contrées. Les bureaucraties satellites de l'Europe de l'Est s'efforcent, chacune selon ses intérêts spécifiques, de réaliser cette politique, de nouer des liens directs, économiques et politiques avec les différentes bourgeoisies. Tout cela disloque les bureaucraties parasitaires, la bureaucratie du Kremlin en premier, parce que cela revient, afin de défendre les privilèges bureaucratiques, à remettre en cause la base sociale de ces privilèges.

Les contradictions internes et les déchirements au sein de la bureaucratie du Kremlin, au sein des bureaucraties satellites et entre elles sont d'une importance décisive du point de vue politique. Par les failles ouvertes dans l'appareil international du stalinisme s'est précipitée la révolution politique en Tchécoslovaquie. L'intervention militaire a fini de détruire l'appareil bureaucratique en Tchécoslovaquie. Il est à reconstruire entièrement. Mais, en même temps, la crise interne de la bureaucratie du Kremlin en a été aggravée. En effet, pour briser le prolétariat tchécoslovaque, la bureaucratie n'a qu'un moyen : l'épuration sanglante, la répression la plus brutale du prolétariat tchécoslovaque. Cependant ce cours ne peut être limité à la seule Tchécoslovaquie, il doit être étendu à tous les pays d'Europe orientale et à l'U.R.S.S. elle-même. Le stalinisme de Staline doit être repris, avec toutefois cette différence fondamentale : les rapports politiques entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, entre la bureaucratie du Kremlin et le prolétariat mondial ne sont plus les mêmes. Les méthodes de Staline ne peuvent plus être utilisées que comme instruments de la restauration capitaliste. La lutte fait rage au sein de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. En U.R.S.S., c'est en utilisant ces contradictions et en s'appuyant sur la poussée élémentaire de la classe ouvrière que parvient à s'exprimer tout un courant d'opposition à la bureaucratie, qui s'est opposé à l'intervention en Tchécoslovaquie et l'a condamnée, qui continue la lutte en posant les problèmes des libertés démocratiques, des nationalités, du prolétariat de l'U.R.S.S. et parvient, malgré la répression, à maintenir et peut-être à amplifier une activité organisée.

Cette crise entrave l'action répressive de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie. La résistance, pied à pied, du prolétariat tchécoslovaque s'alimente

de la lente maturation des prolétariats des autres pays de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. et des contradictions au sein des bureaucraties, et elle les renforce. En ce sens, le prolétariat tchécoslovaque n'est pas isolé.

La conférence de Moscou des P.C. porte de nouveau témoignage de cette situation. Nécessaire à la bureaucratie du Kremlin afin de faire condamner la Chine, de jeter un voile sur son intervention militaire en Tchécoslovaquie, d'accentuer sa politique de coopération avec l'impérialisme contre les prolétariats des pays économiquement développés, de resserrer son contrôle sur son appareil international, cette conférence a, au contraire, souligné les contradictions qui disloquent cet appareil international et la déchirent elle-même jusqu'en ses sommets. L'intervention du plus grand parti communiste d'Europe occidentale, le parti communiste italien, a consacré les cassures qui s'opèrent au sein de l'appareil international du stalinisme et qui recourent celles qui se creusent dans les sommets de la bureaucratie du Kremlin. Berlinguer, au nom du P.C.I., s'est élevé contre ce qu'il a appelé le bipartisme américano-soviétique ; la discipline mécaniquement imposée de Moscou aux différents P.C. ; la condamnation sans appel de la Chine. Suivi par plusieurs P.C. de moindre importance, il a soulevé la question de la Tchécoslovaquie. Ces prises de positions n'ont rien à voir avec une prétendue « démocratisation » de l'appareil international du stalinisme. Elles ne veulent pas plus dire que les P.C., et le P.C.I. entre autres, rompent leurs liens avec le Kremlin. Elles sont le fait de P.C. qui, sans aucun doute, sont gênés par la politique du Kremlin en fonction de leurs positions dans la lutte des classes dans leur pays. Mais elles ne prennent toute leur importance qu'autant qu'elles sont en corrélation avec les luttes politiques qui se déroulent au Kremlin même. La publication « objective », dans la *Pravda*, des interventions des délégations qui s'opposent à la ligne officielle prouve qu'elles sont les porte-parole de cette aile de la bureaucratie du Kremlin qui, jusqu'au sommet de l'appareil, est effrayée par le cours politique de ces dernières années et par son accentuation. La Tchécoslovaquie ressemble à un bouchon que l'on immerge de force et qui, à chaque moment, remonte à la surface. S'il en est ainsi, cela vient de ce que la Tchécoslovaquie concentre tous les problèmes qui confrontent la bureaucratie du Kremlin et qui la brisent : ses relations avec l'impérialisme d'une part, celles avec le prolétariat mondial de l'autre. Tout mouvement fait dans un sens ou dans l'autre aggrave les brisures, les déchirures au sein de la bureaucratie du Kremlin, et cependant l'immobilisme est impossible.

Toute l'habileté manœuvrière de la bureaucratie du Kremlin revient à faire face à la classe ouvrière en isolant les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est les uns des autres, les prolétariats de l'Europe de l'Est du prolétariat de l'U.R.S.S., les prolétariats de l'Europe de l'Est et de l'U.R.S.S. des prolétariats du

reste de l'Europe et du monde. Ainsi, elle a contribué à contenir la vague révolutionnaire qui est née au cours de la deuxième guerre mondiale ; elle a écrasé les mouvements révolutionnaires des années 53 et 56 en Allemagne de l'Est et en Pologne et finalement la révolution hongroise des conseils ; elle ne parvient pas à isoler le prolétariat tchécoslovaque. Certes, la liaison entre le prolétariat tchécoslovaque et les autres prolétariats n'est pas directe et organisée, elle est « objective », mais néanmoins immédiate, en raison des développements dans les relations de classes qui se sont produites au cours de ces dernières années. Engager la répression sanglante et brutale contre le prolétariat tchécoslovaque revient à franchir un stade décisif, ce serait la première phase de la guerre

civile contre les prolétariats de l'Europe de l'Est et l'U.R.S.S. Ne pas engager cette répression aurait comme conséquence une maturation plus ou moins rapide mais inéluctable de la révolution politique dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en U.R.S.S. Dans les deux cas, l'appareil international du stalinisme et la bureaucratie du Kremlin se brisent. Or l'une des leçons les plus importantes des luttes de ces quinze dernières années consiste en ce que, compte tenu des rapports sociaux établis par la révolution d'Octobre, le prolétariat est la force sociale décisive qui s'impose dès que les appareils bureaucratiques craquent. Il en fut ainsi en Pologne et en Hongrie en 1956. Il en fut encore ainsi en Tchécoslovaquie en 1968.

## VII. La crise révolutionnaire qui s'ouvre

La liaison des prolétariats d'Europe orientale entre eux et avec le prolétariat russe s'affirme objectivement, elle a ses racines dans l'unité des problèmes qui les confrontent, leur maturation est croissante. Mais elle existe également entre ces prolétariats et ceux d'Europe occidentale. L'exemple le plus direct en est fourni par l'Allemagne, divisée en deux systèmes sociaux l'un et l'autre forcément instables et finalement inviables. L'unité de l'Allemagne est à la longue inéluctable. Elle répond, non seulement à l'unité de langue et de culture, mais aux exigences économiques. Elle dépend de l'unité de l'Europe tout autant que l'unité de l'Europe découlerait de l'unité de l'Allemagne. La précipitation des crises conjointes, et qui s'alimentent l'une l'autre, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin déblocerait la lutte des classes en Allemagne, entravée depuis la fin de la guerre par la division en deux du prolétariat allemand.

La chute de De Gaulle et la crise sociale et politique qui ne cesse d'opérer en Tchécoslovaquie annoncent une accentuation sans précédent de la lutte des classes en Europe. L'effet politique sur tous les prolétariats européens d'une intensification de la lutte des classes dans un quelconque des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie et naturellement l'U.R.S.S. sera fulgurant : la crise de l'impérialisme et celle de la bureaucratie du Kremlin en seront aussitôt portées à leur point de rupture ; la nécessité de l'unification de l'Europe sur la base d'un seul système social et économique se manifesterait brutalement. L'interdépendance de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie saisirait des dizaines de millions de prolétaires ; la pressante nécessité des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme seul cadre permettant aux prolétariats d'Europe et d'U.R.S.S. de résoudre leurs problèmes, deviendrait évidente.

Il n'est pas moins évident qu'un tel développement de la lutte des classes en Europe aura une influence décisive aux Etats-Unis, au Japon et sur tous les exploités d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine. Le contrôle exercé sur le prolétariat européen par les appareils réformistes et staliniens a eu de très lourdes conséquences sur le développement de la lutte des classes aux Etats-Unis, au Japon et dans les pays économiquement arriérés. Il a contribué à bloquer la maturation politique du prolétariat des Etats-Unis. Il a limité les cadres des combats et l'organisation de classe du prolétariat japonais. Il a favorisé le rôle des directions petites-bourgeoises dans les pays économiquement arriérés, leur contrôle sur les masses ouvrières et paysannes.

Le nouveau cours de la lutte des classes en Europe ouvrira à court terme de nouvelles perspectives aux prolétariats du Japon et des Etats-Unis, en même temps qu'il obligera les impérialismes américain et japonais à s'orienter vers des modes de domination politique de type fasciste, afin de tenter de maîtriser la crise sociale, économique et politique inéluctable, donc de briser toute organisation du prolétariat de ces pays. Dans les pays économiquement arriérés, la lutte est incessante. Les nouvelles explosions de classes qui viennent de se produire en Argentine, en Uruguay, etc., prouvent que, malgré les dictatures militaires, les bourgeoisies de ces pays ne contrôlent, au compte de l'impérialisme, les processus de classe qu'en surface. En Asie, l'Inde et le Pakistan ne sont pas plus stables. Au Vietnam, rien n'est réglé. D'une crise révolutionnaire en Europe, la lutte des ouvriers et paysans vietnamiens tirerait les conditions de la victoire sur l'impérialisme américain. Malgré le coup d'arrêt donné à la « révolution culturelle » en Chine, malgré la reconstruction de l'appareil bureaucratique, durement éprouvé par ses déchirements internes, et dont le IX<sup>e</sup> congrès du P.C.C. a été un moment, les

mêmes problèmes demeurent. La révolution chinoise ne peut être cantonnée à la Chine. Elle reste un facteur de mobilisation des masses ouvrières et paysannes d'Asie. Les rapports sociaux qu'elle a instaurés ne peuvent jouer à plein leur rôle dans le développement des forces productives que si la révolution politique balaie la bureaucratie chinoise, et que s'ils sont étendus, en particulier, aux pays hautement industrialisés d'Asie (Japon). Ils ne peuvent être pleinement efficaces qu'autant que la coopération économique avec l'U.R.S.S. est reprise sur de nouvelles bases, c'est-à-dire à partir du renversement de la bureaucratie du Kremlin par le prolétariat de l'U.R.S.S., accomplissant la révolution politique, et que si l'ensemble des pays économiquement développés participent au développement économique de la Chine, c'est-à-dire si la révolution sociale s'y accomplit. La pression conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin sur la bureaucratie chinoise aboutira obligatoirement à de nouvelles crises et scissions en son sein. La résistance de la bureaucratie chinoise à cette pression est un élément de dislocation de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international. En U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle a un écho considérable sur les couches bureaucratiques de ces pays qu'effraie la politique qui tend à transformer les bureaucraties en simples agences de l'impérialisme et de la restauration capitaliste. Mais, inversement, la crise de la bureaucratie du Kremlin, en se précipitant, alimentera celle de la bureaucratie chinoise, qui est, elle aussi, prise au piège de l'histoire : la « *coexistence pacifique* » à la chinoise n'étant pas plus réalisable que la « *coexistence pacifique* » à la mode du Kremlin.

L'unité de la lutte des classes mondiale s'affirme avec la crise révolutionnaire qui s'annonce en Europe, et qui concerne aussi bien les pays de l'Europe occidentale que ceux d'Europe orientale et l'U.R.S.S. elle-même. En Europe fusionnent la révolution sociale et la révolution politique. Les rapports entre les classes y sont tels que s'y concentrent toutes les contradictions et faiblesses de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, tandis que la classe

ouvrière occupe des positions de classe très puissantes, et concentre l'expérience de plus d'un siècle de luttes. Sans modifier radicalement les rapports entre les classes en Europe dans la toute prochaine période, l'impérialisme mondial et la bureaucratie du Kremlin n'échapperont pas à une crise qui les disloquera. La grève générale de mai-juin 1968, la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie au printemps et en été 1968, la chute de De Gaulle, sont les premières explosions d'une nouvelle crise révolutionnaire qui mûrit en Europe et se répercutera dans le monde entier.

Une nouvelle période de grands bouleversements est ouverte. Une nouvelle crise révolutionnaire mondiale s'annonce. Compte tenu de la puissance du prolétariat dans les pays économiquement développés, des positions qu'il occupe, de la faiblesse, de l'irréversible décadence des impérialismes européens, de la nécessité, pour l'impérialisme américain, de faire valoir ses intérêts spécifiques, de la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, de la crise de l'appareil international du stalinisme, de l'échec de la stratégie mondiale développée ces dernières années par l'impérialisme américain, de l'échec de la politique de domestication à froid des prolétariats d'Europe occidentale par les bourgeoisies décadentes d'Europe, de l'échec de la politique de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, l'impérialisme ne peut échapper à une gigantesque crise sociale, économique et politique, la bureaucratie du Kremlin ne peut éviter d'être déchirée en ses composantes. Le monde entier s'achemine manifestement vers un chaos sans précédent. Mais ce chaos ne sera pas arbitraire. Il sera ordonné par les lois de la lutte des classes. Si le prolétariat, s'appuyant sur les positions déjà conquises, les dépasse, s'il parvient à se forger les instruments de la lutte et de la conquête du pouvoir politique, s'il unifie ses combats à l'échelle internationale, le nouvel ordre qui résultera sera le socialisme.

Les instruments nécessaires, ce sont les partis révolutionnaires, l'Internationale.

Sinon le monde roulera vers la barbarie.

## VIII. Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale et les acquis théoriques et politiques du prolétariat

La IV<sup>e</sup> Internationale, qui fut fondée par Léon Trotsky comme expression de la lutte du prolétariat mondial pour le socialisme, n'a d'autres intérêts à défendre que ceux de la classe ouvrière comme classe. La période qui vient de s'ouvrir est celle de la révolution imminente. La classe ouvrière de chaque pays, le prolétariat mondial n'ont d'autres recours, pour se

défendre en tant que classes, que la révolution sociale dans les pays capitalistes, la révolution politique dans ceux passés sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin. Il leur faut détruire le pouvoir politique de la bourgeoisie, chasser les bureaucraties parasites en Europe de l'Est et en U.R.S.S., constituer leur propre pouvoir politique. Partout, la question



du pouvoir est posée au prolétariat, tant comme condition de sa défense contre la bourgeoisie et son État qui, pour assurer la survie du régime du profit, doivent broyer la classe ouvrière comme force politique organisée, que comme condition de sa défense contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites qui, pour perpétuer leurs privilèges, menacent de détruire les conquêtes révolutionnaires de la révolution d'Octobre et ne peuvent, en tant qu'agences de la restauration bourgeoise, que vouer au chômage, à la misère, à la mort des dizaines de millions de prolétaires.

Ce qui fonde le prolétariat comme classe, c'est son combat et son organisation contre l'exploitation, qu'il cesse alors de subir passivement. Le prolétariat mondial, pas plus que le prolétariat de chaque pays, n'est seulement une masse exploitée. Au cours d'une lutte de classe plus que séculaire, il a forgé des organisations, il a conquis des positions. Les sectaires, radicalement condamnés par le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, refusent de considérer que ce qui constitue le prolétariat en classe, ce sont les organisations, syndicats et partis qu'il a construits. Ils refusent de considérer les acquis, les positions occupées, les garanties et droits conquis par la classe ouvrière dans les pays capitalistes économiquement développés comme étant des points d'appui de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, son État, son gouvernement ; ils rejettent les rapports sociaux de production qu'a établis la révolution d'Octobre et qui furent étendus à l'Europe de l'Est comme ceux qu'a constitués la révolution chinoise, sous le prétexte que ce sont des bureaucraties parasitaires qui les gèrent ; ils opposent la lutte pour les revendications fondamentales de la classe ouvrière et de la jeunesse à la lutte pour le pouvoir. Ils privilégient telle forme de lutte par rapport aux autres. Ils cherchent à substituer une couche spécifique (étudiants, lycéens, jeunes, intellectuels) à la classe ouvrière comme classe, à substituer les « actions exemplaires » à la mobilisation et à l'action de la classe ouvrière comme classe. Ils opposent l'« avant-garde » aux masses ; ils refusent de considérer et de participer à la dialectique historique de la lutte de classe du prolétariat mondial.

Les opportunistes identifient le prolétariat aux appareils bureaucratiques des syndicats et des partis ouvriers ; ils considèrent les positions conquises par la classe ouvrière comme le but et la fin de sa lutte de classe ; ils estiment que les rapports sociaux qui existent en U.R.S.S., dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine s'incarnent dans les bureaucraties parasitaires ; ils sont contre la lutte pour le pouvoir au nom de la « défense des revendications » ; ils privilégient les formes démocratiques bourgeoises au détriment de l'action de masse, ils font de la « démocratie » une chose en soi. Ils subordonnent les masses aux appareils et fragmentent la classe ouvrière et la jeu-

nesse en leurs différentes composantes ; comme les sectaires, ils s'opposent à la dialectique historique de la lutte de classe du prolétariat.

La IV<sup>e</sup> Internationale est partie intégrante du mouvement ouvrier. Elle est née dans le cours de la lutte du prolétariat mondial contre la bourgeoisie et ses agences au sein du mouvement ouvrier. Son programme exprime de façon consciente la lutte du prolétariat mondial pour le pouvoir, pour le socialisme. Elle fonde son action sur les acquis théoriques et pratiques de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier. Elle assume la continuité historique du marxisme, trahie par les directions réformistes et stalinienne. La méthode de la IV<sup>e</sup> Internationale consiste à unir la classe ouvrière en tant que classe, contre le pouvoir bourgeois dans chaque pays capitaliste, contre les bureaucraties parasitaires au pouvoir en U.R.S.S., en Chine et dans les pays de l'Europe de l'Est, elle consiste à l'unir internationalement contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires.

Loin d'opposer, comme les sectaires ou les opportunistes, la défense des droits, garanties, libertés, revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse à la lutte pour le pouvoir, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale fonde la lutte pour le pouvoir sur leur défense. La vieille opposition entre programme minimum et programme maximum, entre lutte pour les réformes et révolution est dépassée. La bourgeoisie, l'impérialisme ne sont pas seulement incapables de développer les forces productives, mais encore leur système social engendre de brusques catastrophes, crises, guerres, qui mettent en cause tous les acquis de l'humanité. La crise du système monétaire annonce la dislocation du marché mondial ; une paupérisation sans précédent de millions et de millions de travailleurs ; la fermeture de toutes perspectives à la jeunesse ouvrière et étudiante ; la chute de millions et de millions de petits-bourgeois des villes et des campagnes dans une misère noire ; la ruine de couches importantes de la grande bourgeoisie ; la destruction d'immenses ressources ; la décomposition de la culture. Le parlementarisme bourgeois, là où il s'est maintenu, est une survivance de la période de l'impérialisme ascendant, il ne résistera pas à la crise qui se prépare. Les aventures impérialistes apparaîtront toujours plus comme la seule issue pour les impérialismes les plus puissants. C'est pourquoi toute lutte de masse, quels qu'en soient les points de départ — défense des revendications, des droits, garanties, positions conquis par la classe ouvrière ; défense du droit à l'emploi, à la formation professionnelle, à la culture pour la jeunesse ; lutte pour la planification de l'économie sous le contrôle des travailleurs, pour l'expropriation de la bourgeoisie ; défense des libertés démocratiques ; lutte contre le militarisme et l'impérialisme — pose la question du pouvoir.

## IX. Lutte pour le pouvoir, Front unique de classe, partis révolutionnaires

La lutte pour le pouvoir exige que la classe ouvrière combatte comme classe et qu'elle entraîne les millions de petits-bourgeois des villes et des campagnes à sa suite. Sous les formes concrètes correspondant aux conditions historiques de l'organisation de la classe ouvrière en tant que classe (à son organisation en partis et syndicats) ainsi qu'à la situation politique, le combat pour le Front unique de classe est inséparable de la lutte pour le pouvoir. Il ne suffit pas de proclamer la nécessité de lutter pour le pouvoir, de détruire l'Etat bourgeois, de construire l'Etat ouvrier, d'exproprier la bourgeoisie, d'organiser la production selon un plan élaboré et réalisé sous contrôle ouvrier, encore faut-il, à chaque moment, définir quelle forme précise et quel contenu politique peut avoir le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement de transition vers la dictature du prolétariat. Nulle part dans le monde, l'organisation révolutionnaire n'est encore en mesure de poser sa candidature immédiate au pouvoir et de l'exercer. De même que ce serait renvoyer à un lointain futur la lutte pour les revendications que de la conditionner par la prise de la direction des syndicats par les militants des organisations révolutionnaires, de même ce serait avoir une position purement propagandiste en faveur du socialisme que de ne pas formuler le contenu et les formes politiques du gouvernement ouvrier et paysan. A chaque moment, l'organisation révolutionnaire combat pour la réalisation du Front unique de classe. Même si celui-ci ne se réalise que pour des objectifs limités, il n'en permet pas moins à la classe ouvrière de se mobiliser en tant que classe, et, partant, il élève sa conscience politique, il permet d'ouvrir concrètement la perspective de la lutte pour un gouvernement des travailleurs opposé aux diverses formules de gouvernement bourgeois. Là où n'existent pas encore de partis ouvriers, la bataille politique pour un Labour Party, appuyé sur les syndicats, ou formé à partir des syndicats, est indispensable à la perspective du gouvernement ouvrier et paysan, du gouvernement des travailleurs. Là où existent des partis ouvriers dirigés par les bureaucraties social-démocrates ou staliniennes qui contrôlent, séparément ou ensemble, la majorité de la classe ouvrière, il ne saurait être donné de réponse concrète à la question du pouvoir qui n'englobe ces partis : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ; pour ce faire, appuyez-vous sur la classe ouvrière organisée comme classe, expropriez la bourgeoisie !

La stratégie du Front unique de classe, dont l'expression la plus élevée est le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement des organisations ouvrières s'appuyant sur la classe ouvrière organisée comme classe, s'oppose à la politique des appareils réformistes et staliniens. La politique de constitution de gouvernements

ou de participation à des gouvernements bourgeois, telle que la pratiquent Wilson, Brandt, Nenni et le P.C. finlandais, telle qu'elle est définie par les formules des P.C. d'Europe occidentale (démocratie nouvelle, démocratie avancée, Front populaire), respecte, en tout état de cause, l'Etat bourgeois. Elle est, au mieux, une tentative de revivifier le parlementarisme bourgeois. Plus souvent, elle tend à contenir la classe ouvrière qui menace la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement, ou à imposer au prolétariat les conséquences de la décomposition de la société bourgeoise. Derrière l'écran de cette politique, qu'elle se concrétise par la constitution de gouvernements bourgeois ou par la participation à de tels gouvernements, ou encore qu'elle se limite à subordonner la classe ouvrière à un parti de la bourgeoisie dite progressiste, se préparent les forces bourgeoises qui surprennent et écrasent la classe ouvrière politiquement désarmée, sinon démoralisée : l'Indonésie et la Grèce sont parmi les plus récents et tragiques exemples des conséquences de cette politique. Au moment où l'affrontement entre les classes tend à créer des situations de guerres civiles, cette politique doit être plus que jamais dénoncée avec vigueur. Des interludes de gouvernements de ce genre, à l'abri desquels se prépareraient des coups d'Etat militaires et policiers, ne sont pas à exclure. De tels « gouvernements », respectueux de l'appareil de l'Etat bourgeois, masqueraient aux yeux des masses la préparation de ces coups d'Etat, fomentés depuis l'intérieur même de l'appareil de l'Etat bourgeois. De semblables gouvernements, parce qu'ils sont manipulés par le capital financier et, de ce fait, impuissants à résoudre fût-ce une seule question en faveur du prolétariat et des masses exploitées, rejettent automatiquement à droite les masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes, qui deviennent alors utilisables pour la construction de mouvements de type fascistes.

L'un des dénominateurs communs de la social-démocratie, du stalinisme, du centrisme, des renégats de la IV<sup>e</sup> Internationale, de l'anarchisme et du gauchisme-spontanéiste est de rejeter la politique du Front unique de classe : la social-démocratie et le stalinisme au nom du parlementarisme ou des « voies nouvelles vers le socialisme », en fait parce qu'ils sont passés définitivement du côté du maintien de l'ordre bourgeois ; le centrisme, en identifiant gouvernement ouvrier à gouvernement bourgeois sous la direction des organisations ouvrières, en mettant un signe égal entre « Front populaire », « Front démocratique » et Front unique de classe ; l'anarchisme et le gauchisme-spontanéiste, au nom du refus de tout pouvoir, de toute forme d'organisation de la classe « qui engendre le bureaucratisme et les structures répressives » ; les renégats de la IV<sup>e</sup> Internationale,

tantôt à la manière des centristes, tantôt avec les motivations des anarchistes et des « *gauchistes-spontanéistes* ». Quels que soient les « *arguments* » invoqués, le fond de ce refus du Front unique de classe, de la part de tous ces partis, organisations, groupes, courants, est le même : c'est le refus de mobiliser, de centraliser politiquement la classe comme classe et de mettre en cause l'Etat bourgeois. Alors même que dix millions de travailleurs étaient en grève en mai-juin 1968 en France, centristes, gauchistes-spontanéistes, anarchistes et renégats de la IV<sup>e</sup> Internationale préconisaient la lutte pour les « *pouvoirs* » : « *pouvoir étudiant* », « *pouvoir ouvrier dans les usines* », « *pouvoir paysan* », « *pouvoir syndical* ». Ils clamaient : « *le pouvoir est dans la rue.* » Ils refusaient de mettre au centre de leur intervention politique la lutte politique pour la constitution et la fédération, à tous les niveaux, localement, régionalement, nationalement, des Comités de grève jusqu'à la formation du Comité Central National de la grève générale. Sous le masque d'une phraséologie « *radicale* », il s'agit d'un refus de poser la question du pouvoir, la question de la destruction de l'Etat bourgeois, d'un refus du Front unique de la classe ouvrière exprimé sous la forme concrète permettant de l'organiser et de la centraliser politiquement comme classe, refus qui se complétaient. La politique des centristes, des anarchistes, des « *gauchistes-spontanéistes* », des renégats de la IV<sup>e</sup> Internationale varie souvent dans ses expressions ; mais elle est néanmoins d'une parfaite continuité et tous finissent par se rejoindre. Ainsi refusaient-ils de lutter contre l'intégration des syndicats à l'Etat, ainsi appelèrent-ils à boycotter le référendum voulu par de Gaulle afin d'instituer le corporatisme en France ou à voter nul alors que la classe ouvrière n'était pas engagée dans de grands combats qui auraient pu rendre effectif le « *boycott* », comme c'était le cas au mois de mai 1968. Par ailleurs, les mêmes se prononcent, tantôt pour « *l'unité à la base* », tantôt pour les « *réformes de structures* ». Au-delà des contradictions dans les termes, il y a une constante : c'est le refus d'engager la lutte contre l'Etat bourgeois, le refus de mobiliser, de centraliser la classe ouvrière comme classe, le refus de définir les voies et moyens de la mobilisation et de la centralisation du prolétariat en tant que classe, en définissant, à chaque moment, les formes du Front unique de classe en tenant compte des organisations, directions comprises, qui contrôlent et influencent la grande majorité de la classe ouvrière.

La lutte pour le Front unique ouvrier et son expression : le gouvernement des organisations ouvrières est une ligne stratégique et non seulement une tactique. Elle doit être comprise dialectiquement, selon la dialectique de la lutte des classes et du mouvement ouvrier, dont elle est l'expression consciente. Les appareils staliniens et réformistes, les appareils bureaucratiques des organisations syndicales sont liés à la société bourgeoise qu'ils défendent ; ils n'en dépendent pas moins de la classe ouvrière et du mouvement

ouvrier. Au moment où la lutte des classes s'intensifie jusqu'à poser l'alternative : ou bien écrasement politique de la classe ouvrière par la bourgeoisie, destruction des organisations ouvrières, y compris celles que dirigent les appareils traîtres, ou bien destruction de l'Etat bourgeois par la classe ouvrière, constitution du prolétariat en classe dominante, instauration de son propre pouvoir, les appareils sont pris dans une insurmontable contradiction qui tend à les disloquer. La classe ouvrière les charge de réaliser ses aspirations, la bourgeoisie de la protéger contre la classe ouvrière. Exprimer et formuler consciemment les aspirations et les besoins des masses a un effet désagrégateur sur les appareils et peut les obliger à faire des pas en avant dans la voie du Front unique ouvrier, ce qui est un facteur de mobilisation et d'élévation de la conscience politique du prolétariat dans son ensemble. Le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale n'exclut pas que les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, liées à la bourgeoisie, soient obligées d'aller, en certaines occasions, plus loin qu'elles ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. La politique du Front unique prend les appareils comme dans un étau, l'étau des contradictions de classe exprimées consciemment. Parce qu'elle ouvre une voie immédiatement praticable à la classe ouvrière, elle définit la possibilité immédiate de lutter pour le pouvoir, et, en conséquence, a de multiples effets positifs pour celle-ci, notamment pour les militants des partis traîtres qu'il faut, en dernière analyse, détruire. Mobilisation, élévation du niveau de conscience politique, fissures et ruptures au sein des appareils, clarification politique parmi les militants et la classe ouvrière de la nature et du rôle des appareils, prise de conscience de la nécessité du parti révolutionnaire comme facteur de la réalisation du Front unique ouvrier et finalement comme direction politique du prolétariat supplantant les anciens partis ouvriers, tels sont les résultats de l'application de la politique du Front unique.

La politique de lutte classe contre classe s'identifie à la ligne stratégique du Front unique de classe des partis et organisations ouvrières. Elle est étrangère à la « *coexistence pacifique* » entre les partis et organisations traditionnelles de la classe ouvrière et l'avant-garde révolutionnaire qui construit le parti révolutionnaire. Sans définir concrètement, à chaque étape, une politique opposant la classe en tant que classe à la bourgeoisie, à son Etat, à son gouvernement, il est impossible de construire le parti révolutionnaire. Sans construire le parti révolutionnaire, il est impossible de lutter pour le Front unique de classe, pour le gouvernement ouvrier et paysan, la destruction de l'Etat bourgeois et le pouvoir ouvrier.

Dans tous les pays capitalistes, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale implique la stratégie du Front unique ouvrier. La lutte pour le pouvoir, la lutte pour le Front unique ouvrier, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire sont des catégories d'une

même totalité : le combat pour le socialisme. La crise de l'impérialisme, la crise de la bureaucratie du Kremlin et les mutations qui s'opèrent au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier rendent

plus nécessaire et pressante cette bataille politique. C'est en la menant que, conquérant la direction politique de la classe ouvrière, le parti révolutionnaire se prépare au pouvoir.

## X. Revendications, libertés démocratiques, révolution politique, Front unique, pouvoir, parti révolutionnaire : en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine

En U.R.S.S., dans les pays d'Europe de l'Est, en Chine, la construction du parti révolutionnaire n'est pas moins une nécessité pressante que dans tous les pays capitalistes avancés et dans tous ceux dominés par l'impérialisme. Les bureaucraties parasitaires, pas plus que les partis dits communistes et ouvriers, ne peuvent être redressés. Ces partis sont les partis des bureaucraties parasitaires, et nullement des partis « plus ou moins communistes ». La stratégie de la lutte pour le pouvoir dans ces pays n'est pas différente dans ses principes de celle de la lutte pour le pouvoir dans les pays capitalistes avancés : elle tend à mobiliser, à organiser, à centraliser la classe ouvrière comme classe contre les bureaucraties parasitaires. Dans la mesure où ils sont des États ouvriers dégénérés ou déformés, les États des pays de l'Europe de l'Est, de l'U.R.S.S., de Chine ne peuvent être « régénérés progressivement ». L'action révolutionnaire du prolétariat, son organisation comme classe dominante, la destruction des instruments répressifs des bureaucraties parasitaires, le bouleversement des organes de l'État et de gestion de l'économie sont indispensables.

La lutte pour la révolution politique part des besoins les plus élémentaires, en même temps que les plus profonds, du prolétariat, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans kolkhoziens et autres. La défense des revendications « économiques », des garanties d'emploi, de qualification, des avantages sociaux, du droit de la jeunesse aux études et aux garanties pour son avenir, la lutte pour l'égalité sociale, les revendications de la démocratie ouvrière : droit de s'organiser, de former des tendances dans les organisations existantes, de former de nouvelles organisations parmi les travailleurs, la jeunesse ouvrière et des écoles, parmi les intellectuels et la paysannerie, la liberté de la presse, de la littérature, de l'art, ont une importance décisive. Parallèlement, la lutte pour l'indépendance des syndicats par rapport à l'État et aux partis de la bureaucratie, pour leur rénovation de fond en comble comme organisation exprimant les revendications et aspirations de l'ensemble des travailleurs, pour l'éviction des bureaucrates, pour leur fonctionnement démocratique est une lutte sans laquelle il est impossible de combattre pour le renversement des bureaucraties parasitaires. Le droit de grève, le droit de manifestation, ne sont pas moins importants.

Toute lutte de classes, toute lutte politique — que

ce soit dans les pays capitalistes avancés, dans ceux dominés par l'impérialisme ou dans ceux sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin ou des bureaucraties satellites — requiert ces instruments que sont les droits à l'organisation, à l'exercice des libertés démocratiques. Les récents exemples de la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie confirment l'importance de la lutte pour les libertés démocratiques dans la marche vers la révolution politique. L'appareil contre-révolutionnaire du Kremlin a décidé d'intervenir militairement dès lors que la liberté d'expression, de la presse, de la littérature, de l'art s'affirmait, mais surtout lorsque le droit à l'organisation s'affirma décisivement par la reconnaissance des tendances au sein du P.C.T., ainsi que le proposait le projet de nouveaux statuts soumis au XIV<sup>e</sup> congrès du P.C.T. Les violentes attaques et la répression qu'elle a déclenchées contre les intellectuels qui revendiquaient la liberté d'expression, ne serait-ce qu'en littérature et en art, proviennent de ce que par la liberté littéraire et artistique passe la critique de sa gestion, de ce qu'elle est un embryon, un élément des libertés démocratiques et du droit à l'organisation non soumis au contrôle rigoureux de la bureaucratie. L'expérience démontre que la lutte des intellectuels pour le droit à la liberté d'expression en littérature et en art débouche rapidement sur la lutte politique contre la bureaucratie. Ainsi, en U.R.S.S., le lien apparaît directement : Daniel, Siniavski, et ceux qui les ont suivis ont ouvert la voie à Pavel Litvinov et à Larissa Daniel, qui dénoncent l'intervention militaire de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie ; cette lutte se prolonge dans la dénonciation de l'oppression des nationalités en U.R.S.S., les prises de positions du général Grigorenko et de tant d'autres.

La reconnaissance des organisations et des partis qui se situent sur le terrain du socialisme ne saurait être, d'une quelconque façon, confiée aux soins des bureaucraties parasitaires. Les courants, tendances, organisations, partis se définiront et se décanteront politiquement dans la lutte politique elle-même qui affirmera leur contenu social et politique.

La bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne sont pas des classes sociales, mais des excroissances parasitaires, des agences — en dernière analyse — de la bourgeoisie au sein de l'État ouvrier. Cela se manifeste notamment en ce que, contrairement à la bourgeoisie, dont la forme de domination

politique, tout au moins dans les principaux pays capitalistes, a été la plus simple lorsqu'elle s'exerçait par le truchement de la démocratie bourgeoise qui permettait à la classe ouvrière de s'organiser comme classe, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites ne peuvent maintenir leur pouvoir, défendre leurs privilèges que par l'omnipotence de l'appareil ; qu'en comprimant dans un corset de fer le jeu des forces sociales et politiques, qu'en supprimant tous les droits et toutes les garanties démocratiques. C'est uniquement le monopole politique qui maintient au pouvoir les bureaucraties parasites. La théorie démontre et l'expérience prouve que la structure sociale de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est est telle que, dès que craque le corset bureaucratique et que s'effondre l'appareil, la classe ouvrière surgit comme force sociale dominante. Dans le processus de décomposition de l'appareil bureaucratique, les forces sociales pro-bourgeoises proviennent toujours de l'appareil. La bureaucratie du Kremlin intervient comme force répressive tentant de reconstruire l'appareil contre la classe ouvrière, c'est-à-dire au profit de la bourgeoisie et de l'impérialisme mondial. La Tchécoslovaquie, le plus récent et le plus démonstratif exemple, confirme l'expérience de la Hongrie de 1956. C'est pourquoi la lutte pour les libertés démocratiques en U.R.S.S. et en Europe orientale a un contenu de classe prolétarien. Elle est révolutionnaire et débouche directement sur la révolution politique, dont elle est une composante.

La stratégie du Front unique de classe est tout aussi indispensable à la révolution politique en Europe orientale et en U.R.S.S. qu'elle l'est à la révolution sociale dans les pays capitalistes avancés ou sous la domination impérialiste. Il s'agit d'unifier la classe ouvrière comme classe dans le combat politique contre la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites et la bureaucratie chinoise. La désagrégation des bureaucraties parasites fait apparaître, comme ce fut le cas en Hongrie et en Tchécoslovaquie, des courants et organisations divers. Elle s'exprime par l'apparition de tendances au sein des P.C., tendances qui préfigurent de nouveaux partis, et par la renaissance de partis à tendances social-démocrates.

Combattre pour que ces tendances, ces partis réa-

lisent le Front unique sur un programme de démocratie ouvrière, qui donne satisfaction aux revendications des travailleurs, de la jeunesse, des intellectuels, des paysans, dans le cadre de la défense et de la régénération des conquêtes du type socialiste, en chassant la bureaucratie, en détruisant ses privilèges, combattre pour qu'ils construisent les organes de classe du prolétariat, les comités, pour qu'ils luttent afin de conquérir le pouvoir et de constituer un gouvernement qui s'appuie sur la classe ouvrière organisée comme classe au sein de ses comités fédérés à tous les échelons, telle est la tâche des militants révolutionnaires. Soutenir tout pas allant dans ce sens, toute lutte contre les bureaucraties parasites et même, au cours des conflits inévitables au sein des appareils, tout acte politique qui favorise l'intervention du prolétariat, l'expression des libertés démocratiques s'insère dans la stratégie du Front unique ouvrier.

Mais il s'agit de détruire l'appareil bureaucratique installé dans tous les organes du pouvoir ouvrier, il s'agit de régénérer l'Etat ouvrier, il s'agit d'asseoir le pouvoir politique sur les comités ouvriers fédérés à tous les échelons. Les P.C. restent les instruments du pouvoir bureaucratique. Ils ne cessent de l'être que lorsqu'ils éclatent, c'est-à-dire sont détruits. La stratégie du Front unique de classe ne se substitue pas à la construction du parti révolutionnaire, elle est indispensable à sa construction, et la construction du parti révolutionnaire est indispensable à la lutte pour le Front unique de classe. Pas plus que dans les pays capitalistes, il ne peut y avoir de substitut au parti révolutionnaire. Les militants qui luttent pour la construction du parti révolutionnaire doivent se constituer en organisation indépendante, formuler leur programme, leur politique, dont découleront leur stratégie et leur tactique. Leur organisation, en toutes circonstances, doit garder son indépendance organisationnelle et politique, combattre pour sa politique et son programme. Elle doit combattre pour le Front unique et conquérir, au cours de cette lutte, la direction politique de la classe ouvrière, et se préparer ainsi à revendiquer le pouvoir, à le prendre et à l'exercer elle-même.

## XI. Construction du parti révolutionnaire et hégémonie du prolétariat

Aussi bien dans les pays capitalistes économiquement développés, dans ceux dominés par l'impérialisme, que dans les pays de l'Europe de l'Est, en U.R.S.S. et en Chine, tout se concentre dans la construction du parti révolutionnaire. C'est là une confirmation éclatante du programme de transition qu'écrivit Léon Trotsky, et sur lequel fut fondée la IV<sup>e</sup> Inter-

nationale : « *La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire.* » Mais de quels partis révolutionnaires s'agit-il ?

Il s'agit de partis révolutionnaires, dans chaque pays, qui combattent avec acharnement toutes les théories réformistes, néo-réformistes, petites-bourgeoises, stalinienne et capitulardes face à l'impéria-

lisme et à la bureaucratie du Kremlin. L'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes est un des fondements de leur programme et de leur politique. La seule classe sociale capable de s'emparer du pouvoir, dans les pays capitalistes comme dans ceux dominés par les bureaucraties parasitaires, et de réaliser le socialisme, c'est le prolétariat. Le stade où est parvenue la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ouvre la période de la révolution imminente. Les étudiants, les intellectuels, la jeunesse entrent très souvent les premiers en conflits violents avec l'ordre établi, que ce soit dans les pays capitalistes ou dans ceux dominés par les bureaucraties parasitaires. Leurs luttes sont de la plus grande importance : elles manifestent l'impasse de la société bourgeoise, la faillite des bureaucraties parasitaires ; elles sont les prodromes de puissantes et violentes luttes de classe. Le parti révolutionnaire soutient ces luttes et y participe, mais il ne cède pas aux illusions petites-bourgeoises. Au contraire, il les combat théoriquement et pratiquement. Les étudiants, les intellectuels ne peuvent résoudre les problèmes qui les confrontent par leur seul mouvement. Ils ne sont porteurs d'aucune nouvelle organisation sociale ; leurs luttes ne sont fécondes qu'autant qu'elles rejoignent la lutte de classe du prolétariat, qu'autant qu'étudiants et intellectuels se situent sur le plan des intérêts historiques du prolétariat. Il ne saurait y avoir de « *partis étudiants* », de « *partis des intellectuels* », il ne peut exister que des partis bourgeois ou des partis ouvriers. Les étudiants, les intellectuels ont besoin d'organisations spécifiques qui correspondent aux intérêts et aux exigences spécifiques qui sont les leurs, en aucun cas ils ne peuvent avoir de partis qui leur soient propres.

La jeunesse n'est pas une catégorie sociale en elle-même, la division de la société en classes la traverse. Elle n'en est pas moins une plaque sensible de la lutte des classes. Elle est une couche particulièrement mobile. Un des phénomènes les plus remarquables de ces dernières années, particulièrement significatif de la décomposition, de l'impasse de la société bourgeoise et de la faillite des bureaucraties parasitaires, consiste en ce qu'une partie de la jeunesse issue de la bourgeoisie ou des bureaucraties parasitaires est en révolte contre la société bourgeoise ou ces bureaucraties parasitaires. Lorsqu'une classe ou couche sociale voit sa jeunesse se dresser contre elle, c'est le signe infaillible de son impasse. Cela signifie qu'elle n'est plus capable d'ouvrir un avenir à la majorité de ses enfants.

La jeunesse ouvrière ne se dresse pas contre le prolétariat ; tout au plus précède-t-elle de quelques pas le gros de la classe ouvrière. La décomposition de la société bourgeoise et la faillite des bureaucraties parasitaires menacent le prolétariat dans son ensemble et retentissent sur lui, mais elles frappent d'abord et plus durement la jeunesse ouvrière qui ne possède aucune base sur laquelle elle puisse construire son avenir. De plus, la jeunesse ouvrière n'est

ni marquée par les échecs antérieurs ni attachée aux vieilles organisations traditionnelles. Toutes ces raisons concourent à ce qu'elle s'engage plus facilement et rapidement dans l'action révolutionnaire sans se laisser arrêter par les vieilles recettes, les vieilles routines qui ne l'ont pas marquée comme elles ont marqué les vieilles générations.

La construction du parti révolutionnaire est impossible si la jeunesse étudiante et ouvrière, les nouvelles générations, n'en sont pas parties prenantes. Il faut intégrer les éléments les plus avancés de la jeunesse à la construction du parti révolutionnaire, à l'organisation dont c'est la tâche. En même temps, la jeunesse a ses intérêts spécifiques, sa manière d'appréhender la lutte de classes, elle a besoin d'indépendance et de se déterminer elle-même, c'est-à-dire qu'elle a besoin d'une organisation révolutionnaire qui lui soit propre. Mais la construction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse ne suffit pas à la construction du parti révolutionnaire. Elle ne saurait être un produit de remplacement du parti révolutionnaire ; bien plus, elle ne saurait se construire sans l'impulsion politique de l'organisation révolutionnaire. Les liens qui unissent l'organisation révolutionnaire à l'organisation révolutionnaire de la jeunesse sont des liens politiques. L'organisation révolutionnaire de la jeunesse ne saurait être subordonnée au parti révolutionnaire. Mais il n'y a pas plus de « *parti révolutionnaire de la jeunesse* » qu'il n'y a de « *partis d'étudiants* » ou de « *partis d'intellectuels* ».

Isolée de la classe ouvrière, la jeunesse est impuissante, ses luttes sont vouées à la défaite, son action politique ne peut que s'orienter vers les explosions sporadiques et impuissantes, qu'être déviée vers l'aventurisme, le « *gauchisme* », le renoncement à renverser la société bourgeoise et les bureaucraties parasitaires, et alimenter les plus fumeuses, voire les plus scabreuses recettes des « *réformateurs* » en tous genres. La responsabilité de l'organisation révolutionnaire n'en est que plus grande à l'égard de la jeunesse ouvrière et étudiante. Il lui faut la nourrir politiquement, mais surtout la lier politiquement à l'ensemble du prolétariat. Pour ce faire, il n'existe qu'une méthode : construire le parti révolutionnaire, en tant que parti du prolétariat.

Le parti de la révolution prolétarienne, du socialisme, est un parti de la classe ouvrière. Cela ne veut pas dire qu'il est seulement composé de militants d'origine sociale ouvrière. Les militants du parti révolutionnaire sont aussi bien originaires de milieux petits-bourgeois, étudiants ou intellectuels qu'ouvriers. Ils fusionnent tous à partir de la théorie et de la pratique pour composer ensemble le parti révolutionnaire qui abolit les différences sociales en son sein au cours du combat commun pour le socialisme. Mais le parti révolutionnaire ne saurait accomplir sa mission historique que comme parti du prolétariat, qu'en combattant comme facteur de mobilisation, d'organisation du prolétariat dans son ensemble, d'élé-

vation de sa conscience politique, qu'en devenant la direction politique de la classe ouvrière, car seule la classe ouvrière en tant que classe peut, par sa place dans la production, par sa cohésion, par sa réalité

## XII. L'unité mondiale de la lutte des classes

La lutte pour le pouvoir de chaque prolétariat n'est pas simplement parallèle et similaire à celles des autres prolétariats. La conception stalinienne de la « construction du socialisme dans un seul pays » est étrangère au marxisme. Lénine, Trotsky, tous les dirigeants de la révolution russe considéraient la prise du pouvoir par le prolétariat russe comme ouvrant le processus de la révolution prolétarienne mondiale. C'est comme fraction du prolétariat mondial, comme un de ses détachements avancés que le prolétariat russe a pris le pouvoir. La « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » vit le jour avec le reflux de la vague révolutionnaire mondiale, qui prit naissance au cours de la première guerre impérialiste, avec l'échec de la révolution allemande en particulier, avec l'isolement de la révolution russe, avec l'épuisement du prolétariat russe, avec la naissance, l'affirmation et la croissance de la bureaucratie du Kremlin. En fait, elle exprime l'opposition de la bureaucratie contre-révolutionnaire à la lutte pour le socialisme, aussi bien par l'extension de la révolution aux pays économiquement les plus développés que par la reprise du contrôle des conquêtes d'Octobre 1917 par le prolétariat de l'U.R.S.S.

Selon le pronostic de Lénine, la première guerre impérialiste a ouvert l'ère des guerres et des révolutions. Depuis, la lutte des classes mondiale se résume à celle de l'impérialisme, qui, au prix des pires convulsions, guerres civiles, crises, guerres impérialistes, tente de se survivre, et à celle du prolétariat mondial, porteur de la société socialiste.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a un fondement unique : l'économie mondiale ; celle-ci est un tout organique, donc différencié, mais un tout, malgré sa division en deux systèmes sociaux ; une totalité, que ni l'impérialisme ni la bureaucratie du Kremlin ne peuvent débarrasser de ses contradictions et antagonismes. L'incapacité de l'impérialisme à résoudre ses contradictions procède des rapports sociaux de production du mode de production capitaliste : des rapports de propriété privée. L'impérialisme s'est constitué sur la base des États nationaux. Il est prisonnier des conditions historiques de sa formation. La guerre impérialiste n'est rien d'autre que la révolte des forces productives contre l'étroitesse des cadres nationaux, comme l'expliquait Trotsky.

Les rapports de production établis en U.R.S.S., en Europe de l'Est, en Chine, étouffent également sur

internationale, accomplir la révolution et construire le socialisme.

Toute la période récente confirme l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes.

leurs bases nationales trop étroites, mais pour les raisons inverses. La propriété collective des moyens de production est indispensable pour que l'économie mondiale soit harmonisée comme un tout et dans ses différentes parties et que se développent prodigieusement les forces productives, condition indispensable de la construction du socialisme. Si les bureaucraties parasitaires sont la conséquence de la contradiction entre les rapports sociaux de production de type socialiste et le fait qu'ils ne sont établis que dans une partie du monde, qu'ils sont enfermés dans les cadres nationaux hérités du passé capitaliste économiquement arriéré, inversement, les bureaucraties parasitaires tendent à perpétuer ces anciens cadres dont dépendent leur pouvoir politique et leurs privilèges.

La révolution prolétarienne est par essence l'expression positive de la révolte des forces productives contre la propriété privée des moyens de production et les cadres étroits de l'État national, tandis que les guerres impérialistes et les crises en sont l'expression négative. La classe ouvrière est la seule classe qui, par sa place dans la production, expropriera la bourgeoisie, supprimera la propriété privée des moyens de production, brisera le cadre trop étroit des frontières nationales, harmonisera l'économie mondiale, globalement et dans ses différentes parties, assurant ce développement illimité des forces productives qui est le fondement du socialisme.

Le prolétariat subit la pression constante de la société bourgeoise. Sa situation n'est pas uniforme dans chaque pays, tant du fait des conditions économiques, que de son niveau de culture, de ses traditions, de son organisation. Il est encadré par les vieilles organisations, les appareils bureaucratiques des syndicats, et ceux des partis réformistes et staliens. Il lui faut combattre dans les cadres nationaux et prendre le pouvoir dans les cadres hérités de la société bourgeoise avant de les briser. Son développement et sa maturation politiques ne sont ni réguliers, ni rectilignes, ni identiques dans tous les pays. Mais la mission historique du prolétariat n'en est pas moins mondiale. C'est l'économie mondiale qui le fonde comme classe et fait de lui une unité différenciée mais organique à l'échelle mondiale. L'internationalisme prolétarien procède de l'unité organique et des tâches historiques du prolétariat : il en est l'expression politique.

La politique de « coexistence pacifique » est le pro-

longement de la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays ». Le « pacte atlantique », les différents accords militaires inter-impérialistes, la « Communauté économique européenne », la zone de libre-échange, les multiples accords inter-impérialistes, économiques, militaires, politiques, le pacte de Varsovie, le C.A.E.M. (Conseil d'assistance économique mutuelle) concrétisent le partage du monde en zones d'influence. Les uns et les autres sont des instruments contre-révolutionnaires.

Tout le système des alliances militaires, O.T.A.N., O.T.A.S.E., etc., a été mis en place pour rassembler autour de l'impérialisme américain les impérialismes moins puissants. Il est conçu en vue de préparer les interventions militaires de l'impérialisme américain, venant en renfort des impérialismes moins puissants, ou les relayant contre tout développement de la lutte des classes ; en vue d'étayer les bourgeoisies compradore dans les pays arriérés, de permettre des interventions militaires comme celles de Saint-Domingue, comme la guerre du Vietnam, etc. ; en vue d'organiser les forces répressives sous la direction de « conseillers américains », comme en Amérique latine, au Laos, en Corée, etc. ; et finalement, en vue de la guerre contre la Chine, l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe de l'Est.

La C.E.E., organisée afin de tenter de surmonter l'étroitesse des frontières nationales, a sans doute permis que les échanges entre les Six se développent. Mais elle n'a pas modifié fondamentalement la structure de la production, qui reste basée sur le terrain national de chaque bourgeoisie. Le rôle de chaque Etat national bourgeois s'est accru, comme instrument de défense des intérêts spécifiques de sa bourgeoisie. L'impérialisme américain, en utilisant la C.E.E. comme la zone de libre-échange, a affirmé sa pénétration en Europe par l'investissement massif de capitaux, accélérant ainsi la décadence des bourgeoisies d'Europe occidentale.

L'Alliance pour le progrès n'est qu'un pillage raffiné de l'Amérique latine par le capital nord-américain, pillage tellement poussé que les bourgeoisies de l'Amérique latine, pourtant dépendantes à l'extrême de l'impérialisme des Etats-Unis, demandent qu'elle soit modifiée. Et il en est ainsi de tous les accords de « coopération économique » conclus par l'impérialisme nord-américain, par les impérialismes européens ou le Japon, que ce soit entre eux ou avec des pays économiquement arriérés.

A l'étape actuelle de la lutte des classes, le pacte de Varsovie n'a pas grand-chose à voir avec la défense de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est. Il est avant tout un instrument entre les mains de la bureaucratie du Kremlin qui « légitime » la subordination des prolétariats des pays de l'Europe de l'Est à celle-ci, qui légitime ses interventions, l'occupation militaire contre ces prolétariats, pour pallier l'effondrement des bureaucraties satellites et les reconstituer, ainsi que ce fut le cas en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, ou, tout simplement, parce

que la présence militaire de la bureaucratie du Kremlin est la seule force réelle qui soutienne les bureaucraties satellites, comme en Allemagne de l'Est.

Le C.A.E.M. reste un instrument de subordination de l'économie des pays de l'Europe de l'Est aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin. C'est dans la C.A.E.M. que sont conclus des accords inégaux qui drainent les ressources économiques de pays comme la Tchécoslovaquie, ou l'Allemagne de l'Est, afin d'atténuer les distorsions de l'économie de l'U.R.S.S., consécutives à sa gestion par la bureaucratie. Par l'intermédiaire du C.A.E.M. et de sa banque, la bureaucratie finance certains investissements en U.R.S.S., obligeant certains pays (Tchécoslovaquie) à être ses créiteurs, elle impose le rouble comme monnaie de compte aux pays de l'Est entre eux, elle contrôle, subordonne, distord et pille leur économie.

Tout comme le pacte de Varsovie, le C.A.E.M. est un instrument, non de défense de l'U.R.S.S. et des pays de l'Europe de l'Est, mais d'oppression nationale, d'écrasement des prolétariats de l'Europe de l'Est, de défense de la bureaucratie, de son pouvoir politique, de ses privilèges.

La construction de partis révolutionnaires passe par la lutte contre ces expressions concrètes de la politique de « coexistence pacifique », dont l'impérialisme ne peut, en dernière analyse, que tirer profit. La neutralisation de l'Europe, réclamée par la bureaucratie du Kremlin, tout comme la « reconnaissance des frontières qui résultent de la deuxième guerre mondiale », ne sont que la poursuite de la politique de « coexistence pacifique », dont la pointe est dirigée contre le prolétariat.

Détruire les accords et alliances militaires, économiques, politiques inter-impérialistes ; soutenir la lutte des peuples subordonnés à l'impérialisme, lequel s'appuie sur les bourgeoisies dites nationales, se confond entièrement, pour la classe ouvrière, avec la lutte la plus résolue contre la bourgeoisie de son propre pays, jusqu'à son renversement révolutionnaire par celle-ci. Il faut encore que, concrétisant l'internationalisme prolétarien, soit ouverte la perspective de la coopération politique et économique entre les prolétariats qui s'emparent du pouvoir, notamment, en Europe, celle des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Les problèmes des frontières, de l'unité politique et économique de l'Allemagne et d'autres pays (Corée, Vietnam) dans le monde, ainsi que ceux des minorités nationales, des rapports entre nationalités et Etats multinationaux, ne peuvent être réglés positivement pour le prolétariat que sur cette base.

Une véritable coopération politique et économique entre Etats ouvriers passe par la destruction des bureaucraties parasitaires, par la rupture des liens de subordination politique, économique et militaire des pays de l'Europe de l'Est à la bureaucratie du Kremlin, pierre angulaire des bureaucraties parasitaires, subordination que consignent le pacte de Varsovie et le C.A.E.M. Elle nécessite le droit à l'indépendance



nationale de ces pays, comme le respect des droits des nationalités qui composent l'U.R.S.S. Par la révolution politique, ces droits seront conquis ; une véritable coopération politique, économique et militaire sera alors possible et aboutira à la constitution des Etats-Unis socialistes de l'Europe de l'Est, pas en avant vers les Etats-Unis socialistes d'Europe.

En fait, révolution sociale et révolution politique se nourrissent réciproquement. Elles confluent en Europe et leur développement n'est pas parallèle, mais conjoint. La « *coexistence pacifique* » est le barrage que leur oppose la bureaucratie du Kremlin. L'internationalisme prolétarien s'oppose à toutes les expressions de cette « *coexistence* », y compris celle que représente l'O.N.U., terrain où s'affrontent éventuellement la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme, mais toujours sur la base de leur lutte commune contre la révolution prolétarienne, qui, finalement, profite essentiellement à l'impérialisme.

Les rapports entre la Chine et l'U.R.S.S. ne sauraient être réglés conformément à l'internationalisme prolétarien tant que la bureaucratie du Kremlin ne sera pas abattue par la révolution politique en U.R.S.S., ce qui aboutirait inéluctablement, et à court terme, à l'effondrement de la bureaucratie chinoise. Cependant, dans les circonstances actuelles, c'est la bureaucratie du Kremlin qui, alliée à l'impérialisme, menace les conquêtes de la révolution chinoise. Elle tente de faire, du feu vert donné à la pénétration de

l'impérialisme en Chine, soit par la capitulation de la bureaucratie chinoise, soit par des moyens militaires, la prime d'un compromis planétaire, nouveau départ de « *sa* » « *coexistence pacifique* », tout comme elle n'attend que l'occasion et s'emploie à faire capituler les ouvriers et paysans vietnamiens et à restaurer l'ordre voulu par l'impérialisme américain au Moyen-Orient. Sans aucun doute la politique de la bureaucratie chinoise favorise-t-elle, au moins dans une certaine mesure, l'isolement de la Chine du prolétariat mondial, cependant que le programme et la politique du F.N.L. et l'approbation par le gouvernement du Nord-Vietnam, le parti des travailleurs vietnamiens et le F.N.L. de l'intervention militaire des cinq pays du pacte de Varsovie accroissent leur dépendance vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin. Dans ces conditions, l'internationalisme prolétarien exige le soutien inconditionnel de la Chine et des ouvriers et paysans vietnamiens contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, sans que, pour autant, la politique révolutionnaire se confonde avec celles de la bureaucratie chinoise, du gouvernement de la R.D.V., du parti des travailleurs vietnamiens ou du F.N.L.

La défense de l'U.R.S.S., des pays de l'Europe de l'Est et de la Chine se confond entièrement avec la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale, pour la fusion de la révolution sociale et de la révolution politique.

### XIII. L'Internationale et le comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale

La lutte conjointe contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, pour la révolution prolétarienne mondiale, pour le socialisme s'identifie à celle pour la construction de l'Internationale révolutionnaire. La révolution prolétarienne et la construction du socialisme sont objectivement fondées : sur la contradiction entre la croissance des forces productives et les vieilles enveloppes dans lesquelles elles étouffent (la propriété privée des moyens de production, les cadres nationaux) sur l'exigence de l'appropriation collective des moyens de production et de l'organisation, sur cette base, de la production à l'échelle mondiale de façon rationnelle en fonction de la satisfaction de besoins de l'humanité. La classe ouvrière comme classe mondiale, dont chaque prolétariat national est un détachement, accouche l'humanité, grosse du socialisme, par sa lutte qui culmine par la prise du pouvoir politique dans chaque pays, la destruction des Etats bourgeois, la constitution des Etats ouvriers. Mais la révolution prolétarienne et la construction du socialisme ne sont pas des processus automatiques. Ils procèdent au contraire de la conscience s'élevant au plus haut niveau : pour la première fois, l'humanité est en état de maîtriser

le cours de son histoire et d'accomplir consciemment son développement historique. La nécessité du parti révolutionnaire découle du caractère, du sens historique de la révolution prolétarienne et de la construction du socialisme, elle découle de la position et des conditions du prolétariat au sein de la société bourgeoise, du fait que le prolétariat subit la pression de cette société, des idéologies qu'elle secrète, de ce qu'elle ne peut accéder à la conscience politique qu'au travers de ses luttes, qu'en s'organisant, comme classe, pour mener ses combats et de ce qu'il a besoin d'assimiler la méthode marxiste. Le parti révolutionnaire centralise politiquement le prolétariat, condense, accroît, met en action la conscience politique du prolétariat. Par là même, le parti révolutionnaire de chaque pays ne prend sa pleine efficacité, n'accomplit totalement ses fonctions, n'atteint un niveau de conscience et d'activité politique suffisant que comme fraction de l'Internationale dont l'objectif doit être de devenir le parti mondial de la révolution prolétarienne. La construction du parti révolutionnaire dans chaque pays est inséparable de la construction de l'Internationale révolutionnaire.

Tous les reculs du prolétariat mondial se sont tou-

jours traduits par la destruction de l'Internationale. Toutes les adaptations à la bourgeoisie de chaque pays, à l'impérialisme mondial, se sont manifestées par la renonciation à l'internationalisme prolétarien, qui s'identifie à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Au contraire, chaque pas en avant du prolétariat mondial est allé de pair avec la lutte pour la construction de l'Internationale.

Devant la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale, en pleine guerre impérialiste, Lénine affirmait : il faut construire la III<sup>e</sup> Internationale. Le parti bolchevique prit le pouvoir et impulsa la construction de la III<sup>e</sup> Internationale. La montée de la bureaucratie du Kremlin s'accompagna de la destruction de la III<sup>e</sup> Internationale qui, avant d'être finalement dissoute en 1943, n'était déjà plus qu'un instrument de la bureaucratie du Kremlin. Trotsky défendit l'acquis théorique et pratique du prolétariat mondial en luttant pour la IV<sup>e</sup> Internationale et en la fondant.

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, l'imminence de la révolution prolétarienne, la nécessité d'unifier les luttes révolutionnaires des prolétariats des pays capitalistes à celles des prolétariats sous le contrôle de la bureaucratie du Kremlin, la perspective du socialisme, en particulier des Etats-Unis socialistes d'Europe, exigent impérieusement la construction de l'Internationale révolutionnaire. Aucun parti révolutionnaire ne peut se construire et accomplir les tâches qui sont les siennes en dehors de la lutte pour la construction de l'Internationale.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) estime que l'ensemble de la situation, du cours de la lutte des classes, posent à tous groupes révolutionnaires et organisations la question de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, conjointement à la construction de l'Internationale révolutionnaire.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) estime que l'Internationale révolutionnaire ne peut se construire que sur la base du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale élaboré en 1938 par Léon Trotsky. La II<sup>e</sup> Internationale et la III<sup>e</sup> Internationale, les partis sociaux-démocrates et stalinien ont, chaque jour le prouve encore plus, failli à leur mission. Ils sont passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois. La IV<sup>e</sup> Internationale a été proclamée en 1938 pour organiser le prolétariat international et, dans chaque pays, pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Aucune autre organisation au monde n'a subi de coups aussi féroces de la bourgeoisie et du stalinisme. Les militants qui, avec Lénine et Trotsky, avaient fondé le parti bolchevique et la III<sup>e</sup> Internationale, les cadres du mouvement trotskyste international, Léon Trotsky lui-même ont été pourchassés et assassinés. Staline a cherché à détruire le fil de la continuité qui relie le programme et l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale à la III<sup>e</sup> Internationale. Staline n'a pas réussi. En 1938, la IV<sup>e</sup> Internationale, comme

programme et organisation, a été constituée dans une période de profond recul ouvrier :

*« Dans tous les pays, rappellent les statuts de la IV<sup>e</sup> Internationale adoptés en 1938, les membres de la IV<sup>e</sup> Internationale sont organisés en partis ou en ligues qui constituent les sections nationales de la IV<sup>e</sup> Internationale (Parti mondial de la révolution socialiste).*

*« Les sections nationales se constituent sur la plate-forme et selon la structure organisationnelle adoptées par la Conférence de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale (septembre 1938). La IV<sup>e</sup> Internationale a résumé dans sa plate-forme l'expérience internationale du mouvement marxiste révolutionnaire, particulièrement celle qui découle des conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre 1917 en Russie. Elle assimile et prend pour base toutes les expériences sociales progressives de l'humanité, qui conduisent à l'expropriation de la classe capitaliste, et à l'abolition ultime des classes. »*

Mais nous n'avons aucunement le désir ni l'intention de cacher à l'avant-garde du prolétariat mondial et aux travailleurs le fait que la pression des forces de la bourgeoisie et du stalinisme a eu des effets dévastateurs sur l'organisation de la IV<sup>e</sup> Internationale. Au sein de la IV<sup>e</sup> Internationale et dans sa direction, combattues par les trotskystes, des tendances liquidatrices de la IV<sup>e</sup> Internationale, abandonnant le terrain de la lutte de classes, capitulant devant le stalinisme et le réformisme, ont cherché à détruire la IV<sup>e</sup> Internationale en trahissant son programme et son organisation.

Les organisations trotskystes adhérant au Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale proclament que la IV<sup>e</sup> Internationale n'a pas fait faillite. Son programme, adopté en 1938 et qui a été complètement vérifié par le cours ultérieur de l'histoire, donne les seules réponses aux problèmes de la lutte de classes qui se posent à notre époque.

Militants et cadres du mouvement ouvrier international, militants et cadres regroupés encore dans les organisations révisionnistes et centristes du "Secrétariat unifié" pabliste, nous vous convions à vous organiser et à participer à cette œuvre de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, tâche qui se confond avec celle de construire, dans chaque pays, des partis révolutionnaires, instruments de la victoire du prolétariat dans son combat pour la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Militants et cadres du mouvement ouvrier international, il est temps. La situation internationale exige, et l'activité du Comité international et des sections adhérentes dans chaque pays rend possible la réalisation des tâches de la III<sup>e</sup> Conférence du Comité international qui, en 1966, adoptait une résolution où il était dit :

*« L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère interna-*

tional de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, l'U.R.S.S., la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

« Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

« Cette conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, construire la direction centralisée du Parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

« Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, dans un délai d'un an et demi, une Conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

« En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat unifié ».

« Les trotskystes, organisés comme sections de la IV<sup>e</sup> Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IV<sup>e</sup> Internationale.

« La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, les syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière, qui constitue le réservoir de forces vives de la IV<sup>e</sup> Internationale.

« Tout travail de ce genre est subordonné à

la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de la conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite d'une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

« Pour la réalisation de cet objectif, le C.I. devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale ;

b) unité de la lutte de classes mondiale ;

c) défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme. »

Le combat engagé par les organisations adhérant au Comité international a amorcé un processus de reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale. En conséquence de quoi, l'O.T. décide de soumettre à la discussion au sein du C.I. le texte qui précède, en vue :

— des tâches à accomplir dans la période de l'imminence de la révolution, ouvertes par la grève générale de mai-juin 1968, et la montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie,

— de la construction de partis révolutionnaires sur la base du programme dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

L'Organisation trotskyste (pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale) estime que tous groupes ou organisations, engagés dans la lutte des classes, qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays et de l'Internationale, instruments indispensables à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont partie prenante de cette discussion et qu'ils doivent y participer. Ainsi, l'Organisation trotskyste est fidèle à la tradition révolutionnaire et internationaliste des fondateurs des I<sup>re</sup>, II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales ; ainsi l'Organisation trotskyste estime devoir être assumée la continuité de la IV<sup>e</sup> Internationale et sa reconstruction engagée.

## UNE MATINEE DE JOSEPH STALINE

En 1947, alors qu'il se prépare à rompre avec Tito, le petit père des peuples, entouré de sa gouvernante, Valentina Zakharovna, de son secrétaire Poskrebychev, de son aide de camp Vlassik et de son ministre de la sécurité Beria, décide, entre les cornichons et le café, du sort de millions d'hommes. Ce n'est pas le Staline des tracteurs ou celui qui embrasse les petites fillés, c'est le cuisinier généralissime en train d'épicer la vie et la mort de millions de citoyens soviétiques : c'est la suppression de la peine de mort, la déportation portée à vingt-cinq ans pour les ennemis du peuple, les mines de cuivre et d'uranium... Tout cela en famille, entre les doux reproches de Valia concernant la santé du chef et les grivoiseries du secrétaire.

L'entreprise de démystification de ce court récit anonyme est une œuvre politique de la plus haute importance, au jour où une « restalinisation » — un resserrement du contrôle du Kremlin, au compte de l'impérialisme — se manifeste en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. En effet, s'il s'agit bien de Staline, de 1947, la plateforme du *groupe Lénine*, organisation opposante de l'après-guerre, est là : une déclaration de guerre à la bureaucratie, pas une curiosité historique, et nul lecteur ne saurait en douter. Comme le dit l'auteur par la bouche de son héros, l'étudiant qui écrit à Staline : « *Il ne faut pas compter que des centaines de millions de personnes auront la mémoire courte, même la tromperie la plus habile ne dure qu'un temps quand ce sont des peuples entiers qu'on trompe.* »

En 1969 comme en 1947, cette plateforme exigeant le retour à la démocratie, la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, la suppression de l'inégalité sociale ne peut que mettre en fureur la bureaucratie stalinienne, les successeurs du génial père des peuples, qui, derrière lui, en condamnant ce texte à la clandestinité, ne peuvent que s'étrangler de rage à l'annonce de l'avenir que leur promet le prolétariat : procès et corde. Comme le « *généralissime* », ils peuvent aujourd'hui piailler : « *Bon, bon. Un échantillon de fils de pute trotskyste. Ils n'ont rien inventé depuis vingt ans. Les bureaucrates, encore les bureaucrates, toujours les bureaucrates.* » Mais les temps ont changé. Les masses se sont mises en mouvement, elles ont fait leur à Berlin, Varsovie, Budapest et Prague les revendications de ce jeune militant.

Cette œuvre nous bouscule ; ce n'est pas sans colère que l'on parcourt ces quelques pages où la grossièreté du chef génial le dispute à son côté minable d'homme qui aime qu'on lui fasse la cour et qui sourit d'aise à chacun de ses rots. A Vlassik qui lui déclare : « *Vous êtes plus intelligent que dix millions d'intellectuels* », Staline répond, frétilant : « *Pas de basse flatterie, Vlassik, combien de fois te l'ai-je dit, n'apprend pas à être flatteur.* » C'est lui qui décide de quand et comment on doit lui lécher les bottes.

Voilà le peuple qu'il aime : sa bonne, son chauffeur, Vlassik, Beria. Comme lui, ne sont-ils pas capables de dire : « *Quand on est heureux, le travail marche mieux* », ou bien, plus loin : « *Ça suffit, la plaisanterie. Comme on dit, un temps pour le travail, un temps pour le plaisir.* » Toute cette petite cour de larbins ne lui rappelle-t-elle pas à chaque moment son rôle de demiurge, de martyr du peuple et de la race russe ? Sa bonne n'ose-t-elle pas lui dire, bien franchement : « *C'est de vous qu'il faut se plaindre. Vous n'êtes tout de même pas en fer ? Vous souffrez pour toute la Russie et le monde entier ?* » Il jouit, le porc. Il s'en pourlèche en grignotant ses cornichons.

Cette matinée, pourtant, est troublée par l'obsession que l'on complotte autour de lui, que ça pourrait se terminer très mal. Pour le moment, Tito accapare ses pensées. « *Le froid soudain de la nausée dans une nuit de peur. Là-bas, au loin, le bruit des machines qui impriment, feuille après feuille. A nouveau, ces mots vils comme avant : pour le socialisme, mais contre lui, pour la révolution, mais contre lui, pour Lénine, mais contre lui. Le mince nez de Trotsky brille...* »

A la lecture de la lettre de l'étudiant, de nouveau la peur. Si les bouches maudites de Boukharine et de Trotsky ont été bâillonnées par le tombeau, des milliers d'autres viendront, et Staline a beau exulter : « *Il n'y a plus de nepmen, pas de koulaks, plus de Trotsky ni de Piatakov ni de Boukharine : Staline, lui, est et sera. Tu mens, morveux, ce n'est pas avec de la paperasse que tu démembreras l'Etat stalinien* », il sait que la lutte des classes continue, qu'usurpateur d'Octobre, la révolution politique le guette, lui et les siens. Il le dit parlant de la lettre de l'étudiant : « *Cette coullonade nous est quand même utile, chers camarades. Elle vient à son heure, en temps utile, comme*

un avertissement. Pour que nous n'oublions pas qu'après tous nos succès et toutes nos victoires, la lutte des classes, non seulement ne s'apaise pas, mais au contraire s'accroît. »

A nouveau cette peur l'empoigne. Pour celui-là qu'on va déporter, combien se lèveront ? Il revoit ses pires moments d'angoisse, l'invasion de l'U.R.S.S. par les troupes allemandes. Il tente de se rassurer : « Non, il vaut mieux ne pas se souvenir de cela, ne pas raviver la plaie. Tout ce qui a suivi fut plus important. On ne juge pas les vainqueurs... Qui se souviendrait de 41, puisqu'il y a eu 45 ? » Rien n'y fait, son jeune correspondant, lui, se souvient : « Non, vous n'avez pas été un sage prophète... Les chefs militaires que vous avez mis à la place des "ennemis du peuple" n'ont su que perdre des batailles, mener des armées entières à la défaite. »

Ce Staline-là, il est aux dimensions de la bureaucratie soviétique. Ni diable ni génie : une force contre-révolutionnaire qui doit compter avec la lutte du prolétariat, des intellectuels, des jeunes. Il dit : « Il faudra contrôler très sévèrement tous les ennemis du peuple qu'on est en train de libérer. Isoler les plus hargneux, renvoyer en prison, dans un camp, c'est leur place... C'est la tâche principale sur le front de la lutte des classes qui s'intensifie à chacune des victoires que nous remportons. C'est clair ? »

C'est clair. Il ne s'agit plus seulement de Staline

et de l'étudiant, il s'agit de Kossyguine, de Souslov, d'Husak. Il s'agit de l'auteur anonyme de ce livre, de Siniavski, de Daniel, de Grigorenko, de Iakir et de tant d'autres combattants de la révolution politique. Comme aujourd'hui, l'antisémitisme, le nationalisme grand-rusien, voilà ce que dénonçait le groupe en 1947, comme il dénonçait le développement de la bureaucratie qui « grandit et s'enrichit... alors que l'immense majorité du peuple est dans le besoin et connaît les privations », comme il dénonçait cette nouvelle caste qui « continue à porter des toasts à l'internationalisme prolétarien et à l'amitié que Staline porte à tous les peuples, tandis que les Allemands de la Volga, les Kalmouks, les Tatares de Crimée, les Tchetchènes, les Ingouches et les Balkares sont soumis à un véritable génocide ».

Comme Staline, que la caste bureaucratique du Kremlin, qui tente aujourd'hui de le réhabiliter, frémit d'horreur au sort que lui promet la classe ouvrière des pays de l'Est de l'Europe et de l'U.R.S.S., et que l'auteur de cette matinée annonce, dans la bouche de l'étudiant :

« Je vous souhaite de vivre encore longtemps pour avoir le temps de vous corriger... ou, dans le cas contraire, de vivre jusqu'à votre Nuremberg, jusqu'à une potence bien méritée. »

J. M.

Anonimov, *Une matinée de Joseph Staline*, Editions de L'Herne - 17 F.

---

## LA FARCE DE KRIVINE

Quelle farce, et combien mauvaise ! Quand est finie la pénible lecture de ces 71 pages, on ne parvient toujours pas à se décider. Etais-ce une farce du genre Comedia del Arte, ou une farce culinaire mal préparée ? Ou bien les deux ?

L'insouciance, le manque de soins avec lesquels ce petit livre a été écrit tiendraient à témoigner qu'ici encore, comme pour les élections, la Ligue communiste a profité « d'une tribune de choix... que lui offrait la bourgeoisie », qu'il ne s'agissait que d'une opération financière : non pas faire œuvre d'éducation, mais récupérer de l'argent.

Le cynisme de la petite-bourgeoisie intellectuelle va tout de même un peu loin. Qu'on en juge : « C'est dans le cadre de cette opération de rajeunissement de l'Etat bourgeois qu'il faut comprendre la situation pratique des différentes forces de la gauche et notamment notre candidature à la présidence de la République. » Autrement dit : nous savions déjà que cette

candidature avait été la petite pierre apportée par la Ligue communiste dans l'entreprise de division perpétrée contre la classe ouvrière de ce pays lors des dernières élections, mais là, la confiance, même involontaire, valait bien qu'on se sépare de son billet de 5 F.

Cette mauvaise composition d'écolier, dans la forme comme dans le ton qui l'anime, est profondément révélatrice de la fatuité de ces grands révolutionnaires. Contents d'eux, ils méprisent la classe ouvrière. Qui n'a pas son pavé en main, je veux dire, qui ne rêve pas qu'il a son pavé en main, qui n'a pas rêvé que « le monde vivait déjà à l'heure du Che » ne mérite pas leur attention. Si Krivine attaque les parlementaires ouvriers, ce n'est pas tant parce que le « crétin parlementaire » mène une politique qui profite à l'Etat bourgeois et affaiblit la classe ouvrière ; souvent, dit notre auteur, « ce sont des gens honnêtes qui servent de leur mieux, au Parlement et de façon

constructive, la classe ouvrière dont ils ont la confiance », c'est parce qu'il recrute sur une base électoraliste, « tous les mécontents du tout et de rien, les adversaires du grand capital, les antimonopolistes de tout poil, bistrotiers râleurs, rentiers irascibles, curés de gauche et contestataires à la petite semaine ». Après ce flot d'injures contre la petite-bourgeoisie citadine, on s'attendrait à ce que le fils du Dr Krivine (qui n'est pas un bistrotier) nous fournisse les noms et l'appartenance politique des parrains de sa campagne électorale — ni bistrotiers, ni rentiers, ni... Hélas, une fois de plus nous sommes les dindons de cette petite farce. La vulgarité du style, marque jusqu'à quel point aujourd'hui les pablistes du prétendu secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale sont à la remorque des mao spontex, de tous ces petits énervés qui n'ont que mépris pour la populace.

L'imprécision, les phrases à l'emporte-pièce, les idées en l'air pour jeter de la poudre aux yeux, tels sont aujourd'hui les signes distinctifs de ce **Paris-Jour** de gauche qu'est devenu **Rouge**. Ne peut-on lire dans cet ouvrage que le petit jeu du parlementaire, qui cherche, par un programme modéré, à ne pas effrayer l'électorat petit-bourgeois, « **dure plus ou moins longtemps, jusqu'au moment où le crétin parlementaire se retrouve au mieux cocu, au pire fusillé — avec, comme marche funèbre, les ricanements du gauchiste qui s'apprête à le suivre au poteau, mais qui, quant à lui, sait pourquoi.** » On est atterré à la lecture de telles monstruosité, de telles fanfaronnades, qui méritent certainement de figurer dans une anthologie des conversations mondaines après un bon repas et une trop forte dose d'alcool, mais certes pas dans une brochure d'éducation marxiste. Comment ne pas avoir envie de donner des claques à de tels minets qui, après cela, osent venir nous parler de l'Indonésie, de la Grèce ?

L'ensemble du texte est à l'avenant. Le grand marxiste Krivine ne parle-t-il pas à plusieurs reprises « **d'organisations de double pouvoir** », révélant par là son ignorance la plus élémentaire de ce qu'est la théorie marxiste de l'Etat — à moins qu'il ne se soit mal fait comprendre, et qu'il ait voulu nous parler des structures de cogestion, des organisations visant à l'intégration du mouvement ouvrier dans l'appareil d'Etat ou l'entreprise, chères à son compère Mandel.

La contradiction n'est pas pour effrayer notre homme qui, d'une part, nous affirme que « **pour Lénine, une situation révolutionnaire se définit en fonction de trois critères** », mais qui d'autre part, à la même page 29, écrit : « **Lorsque ces trois conditions se trouvent réunies, la société connaît une situation pré-révolutionnaire.** » « Révolutionnaire » ou « pré-révolutionnaire » ? On aimerait bien savoir et surtout on aimerait savoir ce que cela a signifié dans la lutte pour les militants de **Rouge**. Ici encore, le lecteur en sera pour son argent. Quand Mandel ou Krivine parlent de la révolution, c'est, le plus souvent, au passé du conditionnel : « **Un parti révolutionnaire aurait lutté pour de véritables comités de grève élus...** », « **Une organisation révolu-**

**tionnaire... aurait fait en sorte que toutes les luttes convergent...** », etc. Si Krivine portait une hélice dans le dos, ça pourrait être un hélicoptère. Quant à savoir ce qu'a fait « **l'avant-garde** » regroupée autour de **Rouge**, et pourquoi, c'est une autre affaire.

Krivine, c'est le docteur Jekyll, le puceau permanent après les mauvais coups. N'ont-ils pas combattu le Comité central de grève ? Ceci doit faire partie d'un autre cauchemar. Après chaque mouvement de masse où lui et ses amis se sont battus concrètement contre le Front unique ouvrier pour le bénéfice des appareils, Krivine, tel un épileptique, ne se souvient de rien ; il tombe dans le coma pour se réveiller absolument vierge, sans mémoire et nous expliquer : « **Si Mai 68 n'a pas abouti... c'est précisément parce qu'un tel parti n'existait pas.** » Mais que faisiez-vous avant l'été ?... Heureusement, « **ayant connu le vent de liberté de Mai 68** », il a été touché par la grâce, et, aujourd'hui, avec ceux qui l'ont compris, il travaille « **à l'édification d'un véritable parti révolutionnaire** ». Comme après leur exclusion de l'U.E.C., où les pablistes découvrirent le rôle contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien, notre nouveau Candide, après Mai 68, découvre la nécessité d'un parti révolutionnaire. (Sur quel programme, nul ne le saura, certainement suffit-il d'hummer le vent de Mai, pour notre soi-disant « **trotskyste** », qui, pas une seule fois, ne fait mention du « **Programme de transition** » de la IV<sup>e</sup> Internationale.) De la même façon, après l'intervention des chars russes en Tchécoslovaquie, il se convainc de l'aliénation de la bureaucratie stalinienne, de « **l'incapacité des directions bureaucratiques à s'autoréformer** », laissant croire, par là, que la bureaucratie aurait le même intérêt que le prolétariat à adopter une politique de démocratie ouvrière mais que, malgré sa bonne volonté, elle en est incapable, pour, finalement, conclure à « **la nécessité d'une mobilisation révolutionnaire des masses pour le retour à la démocratie ouvrière** », sans doute pour aider à la réforme de la bureaucratie. Le prolétariat, comme chez Lukacs, devient donc la bonne conscience de la bourgeoisie, de la bureaucratie.

De Berlin-Est ou de Budapest, Krivine ne se souvient pas, la bureaucratie stalinienne du P.C.F. n'ayant ni à l'époque ni aujourd'hui condamné l'intervention. (Lors d'un précédent cauchemar, les pablistes avaient condamné, on s'en souvient, la manière peu habile des travailleurs hongrois de réformer l'appareil.)

Relever l'ensemble des inepties politiques de Krivine, tant sur le plan théorique que sur celui de l'analyse de la situation politique concrète dépasserait largement le cadre de cette note de lecture. Qu'il nous suffise de constater qu'encore au deuxième trimestre 1969, Krivine et ses comparses affirment toujours que le départ de De Gaulle a été une victoire de la bourgeoisie. Le « **non** » n'a pas été une victoire ouvrière, il ne s'agissait même pas d'un vote de classe. Remarquons au passage qu'un « **vote de classe** » n'aurait été que conditionnellement une victoire ouvrière, ce qui veut certainement dire que seul, le vote avec

bulletins rouges, ou autres plaisanteries de ce genre, aurait été une victoire. Après avoir énoncé cette idiotie, Krivine recule cependant sans pudeur, affirmant que « le sens politique de la chute de De Gaulle dépend des lendemains de cette chute », ce qui revient à dire que si, après cette victoire de la classe ouvrière, la bourgeoisie parvient à battre le prolétariat, c'est qu'elle sera victorieuse.

La classe ouvrière étant, pour Krivine, une entité abstraite, perdue dans le crâne des théoriciens du « monde du Che », n'étant pas un corps social réel, avec ses organisations, ses partis, cela permet à notre matamore de brailler sur tous les tons que la question essentielle est celle de l'État, mais de ne jamais aborder clairement le problème, et de nous proposer de nouveau, au nom des « revendications transitoires », la rupture du Front unique de classe, l'émiettement de la classe ouvrière au niveau des entreprises, des divers pouvoirs. Jamais la question du gouvernement ouvrier et paysan, pourtant au centre d'une brochure d'éducation sur le problème de l'État, n'est abordée. Il faut que Krivine continue l'œuvre de confusion et de division qu'il a entreprise lors des élections prési-

dentielles, c'est pourquoi le Front unique est identifié à « l'unité de la gauche », le programme commun avec les partis bourgeois mis sur le même plan qu'un accord entre les seuls P.C. et P.S., le parti socialiste étant, selon lui, un parti bourgeois. En fait, une fois encore, le pablisme sert de couverture aux appareils, et principalement à l'appareil stalinien, puisqu'un candidat unique du P.C.F. et de la S.F.I.O. ne pouvait être qu'une trahison bourgeoise de la classe ouvrière. La boucle est bouclée, le P.C.F. a eu raison de ne pas se battre pour un candidat unique, son seul tort ayant été de n'avoir point fait front avec le candidat ouvrier de la Ligue communiste.

Dernière pirouette avant le tomber du rideau : si, en mars 68, il ne pouvait y avoir de combats révolutionnaires que dans la zone des tempêtes, aujourd'hui, pour Krivine, la grève générale de Mai-juin n'a été qu'une des conséquences de la victoire du peuple vietnamien contre l'impérialisme américain. Qu'on se le dise, Krivine a de nouveau tout oublié, il retrouve l'épicentre de la révolution à une distance raisonnable de son état-major...

A. Krivine, *La farce électorale*, Editions du Seuil.

---

---

## LA RÉVOLUTION ALLEMANDE

(1919-1923)

La réédition des articles de Pierre Broué, parus dans *La Vérité* en 1959, de trois articles de Rosa Luxembour et d'un article de Trotsky sur la révolution allemande, ainsi que la parution du compte rendu des journées d'études de novembre 1968 consacré à ce thème par le *Cercle d'études marxistes de Paris* sont d'une importance capitale pour l'éducation des révolutionnaires d'aujourd'hui.

Les textes de Rosa Luxembour sur le parlementarisme parlent d'eux-mêmes, et ils constituent une arme de choix dans la lutte théorique contre les bureaucraties social-démocrate et stalinienne. Ils résonnent d'une façon si actuelle et si limpide qu'il n'est pas étonnant que seuls les révolutionnaires les publient. Menant le combat contre les opportunistes majoritaires et les centristes indépendants, Rosa Luxembour tourne en dérision ceux qui « veulent, par l'Assemblée nationale élue au suffrage universel, épargner à la révolution l'emploi de la force, la guerre civile avec toutes ses épouvantes », alors qu'il « ne s'agit pas d'un choix entre la démocratie et la dictature », mais d'un combat à mort, la question à l'ordre du jour étant :

« Démocratie BOURGEOISE ou démocratie SOCIALISTE ».

Tel était le langage de Rosa Luxembour, qui nous est restitué par cette publication, tel était le langage révolutionnaire de Liebknecht qui, avant que n'apparaisse la théorie du socialisme dans un seul pays, proclamait, le 9 novembre 1918, du haut du balcon impérial : « Nous voulons construire l'ordre nouveau du prolétariat, un ordre de paix et de bonheur avec la liberté pour tous nos frères du monde entier. Nous leur tendons les mains et les appelons à achever la révolution mondiale. »

L'importance de la révolution allemande, nous la mesurons mieux encore aujourd'hui : elle a été la plaque tournante du développement du mouvement révolutionnaire à l'issue de la première guerre mondiale ; son échec n'a pas seulement été celui du prolétariat allemand : il a marqué le développement du mouvement révolutionnaire mondial, de la Troisième Internationale et des partis qui la composaient, comme de l'U.R.S.S. elle-même.

Deuxième acte de la révolution mondiale, elle ne

nous importe pas seulement par ses conséquences sur le prolétariat international et, au premier chef, sur la classe ouvrière allemande, mais par les problèmes qu'elle a posés aux révolutionnaires de ce pays et à la Troisième Internationale en construction.

Les questions que soulève son étude sont au centre même des préoccupations des révolutionnaires d'aujourd'hui. Son importance tient au fait que c'est la première révolution prolétarienne qui éclate dans un pays capitaliste avancé, ayant une classe ouvrière nombreuse, socialement différenciée, une classe ouvrière qui fait confiance à un appareil ouvrier contre-révolutionnaire et est maintenue en tutelle par celui-ci. L'Allemagne de 1918 : c'est un pays où la classe ouvrière se lance à l'assaut du capitalisme, mais pour lequel, comme le dit Léon Trotsky, l'histoire n'a pas légué de parti révolutionnaire centralisé à la classe ouvrière, où celle-ci « *n'est pas obligée seulement de lutter contre le pouvoir, elle l'est en même temps de créer son organisation et d'entraîner ses futurs dirigeants dans le cours même de la lutte.* »

Eu égard à toutes ces conditions, la situation de l'Allemagne de 1918-1919 nous paraît bien plus proche de nos conditions actuelles de combat, bien plus riche d'enseignements immédiatement assimilables, que ne l'est la situation de la Russie en 1917. Trotsky l'avait bien vu, qui place les leçons de la révolution allemande au cœur du Programme de la Quatrième Internationale. En confirmant, de façon négative, les leçons de la révolution russe, elle permet d'en tirer d'autres d'une portée tout aussi générale et plus directement en rapport avec les tâches que les révolutionnaires doivent assumer à l'heure actuelle. C'est la question de la construction, au travers de l'intervention dans la lutte de classe, du parti révolutionnaire, du rassemblement en une organisation centralisée des cadres organisant la classe ouvrière et qu'il faut conquérir sur les appareils ; c'est la question du Front unique ouvrier, du pouvoir d'État, du gouvernement ouvrier et paysan, de la démocratie bourgeoise ou de la dictature du prolétariat, du pouvoir des conseils. C'est la question des rapports entre les masses, les appareils bureaucratiques ouvriers et l'avant-garde ; la question de la place et du rôle du parti ouvrier révolutionnaire en construction, de la conquête patiente des masses au programme de la révolution prolétarienne ou de l'aventure putschiste, d'une conception ultimatiste de la lutte pour le pouvoir.

C'est parce qu'elle est riche de tous ces enseignements que bourgeois et bureaucrates enterrent cette page tragique de l'histoire du prolétariat mondial en lutte pour le socialisme. Pour eux, à l'heure de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, il ne saurait être question de la révolution allemande des conseils d'ouvriers et de soldats, tant il est vrai que ces conseils, instruments de lutte du prolétariat pour sa défense comme classe et la conquête du pouvoir, sont d'une actualité aiguë à l'heure où, à Prague, le prolétariat et la jeunesse tchécoslovaques tentent

de chasser les bureaucrates usurpateurs, tandis qu'à Paris, De Gaulle, garant du maintien de l'ordre en Europe, est renversé par la grève générale. Seuls, les révolutionnaires ont intérêt à tirer les leçons de la révolution allemande, seuls, ils le peuvent, et c'est ce qu'ils ont commencé à faire en organisant ces journées d'étude et en publiant ce livre.

Dans la première partie de l'ouvrage, Broué retrace l'histoire de la révolution. C'est d'une manière très claire qu'établissant les faits, il situe les hommes, les organisations, les groupes et les tendances, qu'il donne leur véritable dimension aux événements, ce qui n'est pas son moindre mérite, quand on considère ce que la « *science historique* » bourgeoise ou stalinienne nous a offert comme déformations des faits, comme omissions, comme exposés embrouillés du déroulement même de cette révolution.

Ainsi nous apparaissent, à la mesure du rôle qui a été et qui aurait pu être le leur, les dirigeants révolutionnaires Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, délibérément assassinés par l'impérialisme avec l'appui de la social-démocratie allemande, pour priver la révolution de ses chefs. De même, dans ce combat pour la construction d'un véritable parti révolutionnaire en Allemagne, les rôle et place de Radek, de Paul Lévi, des « *Délégués révolutionnaires* » prennent toute leur importance. Il en est de même du poids de l'Internationale communiste, grande absente du livre de Gibert Badia sur l'histoire de l'Allemagne contemporaine (2), du rôle et des responsabilités des hommes qui en étaient la direction ou les représentants dans les événements révolutionnaires des années 1918-1923. C'est Staline qui, en 1923, affirme que la révolution allemande n'est pas à l'ordre du jour, qu'il faut attendre pour en appeler aux masses que les fascistes attaquent les premiers ; c'est Radek et la « *ligne Schlageter* », c'est aussi Brandler, ce militant droitier dont la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, à qui la maladie de Lénine laisse les leviers de commande de l'U.R.S.S. et de l'I.C., fera un bouc émissaire après l'écrasement sans combat de la révolution en octobre 1923.

Les articles de Broué rétablissent tout ceci, les erreurs, les faiblesses des uns comme des autres, et c'était nécessaire, car il ne s'agit nullement d'un règlement de comptes ; c'est là un minimum sans lequel toute discussion sur la construction du Parti devient impossible, se transforme en métaphysique et fait de cette lutte pour la construction de la direction révolutionnaire une catégorie métaphysique, soumise à la capacité plus ou moins grande de Lénine ou de Rosa Luxembourg à s'entourer de vrais bolcheviks. En rétablissant les faits, la grande leçon qu'en tire Broué, c'est que le parti révolutionnaire est lui-même une catégorie transitoire, qu'il n'est pas donné « *en réduction* » dans le groupe Spartacus, pas plus que dans la transformation de ce dernier en P.C.A., alors que les délégués révolutionnaires, ces cadres organisateurs, restent à l'extérieur, dans le parti social-démocrate indépendant, pas plus qu'il n'est donné enfin dans le



P.C.A. unifié où, en réaction à l'ultra-gauchisme des Thaelmann et Ruth Fischer, se sont développées des tendances droitières paralysant le parti au moment décisif et menant à la capitulation sans combat.

La construction du parti révolutionnaire, c'est un enjeu de la lutte des classes, c'est un combat permanent contre les obstacles internes reflétant la pression de la société bourgeoise dans les rangs des révolutionnaires. Tel est le sens du combat de Rosa Luxemburg et de Lénine contre les tendances « *putschistes* » de la majeure partie des membres de Spartacus qui, en refusant de combattre là où se trouve la classe ouvrière, en se prononçant pour la désertion des syndicats pourris, en quittant les conseils lorsqu'ils n'y sont pas majoritaires, en refusant toute lutte sur le terrain électoral, alors que les masses elles-mêmes viennent de se prononcer pour ces élections au congrès pan-allemand des conseils, se coupent des « *Délégués révolutionnaires* » et de beaucoup d'autres militants ouvriers qui restent chez les indépendants.

Comme le dit Broué dans la deuxième partie de l'ouvrage, la lutte pour la construction du Parti et pour la révolution socialiste, entre 1918 et 1923, c'est la lutte entre Marx et Bakounine, la lutte pour le rassemblement patient des masses derrière le Parti contre l'ultra-gauchisme qui tente d'imposer par la force la grève générale au prolétariat, comme en 1921, ou qui refuse le Front unique prolétarien pour lui opposer le « *Front unique à la base* », la lutte, enfin, contre les tendances droitières que cette maladie fait naître en réaction. En ce sens, les combats pour le bolchevisme en Allemagne sont profondément actuels, faisant surgir, presque dans les mêmes termes, les problèmes auxquels les révolutionnaires français ont été confrontés durant la grève générale de mai-juin 1968.

Parce que la question du Front unique ouvrier, du gouvernement ouvrier et paysan était au centre de la lutte pour le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne en Allemagne, au centre de la lutte pour la prise du pouvoir, cette révolution et l'étude qui en est faite par Broué se place au cœur des préoccupations des militants révolutionnaires aujourd'hui.

En centrant son exposé oral autour de la tactique contre-révolutionnaire de la social-démocratie allemande et des indépendants, ces centristes qui n'hésitent pas à en appeler aux Conseils pour rétablir la libre république démocratique bourgeoise dans laquelle, comme le dit Trotsky, la liberté, « *c'est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat en état d'arrestation* », Broué nous montre ce que ne manqueront pas de tenter de faire demain staliniens et sociaux-démocrates pour étrangler la révolution. Comprendre que la contre-révolution peut se parer de tous les langages révolutionnaires, que bureaucratie ne signifie pas manque d'audace, que, pour garder le contrôle des masses, les bureaucrates peuvent aller très loin dans la phrase socialiste, telle est une des leçons, et non des moindres, de la révolution allemande.

Pour conclure, disons que c'est avec passion que nous suivons, à la lecture de ce livre, ce drame du prolétariat allemand, que nous suivons ses attaques téméraires contre l'impérialisme et la bureaucratie, les erreurs de ses dirigeants. Ni rire ni pleurer, mais comprendre, disait Trotsky ; comprendre pour vaincre, tel était le but de cet ouvrage, et il y parvient pleinement. On est conscient, en fermant ce livre, d'avoir une arme de plus dans notre lutte pour la révolution mondiale.

J. M.

---

A propos du « *PRINTEMPS DES PEUPLES* » de Pierre BROUÉ

## LA RÉVOLUTION POLITIQUE A COMMENCÉ EN TCHECOSLOVAQUIE

Ce n'est pas un hasard si le « *printemps en Octobre* » polonais et la révolution hongroise des conseils ouvriers de 1956, qui furent écrasés par les chars de la bureaucratie du Kremlin, ont précédé de peu la défaite sans combat du prolétariat français en 1958. Ce n'est pas non plus un hasard si, un peu plus de dix ans plus tard, la révolution politique resurgit en Tchécoslovaquie et se conjugue avec la plus puissante montée prolétarienne dans la vieille Europe, montée dont la grève générale française de mai-juin 1968 a représenté le plus haut sommet. L'absence de

hasard dans ces comparaisons s'explique par le fait que l'unité organique de la classe ouvrière internationale est la réalité des choses. En Europe particulièrement, cette unité s'exprime dans la fusion entre la révolution prolétarienne à l'Ouest et la révolution politique à l'Est qui tend à la constitution des Etats-Unis socialistes d'Europe. Voilà qui réfute déjà la thèse des révisionnistes qui coupent la lutte de classe mondiale en tranches, comme si la révolution mondiale du prolétariat était l'addition des combats qu'il mène en Europe orientale et en Chine,

dans les pays avancés et les pays arriérés. Cette thèse est celle du pablisme, « *approfondie* », pourrait-on dire, ces derniers temps par l'ineffable E. Germain. Au dernier « *congrès mondial* » de la pseudo-IV<sup>e</sup> Internationale, E. Germain, plus optimiste que jamais, a présenté un rapport sur « *la nouvelle montée de la révolution mondiale* » et s'est félicité de l'exemple d' « *Isaac Deutscher qui, vers la fin de sa vie, se rapprochait du concept de l'inévitabilité d'une révolution politique antibureaucratique en U.R.S.S. et en Europe orientale, concept dont il s'était écarté une vingtaine d'années auparavant* » (1). L'opinion de l'intellectuel petit-bourgeois Germain sur l'ex-marxiste polonais Deutscher aurait peu d'importance pour les militants, si les pablistes n'avaient pour objet, non pas seulement de brouiller les cartes et de se faire les porte-parole de toutes les illusions inévitables qui se développent à l'aube de toute révolution, mais encore d'exprimer consciemment une politique contre-révolutionnaire dont tout le contenu nous est livré par le texte suivant. En avril 1969, dans un *Cahier rouge* tiré à 10 000 exemplaires et intitulé : *L'intervention en Tchécoslovaquie. Pourquoi ?*, les pablistes français écrivent :

« *Une question simple à laquelle les staliniens n'ont jamais été capables de répondre est la suivante : vous dites qu'en Hongrie, en 1956, c'était la contre-révolution ; soit (sic). Mais vous dites aussi — maintenant — que la clique Rakosi-Geroe faisait régner une véritable terreur policière sur l'ensemble de la société. Existait-il un autre moyen que l'insurrection armée pour mettre ces individus hors d'état de nuire ? Y avait-il des possibilités réelles, par le jeu démocratique, d'y arriver ?*

*On touche là un point essentiel, que l'affaire (sic) tchécoslovaque révélera : l'incapacité de la bureaucratie des démocraties populaires de s'autoréformer dans un sens qui lui serait pourtant historiquement plus favorable, sans mobilisation des masses.* »

Ce qui revient à dire que, dans les pays sous le contrôle de la bureaucratie stalinienne, la « *mobilisation des masses* » est la condition nécessaire qui permettra à la bureaucratie de « *s'autoréformer* », c'est-à-dire que les masses sont condamnées au maintien, sous des formes différentes, de la dictature de la bureaucratie. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'impudence des positions pablistes, dont le rôle est de corrompre la méthode et le programme du marxisme de notre époque, c'est-à-dire du trotskysme, au nom même de Trotsky et de la IV<sup>e</sup> Internationale. Pierre Frank n'écrivait-il pas en février 1968 : « *En Tchécoslovaquie, la direction se trouvait récemment encore dans les mains de Novotny, c'est-à-dire du dernier des staliniens (Ulbricht excepté), qui s'était maintenu en faisant le minimum de concessions* » (2).

Indispensable aux militants qui, pour œuvrer à changer le monde, doivent pouvoir le comprendre,

le livre de Pierre Broué vient rétablir à la fois la vérité historique et celle de la méthode du marxisme, à l'aide duquel la classe ouvrière des pays de l'Est de l'Europe peut et doit engager un combat victorieux pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne. En fait, seul un marxiste pouvait écrire « *pour ces militants communistes (...) et notamment parce que, entre leur presse qui ment ou varie d'un jour à l'autre et celle de la bourgeoisie qui triomphe (...) après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, il leur est difficile de ne pas être tentés de croire ce que l'adversaire de classe s'efforce de leur faire admettre : que l'idéal communiste est mort sous les chenilles des tanks un matin d'été à Prague...* » (p. 7). Le pablisme, aujourd'hui, non seulement capitule devant le stalinisme, mais vole au secours de la bureaucratie en privant le prolétariat de toute perspective de destruction de la bureaucratie.

Cela dit, le livre de Pierre Broué vient à son heure, car il représente la seule tentative d'explication marxiste de ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire le début de la révolution politique du prolétariat contre la bureaucratie, de même que le livre de F. De Massot sur la grève générale de mai-juin 1968 est la seule explication marxiste qu'on puisse lire aujourd'hui sur ce sujet, en dépit de la production fantastique que des maisons d'édition déversent sur ces thèmes. Tant il est vrai que les grands événements, qui annoncent la révolution prolétarienne dans toute l'Europe, se fraient avec des difficultés d'autant plus grandes le chemin de leur expression consciente que le parti révolutionnaire et l'Internationale ouvrière rencontrent encore maints obstacles sur la voie de leur édification.

Tel est bien le point de vue de l'auteur, qui réaffirme qu' « *en dépit du stalinisme, le communisme est, plus que jamais, une nécessité historique* » (p. 8) et qui termine son livre par un chapitre intitulé *L'Internationale*, où il montre l'unité des combats engagés dans toute l'Europe de l'Est, à Prague, à Varsovie, à Belgrade et déjà aussi à Moscou, annonçant que « *demain, après-demain, une brèche s'ouvrira au sommet de la pyramide bureaucratique, divisé face à des options également mortelles* » (p. 181). Suivant la même méthode que dans sa brochure « *La révolution des conseils ouvriers hongrois* » (publiée en 1957 par *La Vérité* sous le pseudonyme de François Manuel), c'est-à-dire abordant les problèmes politiques du développement de la révolution des masses contre la bureaucratie en suivant le cours même de la mobilisation qui ébranle l'appareil, le disloque en même temps que les masses se regroupent, rassemblent leurs forces, concentrent leur conscience, Pierre Broué brosse, dans *Le printemps des peuples commence à Prague*, un tableau magistral de la nou-

(1) Dans *Quatrième Internationale*, n° 37, mai 1969, p. 46.

(2) *Quatrième Internationale*, février 1968.

velle phase de la révolution politique en Europe de l'Est. Comme, douze ans auparavant, en Pologne et en Hongrie, « le mouvement qui vient de se déclencher (après les manifestations étudiantes d'octobre 1967 à Prague) peut aller très loin. En 1956, en effet, en Pologne comme en Hongrie, tout a commencé aussi par la fronde des écrivains et de leurs hebdomadaires littéraires, Nowa Kultura et Irodalmi Ujsag (...); et après eux les étudiants se sont mis à leur tour en branle, exigeant les libertés de parole, de réunion, de manifestation (...) En quelques semaines, c'était à son tour la classe ouvrière qui déployait dans les rues ses larges colonnes, élisait ses conseils ouvriers, manifestait, faisait grève... et l'appareil du parti se fissurait ou volait en éclats » (p. 20). Mais en Tchécoslovaquie, la révolution politique montante n'a encore accompli que la première partie de son programme : les conseils ouvriers sont encore devant elle.

Car c'est là que réside la faiblesse interne du « printemps tchécoslovaque », inévitable dans une première étape, « l'illusion de l'évolution pacifique vers le socialisme à visage humain ». Mais cette faiblesse elle-même, entretenue par la bureaucratie qui s'est débarrassée de Novotny, n'est que momentanée. Déjà, le 11 avril 1968, dans *Literarni Listy*, Vladimir Blazek doute de « la capacité du P.C., "en même temps cause et victime de la dégénérescence", de se renouveler et de se régénérer » (p. 55). Ainsi la conscience de l'avant-garde progresse-t-elle en même temps que se développe la mobilisation des masses. Dès sa publication, le « programme d'Avril » du P.C.T. est déjà dépassé, « Dubcek est débordé, non, comme l'aurait dit Brejnev, par "des éléments réactionnaires et anticommunistes", mais par les ouvriers, la jeunesse et les militants de son parti, exigeant et mettant en pratique LA DESTRUCTION DE L'APPAREIL STALINIEN afin de mettre en place "le nouveau système" » (p. 76). Des grèves paralysent les entreprises les plus importantes du pays, les ouvriers révoquent les anciens dirigeants, obtiennent satisfaction sur les plus vieilles revendications. En même temps, en juin, les intellectuels ouvrent le débat sur les conseils ouvriers et développent l'idée marxiste de « l'État ouvrier reposant sur des conseils élus et révocables ». Cette discussion, cette recherche passionnée de la vérité, du programme de la révolution va aboutir le 27 juin à la publication du *Manifeste des deux mille mots*, où « pour la première fois, est posé le problème fondamental de la Tchécoslovaquie et de tous les pays dominés par la bureaucratie, celui du pouvoir. Pour la première fois, est posée la nécessité de l'organisation indépendante des masses pour la lutte contre l'appareil » (p. 89).

Les intellectuels redécouvrent que « l'histoire du parti bolchevique, du vivant de Lénine, a été l'histoire d'une lutte de fractions » (Nemcansky) : « le courant révolutionnaire — pour une révolution politique contre la bureaucratie — qui secoue ainsi le parti communiste tchécoslovaque (...) trouve l'un de ses porte-parole les plus déterminés et les plus lucides

en la personne de Frantisek Samalik ». Celui-ci propose « un système pluri-partis avec large autogestion appuyée sur les conseils ouvriers » (...) Un changement fondamental de la structure du Parti est nécessaire », conclut-il (pp. 93-95). C'est dans ce contexte que fut publié le 10 août le projet de statuts du Parti, qui interdit les fractions, mais reconnaît les tendances. « L'exemple tchécoslovaque, explique P. Broué, permettant la destruction "légale" de la domination de l'appareil, la restauration de la démocratie interne, la résurrection du Parti en tant que tel dans la lutte contre l'appareil, pouvait constituer un précédent trop dangereux pour être toléré » (par Moscou, Pankow et Varsovie) (p. 96).

Mais c'est précisément cette impossibilité de la « destruction légale » de l'appareil que devait démontrer la bureaucratie du Kremlin en intervenant militairement pour reconstruire à tout prix l'appareil qui se disloquait. Là encore, l'avant-garde intellectuelle dissipe les dernières illusions. Jiri Hochmann avait compris le 31 juillet que « nous mettons en danger la bureaucratie, qui est en train, lentement mais sûrement, d'enterrer le socialisme à l'échelle du monde. Et c'est pourquoi nous ne pouvons guère nous attendre à la coopération et à la compréhension fraternelles de la bureaucratie » (p. 107). Ainsi, bien que le « sens du XIV<sup>e</sup> congrès » (tenu dans les premiers jours de l'occupation) ait été la reprise du Parti à son appareil, « sa reconstruction en tant que parti réellement communiste en puissance », Broué souligne également le revers de la médaille de cette tentative, car « c'est précisément la réalisation même de l'unité nationale (contre l'occupation) qui portait à son paroxysme la lutte pour la préservation de l'appareil ». Certes, rien n'était encore joué au lendemain du 21 août. Mais pour que le « Parti », c'est-à-dire les militants communistes tchécoslovaques, puissent en finir avec l'appareil, il aurait fallu que se lève une nouvelle direction qui, armée du programme de la révolution politique, appelle les masses à s'engager dans la voie de l'indépendance par rapport à la bureaucratie. Il n'en fut pas ainsi, « ce que Dubcek a négocié (...), c'est le maintien de la "continuité" de la direction du Parti, c'est-à-dire de son appareil, le retour à la "politique de janvier", aux fictions qui dissimulaient sous des couleurs nouvelles la réalité du régime bureaucratique » (p. 121). A partir de ce moment, la « normalisation » n'a pour objet que de reconstruire l'appareil, un moment disloqué.

Mais l'échec de la révolution pacifique contre la bureaucratie, dans une situation où la classe ouvrière n'a pas été brisée par la bureaucratie du Kremlin, prépare de nouveaux combats et permet de faire progresser la conscience politique de l'avant-garde. Jiri Hochmann écrit ainsi dans *Reporter*, le 8 octobre 1968 : « Le monde ne peut être transformé à partir de Prague. Il n'est pas réaliste de penser qu'un tournant vers la démocratisation puisse apparaître quelque part avant de se manifester en Union soviétique »,

paroles auxquelles Anatole Martchenko, docker russe, animateur d'un groupe de l'opposition communiste, fait écho dans une lettre à la presse tchécoslovaque : « Si la Tchécoslovaquie parvient effectivement à organiser chez elle un socialisme démocratique, il n'y aura peut-être plus de justification à l'absence de libertés démocratiques dans notre propre pays. »

Certes, comme chez les intellectuels polonais et hongrois en 1956, le bilan tiré par l'avant-garde consciente en Tchécoslovaquie est allé très loin. Broué écrit : « Les analyses de Hochmann, Bartosek, Samalik fournissent un programme de révolution politique internationale contre la bureaucratie, une stratégie dans la perspective de la révolution mondiale. En tant que telles, elles peuvent constituer la base d'une organisation (...) Mais une telle organisation n'existe pas encore. Et, du coup, personne, dans la Tchécoslovaquie en cours de normalisation, ne donne ni ne peut donner de réponse aux questions du moment : que faire, non après-demain en Union soviétique et ailleurs, mais aujourd'hui et demain en Tchécoslovaquie, pour préserver les acquis menacés et approfondir la crise internationale ? Que faire contre le rouleau compresseur de la normalisation ? Comment éviter, par des actions concrètes, les initiatives désespérées, nées de la colère qui mûrit, et la passivité ? » (p. 141).

En réalité, les intellectuels les plus hardis sont eux-mêmes aux prises avec de terribles contradictions. Bartosek explique ainsi fin septembre : « Je pense que le processus qui était en cours en Tchécoslovaquie depuis janvier a engendré la possibilité de la révolution antibureaucratique pacifique » (3). Mais il aboutit, après une analyse de la mobilisation de la classe ouvrière, à la conclusion inverse : « Dans cette période (consécutive à l'intervention) toutes les structures des organismes du Comité central et de l'appareil du Parti ont éclaté. L'occupation du siège du Comité central et l'arrestation des principaux dirigeants y étaient, bien sûr, pour quelque chose. La hiérarchie traditionnelle fut brisée au sommet, mais le pays — les communistes et les autres — a agi. La spontanéité des masses a trouvé son point culminant » (3). Ainsi, si « l'appareil a éclaté », c'est que la révolution ne pouvait être purement « pacifique ». Les intellectuels

semblent d'ailleurs l'avoir compris, en publiant, des semaines après l'intervention, de larges extraits de la *Révolution trahie* de Léon Trotsky, qui y démontre que la « subversion de la caste bureaucratique » sera le produit de « la révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ».

La révolution hongroise des conseils ouvriers a été défaite par la bureaucratie du Kremlin. Mais de cette défaite sanglante ont surgi deux vérités. La première, que c'est uniquement par les vieilles méthodes éprouvées de la lutte des classes culminant dans l'insurrection que le prolétariat peut en finir avec ce « cancer du mouvement ouvrier » qu'est la bureaucratie stalinienne. La seconde, que sans parti révolutionnaire la spontanéité des masses, à l'est comme à l'ouest de l'Europe, ne peut vaincre durablement la bureaucratie et la bourgeoisie. Mais la défaite de la révolution hongroise a précisément commencé à être surmontée, dans le domaine de la construction de l'organisation révolutionnaire qui assurera le triomphe ultérieur de la révolution, par la constitution de la Ligue des révolutionnaires socialistes hongrois. La classe ouvrière tchécoslovaque, qui n'a pas été défaite, devra se donner également l'organisation indispensable à la direction de ses futurs et proches combats. Ce combat pour l'organisation révolutionnaire du prolétariat tchèque est celui-là même que mène l'avant-garde qui, en France, lutte pour la construction du parti de la révolution. Il est un élément essentiel, à l'étape actuelle de la lutte des classes, du combat pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale.

JACQUES MEYRAND.

PIERRE BROUÉ, *Le printemps des peuples commence à Prague*, prix : 9 F. En vente à la librairie d'Informations Ouvrières, 39, Faubourg du Temple, Paris (10<sup>e</sup>). Envoi franco contre 9 F au C.C.P. BLOCH Paris 606-23.

(3) Table ronde publiée dans le n° 10 de *L'homme et la Société*, *La Tchécoslovaquie et les nouvelles perspectives du socialisme*.

**LA VÉRITÉ N° 546**  
**Novembre 1969**

# ***SAMIZDAT I***

***LA VOIX DE L'OPPOSITION COMMUNISTE  
EN U.R.S.S.***

***Le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale  
émerge peu à peu dans la conscience et l'action  
de la nouvelle opposition communiste.***

L'exemplaire : 20 francs - par 10 : 18 francs

C.C.P. Bloch Paris 606-23

## PARUTIONS RÉCENTES

en vente à la Librairie d'«Informations Ouvrières»

39, rue du Faubourg-du-Temple

PARIS (10<sup>e</sup>)

ou envoyés franco de port contre paiement  
aux C.C.P. indiqués ci-dessous.

---

Pierre Broué

### LE PRINTEMPS DES PEUPLES COMMENCE A PRAGUE

L'exemplaire 9 F. - par 10 : 8 F. - C.C.P. Bloch Paris 606-23

---

### LA REVOLUTION ALLEMANDE (1917-1923)

L'exemplaire 11 F. - par 10 : 10 F. - C.C.P. Bloch Paris 16913-99

---

F. De Massot

### LA GRÈVE GÉNÉRALE DE MAI-JUIN 1968

L'exemplaire 12 F. - par 10 : 11 F. - C.C.P. Informations ouvrières Paris 21831-73

---

### LE MANIFESTE DE DECEMBRE 1967 DE L'O.C.I.

L'exemplaire 3 F. - par 10 : 2,70 F. - C.C.P. Bloch Paris 606-23

---

### LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE (1936-1939)

L'exemplaire 12 F. - par 10 : 11 F. - C.C.P. Bloch Paris 16913-99

---

### L'AGONIE DU CAPITALISME ET LES TACHES DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(la mobilisation des masses autour des revendications transitoires  
comme préparation à la prise du pouvoir)

"Programme de Transition"

L'exemplaire 3 F. - par 10 : 2,70 F. - C.C.P. Bloch Paris 606-23

---



---

IM. S. CAVILLON CLICHY S/BOIS E & O

---

*Le Directeur de la publication*  
*Pierre LAMBERT*

---